

مذاهب من الاملا

# Le Monde

Avec ce numéro,  
un cahier spécial  
de poésie  
(48 pages)  
DISC



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16656 - 7,50 F - 1,13 EURO

SAMEDI 15 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## M. Kabila quitte Kinshasa privée d'électricité par les rebelles

LES REBELLES banyamulenges (congolais tutsis), appuyés par le Rwanda et l'Ouganda, ont marqué un point décisif en s'emparant, ces dernières vingt-quatre heures, du barrage d'Inga sur le fleuve Congo, à 300 kilomètres en aval de Kinshasa, la capitale. Ce faisant, il ont pu couper l'approvisionnement en électricité de la ville et, du même coup, celui de Brazzaville, la capitale de l'autre Congo, sur la rive opposée du fleuve. Selon des sources gouvernementales congolaises, citées par l'Agence Reuters, ces derniers développements ont incité le président Laurent-Désiré Kabila à quitter Kinshasa pour se réfugier à Lubumbashi, dans la province natale du Katanga. La compagnie belge Sabena a suspendu ses vols sur Kinshasa.

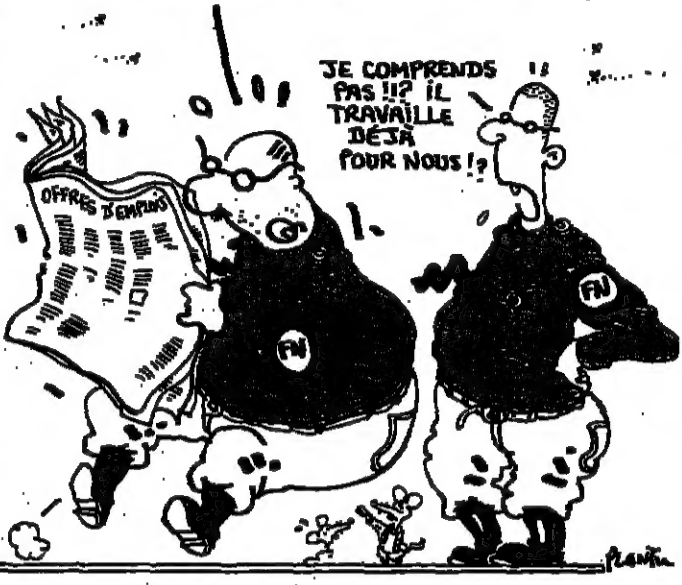
Lire page 20

## Emploi : les secteurs qui embauchent

- La reprise économique a créé 266 000 emplois en un an dans les entreprises privées et semi-publiques
- « Le Monde » dresse la liste des activités en manque de salariés : télécommunications, informatique, bâtiment, restauration ● Les jeunes ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail

L'EMPLOI a progressé de 0,5 %, au deuxième trimestre, dans le secteur marchand (privé et semi-public), soit 65 000 postes supplémentaires, selon des données provisoires publiées, vendredi 14 août, par l'Insee et le ministère du travail. Cela porte les créations à 266 000 sur douze mois (plus 2 %). Avec 13 652 400 salariés dans le secteur marchand, la France retrouve le niveau d'emplois de décembre 1990. Le tertiaire (+0,7 %) et l'industrie (+0,2 %) en ont profité. La reprise de l'emploi depuis janvier dans le secteur manufacturier est cohérente avec le relatif optimisme des industriels, dont les carnets de commandes sont bien remplis. La construction n'a pas perdu d'emplois entre avril et juin, ce qui constitue déjà un signe positif pour ce secteur longtemps sinistré. Le ministère de l'emploi note cependant que les moins de vingt-cinq ans ont toujours du mal à s'insérer sur le marché du travail, le recul du chômage dans cette catégorie s'expliquant en partie

HEIN ?? JACQUES BLANC  
EMBAUCHÉ PAR MADELIN ???



par les 105 000 emplois-jeunes créés dans les secteurs public et parapublic.

Dans un marché du travail plus dynamique, la reprise pousse chômeurs et salariés à se montrer plus exigeants. Le Monde a cherché à identifier les secteurs qui embauchent et qui, parfois, sont en manque de salariés. Industriels, cabinets de recrutement et de conseils aux entreprises, agences de travail temporaire identifient les activités où la pénurie d'emplois s'amorce. Le manque d'informaticiens touche les entreprises du secteur, mais aussi les industries et les banques. La demande de spécialistes « télécommunications et internet » est en forte augmentation. Le bâtiment, qui a cessé de licencier, manque de main d'œuvre. L'industrie, les transports et la restauration recherchent activement certaines catégories de personnel. Les cabinets de consultants recrutent également.

Lire page 5

## LIRE EN ÉTÉ

« Le Monde » vous offre vingt-trois poèmes inédits

ACTUALITÉ et poésie : le lien ne va pas de soi, l'information et le poème ne marchant pas au même rythme, semble-t-il. Mais est-ce si sûr ? Les vingt-trois poètes de langue française qui ont accepté de confier au Monde une œuvre inédite ont bien, chacun, une vision de ce monde où ils vivent, réagissant à ces drames, les commentant même, s'enchantant de ses beautés, jouant de la langue qui est leur matière première. La poésie est une émotion, et ce qu'elle dit nous regarde. Les auteurs ici rassemblés ne résument certes pas à eux seuls la poésie française contemporaine. Elle est plurielle, riche de ses singularités et diversités dont notre supplément voudrait aussi témoigner.

Lire notre cahier spécial

## Le transgénique, la pomme de terre et le soufflé médiatique

LA NOUVELLE a fait les titres de la presse outre-Manche, et résonné bien au-delà : une étude menée sur des rats nourris pendant cent jours avec « des pommes de terre génétiquement modifiées » aurait montré un affaiblissement du système immunitaire des rongeurs. Il n'en a pas fallu plus pour relancer la polémique sur les dangers des organismes génétiquement modifiés (OGM). D'autant que le responsable de l'étude, Arpad Pusztai, du Rowett Research Institute d'Aberdeen (Ecosse), déclarait au cours de l'émission télévisée anglaise World In Action, diffusée lundi 10 août, que « si on lui donnait le choix », il ne mangerait pas d'aliments transgéniques.

Deux jours plus tard, Arpad Pusztai a été mis à pied. La direction de l'Institute a indiqué, mercredi 12 août, que les résultats évoqués par le chercheur étaient « trompeurs ». Le Dr Pusztai a fait l'amalgame entre des données portant sur une lignée de pommes de terre transgéniques, dont l'étude est à peine entamée, et d'autres, issues d'expériences consistant à ajouter des protéines insecticides au menu des rats. Les tubercules incriminés n'avaient donc rien de transgénique.

Quand il a réalisé la méprise, Philipp James, le directeur de l'Institute, s'est affirmé-t-il lui-même - tout bonnement « évanoui ».

Dans l'intervalle, l'affaire avait pris une ampleur considérable. « Nous servons de cobayes pour une expérience gigantesque », s'était indigné le député libéral démocrate Norman Baker, appelant à un moratoire sur les OGM, qui entrent dans 60 % des aliments des Britanniques - à travers quatre ingrédients (jus de tomate, fromage « végétarien », mais et soja transgéniques). En France, se fondant sur cette « étude scientifique britannique montrant les dangers pour l'homme des aliments transgéniques », l'organisation Greenpeace demandait déjà au gouvernement d'interdire les aliments transgéniques.

Le plus embarrassé par cette affaire sera sans doute le député conservateur James Provan, qui recommandait, lundi, au secrétaire d'Etat à la santé britannique et à Jacques Santer, président de la Commission européenne, de s'assurer de l'innocuité des OGM. Egalement président du Rowett Institute, M. Provan ne manquait pas de remarquer que, en la matière, les travaux conduits dans

son laboratoire « revêtaient une importance stratégique », et qu'ils ne pouvaient être pris à la légère... Les producteurs d'OGM, à peine sortis d'une campagne publicitaire visant à promouvoir ces « aliments du futur », peuvent aujourd'hui pavoiser. Montoux et confus, le Rowett Institute assure qu'on ne l'y prendra plus : « Les futurs résultats ne seront pas rendus publics avant d'être dépourillés par des scientifiques et des comités officiels d'experts ».

Selon l'Institute, il avait été convenu avec le Dr Pusztai que celui-ci ne devait évoquer, durant son interview, que des travaux ayant fait l'objet de vérifications externes par des experts internationaux avant de faire l'objet d'une publication. Une règle sacro-sainte dans la communauté scientifique qui avait déjà été enfreinte dans l'affaire de la fusion froide, lorsque les électrochimistes Pons et Fleischmann avaient clamé, à la « une » du Financial Times, en 1989, avoir reproduit l'énergie du Soleil dans une éprouvette. Dix ans plus tard, leurs résultats n'ont toujours pas été validés.

Hervé Morin

## Des rollers dans la ville

■ APPARUS au cours des grandes grèves de l'hiver 1995, les rollers ne sont plus seulement une mode. En trois ans, ils ont devenu un sport de masse, pratiqué en France par environ quatre millions de personnes, et un moyen de transport écologique qui se taille une place croissante dans les villes. Ils attirent les femmes et les familles, adeptes du « fitness », au cours de longues ballades qui permettent de redécouvrir la cité. Ils séduisent aussi les jeunes, qui lui donnent l'image agressive du « street », les acrobates réalisés en utilisant le mobilier urbain. A Paris, tous les vendredis soirs, ces familles et ces styles se fédèrent en « randonnées » conviviales et nocturnes, long défilé de mode à travers les rues de la capitale.

Lire page 6

## Adieu Nino

Nino Ferrer - « Mirza », « Le Sud » - s'est donné la mort, jeudi. Véronique Mortaigne l'avait rencontré, en 1995, dans sa maison du Lot. p. 17

## M. Blanc, le FN et Démocratie libérale

Elu avec les voix du FN, le président de la région Languedoc-Roussillon rejoint au Parlement la formation d'Alain Madelin. p. 20 et notre éditorial p. 10

## Inondations : choses vues à Wuhan

Notre envoyé spécial Frédéric Bobin raconte la crue du Yang-tseu qui menace toujours le grand centre industriel. p. 4

## Comment ils se dopent

Alors que l'Union cycliste internationale tente de lutter contre le dopage, Le Monde recense cette « pharmacopée de l'ombre ». p. 14 et le point de vue p. 10

## Boeing : plan-choc

Fermetures d'usines et licenciements annoncés n'ont pas convaincu Wall Street. p. 11

## Voyages en utopies

Plus d'un tiers sur trois n'a pas l'électricité. L'énergie solaire pourrait la remplacer. Cinquième voyage en utopies. p. 9 et notre grand jeu concours p. 20

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 480 DR ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 1 £ ; Sénégal, 200 F CFA ; Suisse, 10 CHF ; Suède, 2,10 SEK ; Tchécoslovaquie, 100 Kč ; USA, 0,75 \$ ; USA (terrestre), 2,50 \$

M 0147-816-7,50 F

ICD INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMERCE ET DISTRIBUTION

MARKETING • VENTE • DISTRIBUTION • INTERNATIONAL

TITRE HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II (MAÎTRISE)

### Un premier cycle, 2 approches

- Le cycle MC (Marketing Commercial) Deux années d'études allant des acquis théoriques et applications terrains. Deuxième année internationale. Admission : Bac (Test Team + entretiens)
- Le cycle BTS Action Commerciale, Commerce International, Communication des Entreprises. Diplôme d'Etat. Admission : Bac ou niveau Bac

### Un deuxième cycle

2 ans d'études, 6 mois de stage professionnel, 5 spécialisations Achat-Distribution, Vente-Négociation, Affaires Internationales, Marketing-Produit, Communication d'Entreprise. Admission : Bac+2 et Bac+3 (Test Team 2 + entretiens)

ICD Paris : 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris  
ICD Toulouse : 186, route de Grenade - 31200 Blagnac  
ICD Nantes : 11, rue des Saussaies - 44000 Nantes  
ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR

GROUPE IGS

## La Suisse apure ses comptes

ENFIN, les banques suisses et les survivants de la Shoah sont parvenus à un accord (Le Monde du 14 août). Pour la Confédération helvétique, le gros de l'orage semble passé. Le montant de la facture est clairement défini : la Suisse, ses banquiers et ses autorités respirent. La perspective d'un boycottage graduel, une menace brandie par les Etats-Unis à l'encontre des entreprises et institutions financières helvétiques est écartée. La nouvelle est accueillie avec soulagement. Les banques vont passer à la caisse avec la dignité que commande une Realpolitik bien comprise, laissant aux dirigeants politiques, aux partis et à l'opinion le soin de démêler l'écheveau bien embrouillé de la responsabilité morale et de l'équité, sinon de l'examen de conscience face aux vicissitudes du passé.

Quand l'affaire des fonds en déshérence, bientôt suivie par le dossier tout aussi épineux de l'Or nazi, a éclaté, il y a trois ans, la Suisse bien pensante a cru que le ciel lui tombait sur la tête et s'est drapée dans une dignité offensée. Il a fallu une accentuation des pressions pour se convaincre qu'il ne suffisait plus de faire le dos rond et que seule une réponse acceptable

permettrait de mettre le hola au pourrissement de la situation.

De promesses en commissions d'enquête, de maladroites en faux-pas, historiens et politiciens ont dû se mettre à pied d'œuvre. C'est finalement, accablés dans leurs derniers retranchements et sous la contrainte extérieure, dans les remous d'un débat intérieur peu commun, parallèle à des attaques acerbes venant des Etats-Unis, que la Suisse et ses représentants ont été poussés à composer.

Face à ce qui allait rapidement devenir la crise la plus grave de la politique étrangère helvétique depuis la seconde guerre mondiale, les autorités fédérales ont donné d'abord l'impression de choisir un immobilisme qui d'ordinaire les avait bien servis. Sous les salves de tirs d'une artillerie verbale de plus en plus lourde, elles ont finalement réalisé que leur traditionnelle attitude de prudence ne leur valait pas que des amis et que leur cher isolement, soigneusement cultivé, pouvait se retourner contre leur pays.

Jean-Claude Buhner

Lire la suite page 10 et nos informations page 3

## Le nouveau France 2



CLAUDE SÉRILLON

APRÈS deux semaines de « Journaux blancs » dans les nouveaux locaux de France Télévision, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Claude Sérillon présentera son premier vrai « 20 heures », lundi 17 août. Deux jours avant, le déménagement aura été l'occasion pour France 2 d'un passage à l'ère de la technologie numérique.

Lire page 12

International	2	Communication	12
France	5	Tableau de bord	12
Société	6	Aujourd'hui	14
Régions	7	Météorologie	16
Carnet	8	Jour	16
Abonnements	8	Culture	17
Horizons	9	Guide culturel	18
Entreprises	11	Radio-Télévision	19







## L'accord entre les banques suisses et les victimes de la Shoah est accueilli avec soulagement à Berne

La question du financement du dédommagement reste posée

Un soulagement mêlé d'amertume, c'est ainsi que peuvent se résumer les réactions suscitées, jeudi 13 août en Suisse, à l'annonce de l'accord

conclu à New York entre les deux grandes banques suisses et les représentants des victimes de la Shoah. La satisfaction est évidente

dans les milieux bancaires et économiques, qui voient s'estomper les menaces de boycottage bandées aux États-Unis.

**BERNE**  
de notre correspondant  
Volontairement circospect, le gouvernement helvétique a pris acte de ce « règlement amiable » dans une déclaration laconique rendue publique, jeudi 13 août. Après avoir exprimé l'espoir que « cet accord contribuera à dénouer la situation tendue des derniers mois », il a tenu à rappeler qu'il n'a pas participé à ces négociations et que par conséquent « la Confédération suisse n'est obligée en aucune façon » par les engagements pris.

Le contenu exact de l'accord n'étant pas encore connu, le Conseil fédéral a indiqué qu'il « se réserve une prise de position plus complète aussitôt qu'il aura l'occasion d'analyser de plus près le texte et les circonstances de l'accord ». Tout en se félicitant du compromis trouvé, la Banque nationale suisse (BNS) a également tenu à faire savoir qu'elle n'était pas partie prenante aux négociations et qu'elle attendait des compléments d'information avant de se prononcer.

Les précisions fournies par l'ac-

cord conclu avec le Congrès juif mondial et les avocats des plaignants américains émanent d'un communiqué conjoint publié par les deux banques concernées, le Crédit suisse et l'UBS, issue de la récente fusion entre la Société de banque suisse et l'Union de banques suisses. Selon ce communiqué, l'arrangement négocié sous l'égide du juge new-yorkais Edward Korman prévoit le versement de 1,25 milliard de dollars sur trois ans pour solde de tout compte, alors que la précédente offre des banques s'élevait à 570 millions de dollars.

**RÉALISME**  
Comme les responsables des banques suisses le reconnaissent, le réalisme a prévalu. « L'objectif poursuivi, indique le communiqué, est d'éliminer la menace de sanctions et d'éviter des procédures judiciaires longues et coûteuses. » Plus explicitement, le patron de l'UBS, Marcel Ospel, a déclaré que « la recherche d'un compromis a finalement été la voie

choisie après une analyse de froid. On est arrivé à un point où la contrainte se payait au prix fort ». Les représentants des deux banques ont également été amenés à regretter de ne pas avoir pris soin de régler le problème des fonds en déshérence plus tôt. « Aujourd'hui, a fait remarquer un porte-parole du Crédit suisse, le prix à payer est plus élevé que ce que nous nous étions imaginés au départ. » La question est donc de savoir qui supportera la somme supplémentaire que les banques se sont engagées à verser. Estimant que les grandes banques avaient rendu service à l'ensemble de l'économie, la principale organisation patronale s'est montrée favorable à une participation financière de l'industrie.

A en juger par les réactions des responsables politiques, il serait plus délicat de recourir à des fonds publics. Tout en saluant l'accord, le Parti socialiste a fait valoir que les banques devaient « assumer elles-mêmes les fautes commises ». Les partis démocrates-chrétiens et radicaux considèrent que l'Etat n'a pas à par-

ticiper à ce genre d'accord financier « exceptionnellement élevé ». Pour le premier, cette transaction « laisse un arrière-goût amer », tandis que le second déplore « les méthodes dignes du Far West » utilisées par les plaignants. Dénonçant « des tentatives de chantage », la quatrième formation gouvernementale, l'Union démocratique du centre, juge exclu que la BNS et le Conseil fédéral participent à un tel accord. Des représentants des grands partis du centre et de droite ont parlé de « racket » et des formations nationalistes ont accusé les banques de « capitulation face aux exigences injustifiées des maîtres-chanteurs de New York ».

Au-delà des mouvements d'humeur, il apparaît que cet accord devrait apporter une pause dans la polémique. Son application provoquera sans doute encore des remous mais il pourrait contribuer à l'ouverture du véritable débat sur les responsabilités dans la Shoah, occulté par des arguties financières.

Jean-Claude Bührer

## L'amère expérience de Joseph Spring

**BERNE**  
de notre correspondant

Novembre 1943 : dans une Europe déchirée par la guerre, il ne fait pas bon être juif et espérer trouver refuge en Suisse pour échapper à la folie meurtrière des nazis. Joseph Spring — qui s'appelle alors Sprung —, aujourd'hui domicilié à Melbourne et âgé de 71 ans, en a fait l'amère expérience. Né à Berlin, il suit sa mère en Belgique en 1939 avant de passer trois ans plus tard en France, où il trouve du travail. Mais les temps sont trop incertains et, avec deux cousins, muni de faux-papiers, il essaie à deux reprises de gagner un havre qu'il croit plus sûr, la Suisse. Par deux fois, il est repoussé. Plus encore, à 16 ans, lors de la seconde tentative, Joseph Spring et ses compagnons sont remis par les autorités frontalières à une patrouille allemande en territoire français. Et comme les fonctionnaires helvétiques ont la réputation d'être particulièrement méticuleux, ils n'omettent pas de confier aux soldats allemands les passeports des trois fugitifs dûment estampillés de l'infamant « J », attestant sans équivoque de leur origine juive.

Sans autre forme de procès, le trio adolescent subit le sort de milliers d'autres anonymes : Drancy, puis le wagon à bestiaux à destination d'Auschwitz. Seul Joseph en réchappe. Ses deux cousins sont mis à mort à l'arrivée au camp. Et encore, le rescapé ne doit son salut qu'à une évasion tout risque à l'occasion de la tristement célèbre « marche de la mort »,

quand les bourreaux aux abois cherchent à évacuer les survivants dans un effort désespéré pour masquer leurs crimes.

En 1946, Joseph Spring s'embarque pour l'Australie, devient Joseph Spring. Mais le changement d'identité ne suffit pas à effacer le passé ni à métamorphoser les souvenirs. Même s'il se refait une vie à mille lieues des horreurs qu'il a vécues, les fantômes demeurent. Enroulés au plus profond de soi, les blessures secrètes ne se cicatrisent pas aisément et le déni de justice pèse de plus en plus lourd, le tort moral et le devoir envers ceux qui ont péri prennent davantage de place à mesure que passent les années. Avec la certitude croissante que, à la disparition de cette génération qui a connu l'indicible, plus personne ne pourra témoigner et que la réalité s'estompée elle aussi sans que justice ait été convenablement rendue.

**TORT MORAL**

Alors Joseph Spring décide de se manifester publiquement et réclame au Conseil fédéral un dédommagement de 100 000 francs suisses (400 000 francs) pour tort moral. Son avocat transmet sa requête au gouvernement helvétique en janvier dernier. Sa démarche tombe mal : les autorités suisses sont empêtrées dans l'affaire des fonds en déshérence et de l'or nazi dont les banques sont les premières responsables, mais les banquiers jouent encore l'arrangement, faisant mine de ne rien vouloir savoir. Débats feutrés, conciliabules et délibérations

à huis clos entre les sept membres du collège gouvernemental se poursuivent durant des semaines pour aboutir, fin juin, à un rejet pur et simple de la requête d'indemnisation du rescapé. Sous prétexte que ses prétentions sont « à la fois périmées et dénuées de fondement juridique », l'attitude des autorités frontalières ne constituant pas un cas de complicité de génocide du point de vue juridique. Le rescapé n'en croit pas ses yeux et s'en remet au Tribunal fédéral auprès duquel il vient d'interjeter appel.

La Cour suprême helvétique ne s'est pas encore prononcée. En attendant, comme s'il y avait quelque part malade dans certaines consciences locales, des parlementaires et des particuliers ont récolté environ 30 000 francs suisses en guise de dons, au nom de la population helvétique, à celui que des douaniers trop zélés avaient envoyé en son nom et sans état d'âme à la mort en 1943. « Étonné et surpris », Joseph Spring a poliment remercié et demandé que la somme soit remise à quelqu'un qui en ait réellement besoin.

L'ancien déporté estime que regrets et excuses ne sauraient réparer les errements du passé et attend que réparation pour tort moral soit enfin faite. En mémoire de ses cousins et des 30 000 juifs à qui la Confédération a fermé ses portes, même si 22 000 de ses coreligionnaires ont été hébergés sur le sol suisse durant la seconde guerre mondiale.

J.-C. B.

## Le gouvernement allemand veut subventionner les emplois mal payés

Un projet de l'aile sociale de la CDU à six semaines des élections

**BONN**  
de notre correspondant

A six semaines des élections, les partisans d'Helmut Kohl doivent montrer qu'ils se soucient du chômage qui frappe 4,2 millions de personnes. L'aile sociale du parti chrétien-démocrate (CDU), conduite par le ministre du travail Norbert Blüm, a présenté jeudi 13 août son dernier outil pour lutter contre le chômage de longue durée : le *Kombibohn*, littéralement « salaire combiné », en réalité boulot subventionné. Ce projet ne sera pas adopté avant les élections du 27 septembre, mais il lance le débat en Allemagne sur la manière de redonner un emploi aux chômeurs de longue durée ou peu qualifiés, sans faire naître le phénomène des *working poors* que connaît la Grande-Bretagne.

M. Blüm propose que l'Etat verse aux chômeurs de longue durée un complément de salaire, de telle sorte qu'ils gagnent au moins 35 % de plus en travaillant qu'en restant chez eux. Par exemple, une chômeuse qui touche 3 500 francs net — c'est l'indemnité moyenne versée aux chômeurs de longue durée — prend un emploi de coiffeuse à Magdebourg pour 3 660 francs net. L'Etat lui versera un complément de 1 365 francs, pour que ses revenus augmentent de 35 %, pendant deux ans maximum.

Le projet est de prime abord sé-

duisant. Il consiste à financer le travail, plutôt que le chômage : l'Etat fait une économie immédiate, le supplément à verser étant inférieur à l'aide donnée lorsque la personne était au chômage. L'initiative de M. Blüm permet de rappeler que la CDU est un parti aussi social que le Parti social-démocrate. Elle doit montrer que le gouvernement Kohl se soucie des plus faibles, qui ne profitent pas de la reprise économique et de la légère décade du chômage outre-Rhin.

Avec le *Kombibohn*, l'Allemagne, qui refuse de tailler dans son système de protection sociale, a-t-elle trouvé la solution miracle ? Avec des coûts plus bas, les entreprises vont créer des emplois, que les chômeurs subventionnés pourront accepter. Actuellement, de nombreux chômeurs refusent les emplois mal payés et inférieurs à leur qualification qui leur sont proposés et préfèrent toucher leurs allocations-chômage ou l'aide sociale, quitte à travailler au noir. Illustration caricaturale, la récolte des asperges, où les chômeurs allemands ont refusé d'aller dans les champs aider les saisonniers polonais pour 45 francs de l'heure.

De leur côté, les entreprises se déclarent prêtes à proposer des emplois de services, mais pas aux salaires exigés par les Allemands. Signe que des emplois naissent si le coût du travail était plus faible,

les entreprises ont recours massivement à des travailleurs « officieusement au noir », payés moins de 620 marks (2 000 francs) par mois, pour 15 heures de travail par semaine maximum. Ces emplois, dont le nombre varie selon les estimations entre 1,2 et 6 millions, ont l'immense avantage d'être exemptés de charges sociales, ce qui les rend « rentables ».

**EFFETS D'AUBAINE**

Le *Kombibohn*, censé résoudre ces problèmes, donne lieu à des débats interminables, déchirant la droite comme la gauche, le patronat comme les syndicats. Premier grief, en décidant du montant des subventions données, l'Etat fixera de facto les salaires allemands, marchant sur les terres des syndicats et patronats, qui veulent garder leurs prérogatives salariales, dans un pays où le SMIC n'existe pas. Les libéraux s'inquiètent de voir naître des pans entiers de l'économie non compétitifs subventionnés par l'Etat, les entreprises ayant tendance à ne plus embaucher que des chômeurs à un salaire de misère, ces derniers ayant des revendications salariales mesurées puisque l'Etat est là pour payer le complément. L'affaire pourrait vite devenir ruineuse pour les finances publiques. Certains syndicats craignent que l'Allemagne s'engage dans une spirale à la baisse des salaires, ins-

titutionnalisant une économie à bas salaires.

Pour limiter les effets d'aubaine, le projet de la CDU prévoit que le *Kombibohn* ne s'adresserait pas à tous les demandeurs d'emploi, mais à 1,35 million de chômeurs de longue durée qui touchent l'*Arbeitslosenhilfe*. Cette aide aux chômeurs financée par l'Etat équivaut à 53 % du dernier salaire ; elle est versée à ceux qui n'ont plus droit aux allocations-chômage traditionnelles (*Arbeitslosengeld*), financées par les cotisations sociales, dont la durée varie de six mois à trente-deux mois. De surcroît, M. Blüm veut imposer aux entreprises d'embaucher aux conditions minimales prévues par les conventions collectives, dans les secteurs à bas salaire où il est déjà difficile de trouver de la main-d'œuvre.

Le problème est de réformer le système ruineux de protection sociale allemand, quitte à diminuer certaines prestations, ce dont personne ne veut entendre parler à l'approche des élections. « Le *Kombibohn* est une réparation du système de l'Etat-providence, qui conduit vers encore plus d'Etat-providence car il esquivait les réformes nécessaires », déplore dans la *Süddeutsche Zeitung* du 10 août Horst Siebert, le très monétariste président de l'Institut d'économie mondiale de Kiel.

Arnaud Leparmentier

## L'UE salue la formation de l'équipe de négociateurs albanais du Kosovo

**VIENNE.** L'Union européenne (UE) a salué, jeudi 13 août à Vienne, la formation de l'équipe de négociateurs des Albanais du Kosovo en vue de discussions avec Belgrade, dans un communiqué publié à Vienne. Selon Wolfgang Schüssel, ministre des affaires étrangères autrichien et président en exercice du conseil de l'UE, il s'agit « du premier pas dans le bon sens » et de la condition préalable « à la reprise d'un dialogue substantiel sur le statut futur du Kosovo entre Belgrade et des représentants des Albanais du Kosovo ». M. Schüssel a appelé le gouvernement de Belgrade à « entamer dans les meilleurs délais ces négociations substantielles ». Le chef politique des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a présenté, jeudi à Pristina, le groupe de négociation albanais et a appelé à la reprise des discussions.

Les cinq membres de ce groupe appartiennent à des partis représentés au Parlement parallèle des Albanais du Kosovo, largement dominé par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti de M. Rugova. De son côté, le vice-premier ministre yougoslave, Nikola Salovic, « a commenté positivement l'annonce de la formation de l'équipe de négociation, qu'il a décrite comme une mesure avisée des partis politiques albanais du Kosovo », en appelant à « la poursuite immédiate du travail » de négociation, a indiqué la télévision officielle RTS-1. — (AFP)

## Nouvelles violences en Indonésie

**BANGKOK.** Des centaines de vandales ont dévalisé et mis à sac trois magasins tenus par des Chinois, jeudi 13 août, à Labuan, dans l'ouest de Java, à la suite d'une dispute sur les prix de vente de produits de base. Le même jour, à 60 kilomètres de là, une foule évaluée à mille personnes a mis le feu à une discothèque, dénommée comme un « lieu de vice » par la population locale et qui se trouve au sein d'un complexe hôtelier. Entre-temps, des centaines de Chinois ont quitté l'est de Java où se sont repliés sur l'île voisine de Bali, à la veille de la célébration, le 17 août, de l'anniversaire de l'indépendance. Victime des émeutes de mal à Djakarta, la communauté chinoise d'Indonésie redoute de nouvelles violences. — (Corresp.)

## L'Equateur et le Pérou

ont fait un pas vers la paix

**BRASILIA.** L'Equateur et le Pérou ont signé, jeudi 13 août à Brasilia, un accord de retrait réciproque de leurs forces armées de la zone frontalière revendiquée par les deux pays. Celui-ci ouvre la voie à une solution négociée, ont souligné à Brasilia les représentants brésiliens, Fernando Henrique Cardoso, et péruvien, Alberto Fujimori. De son côté, le président équatorien, Jamil Mahuad, a déclaré à Quito, lors d'une conférence de presse, que l'accord « était une bonne nouvelle pour ceux qui aiment la paix ». Il a expliqué que l'accord portait sur la création d'une zone démilitarisée de 50 kilomètres de long et d'une largeur variant entre 12 et 15 kilomètres. — (AFP)

## L'Irak et l'ONU

vont continuer à dialoguer

**BAGDAD.** L'envoyé spécial des Nations-unies à Bagdad, Prakash Shah, a déclaré, jeudi 13 août, que les deux parties étaient convenues de continuer le dialogue pour résoudre la crise sur le désarmement. M. Shah a transmis un message de M. Annan appelant l'Irak à « reprendre la coopération » avec la Commission spéciale chargée du désarmement irakien (Unscm) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « J'ai fait savoir à M. Aziz qu'il y avait une position unanime au sein du Conseil de sécurité pour que l'Irak reprenne sa coopération », a encore dit M. Shah qui reste à Bagdad « à la disposition des autorités irakiennes le temps qu'il leur faut pour continuer ce dialogue ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé d'attendre la fin de la mission à Bagdad de l'envoyé spécial de M. Annan avant d'étudier d'éventuelles actions. — (AFP)

**DÉPÊCHES**

■ **IRAN/AZERBAÏDJAN :** Téhéran et Bakou ont décidé de coopérer dans le domaine de l'exploitation pétrolière en mer Caspienne, a annoncé, jeudi 13 août, le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, au terme d'une visite de vingt-quatre heures à Bakou. « Nous pensons que le système de partage équitable [des ressources] est la meilleure base pour le régime juridique de la Caspienne et garantir les intérêts de tous les pays riverains », a-t-il ajouté. Les deux pays vont également coopérer dans « de grands projets de construction de barrages et de chemins de fer ». — (AFP)

■ **IRAN :** Le Parlement, dominé par les conservateurs, « examine en ce moment un projet de révision de la loi électorale en vue de repousser l'âge du vote à dix-huit ans », a rapporté, jeudi 13 août, la presse. La Constitution de la République islamique fixe la majorité à seize ans révolus, ce qui a permis d'attirer un maximum de jeunes aux fronts de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) et notamment aux urnes lors des différentes élections en Iran. Cette participation des jeunes a été décisive dans l'élection triomphale du président Khatami, le 23 mai 1997. — (AFP)

■ **IRAK :** 62 prisonniers politiques ont été exécutés fin juin dans la prison d'Abou Ghraïb à Bagdad, a affirmé, mercredi 12 août, le Parti communiste irakien (opposition), dans un communiqué. Il précise que les personnes exécutées, dont il publie la liste nominative, étaient détenues depuis 1991. — (AFP)

■ **NIGER :** près de 12 000 personnes demeurent sans abri au Niger, à la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues sur Niamey depuis le 20 juillet, selon un bilan des autorités municipales diffusé par la télévision nigérienne. Plus de 300 millimètres d'eau sont tombés en quelques jours, provoquant des inondations, l'effondrement de certaines d'habitations, des ruptures d'ouvrages, mais aussi de canalisations d'eau, ce qui a entraîné une pénurie pendant une semaine dans les trois quarts de la ville. — (Reuters.)

## La Finlande prévoit son premier budget excédentaire depuis 1990

**HELSINKI.** Pour la première fois depuis 1990, le budget finlandais sera excédentaire l'an prochain, selon la proposition du gouvernement présentée jeudi 13 août. L'excédent de 268 millions de markka (298 millions de francs) ne pourra toutefois être obtenu que grâce à des mesures non récurrentes. Un déficit structurel de 5 à 6 milliards de markka (5,5 à 6,6 milliards de francs) persiste, a reconnu le ministre des finances, Sauli Niinistö.

Le gouvernement de large coalition gauche-droite prévoit par ailleurs un taux de chômage de 9 % en 1999. Ce taux a frôlé les 20 % pendant la période de récession, qui a touché le pays à partir du début des années 90, à cause notamment de l'effondrement de l'URSS, son principal partenaire commercial d'alors. — (Corresp.)



— Le président Jiang Zemin s'est rendu dans le centre du pays pour inspecter le dispositif de lutte contre la crue du Yang-tseu.  
A Wuhan, les slogans appellent la population à « surveiller les digues jusqu'à la mort »

Russie. Dans cette région, le premier champ pétrolifère chinois est menacé par les inondations. L'état d'urgence a également été proclamé dans la région russe de Tchita, où près de 4 000 habitations ont été détruites.

## Mouma Naïm





## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 15 AOÛT 1998

**CONJONCTURE** L'emploi a progressé de 0,5 %, au deuxième trimestre 1998, dans le secteur marchand, soit 65 000 postes supplémentaires, selon des données provisoires pu-

bliées vendredi 14 août. Cela porte les créations à 266 000 sur douze mois, soit une croissance de 2 % par rapport à juin 1997. ● L'INDUSTRIE (0,2 %) et le tertiaire (0,7 %) en ont

profité, même si la progression de l'emploi fléchit dans ce dernier secteur. La construction ne perd plus d'emplois depuis le début de l'année. ● PLUSIEURS SECTEURS, comme l'in-

formatique, la restauration et le bâtiment, ont beaucoup de mal à trouver les salariés qu'ils recherchent. Les cabinets de consultants recrutent. ● LES JEUNES ont toujours du mal à

s'insérer sur le marché du travail. Les emplois-jeunes dans les secteurs public et parapublic expliquent en grande partie la baisse du chômage enregistrée par cette catégorie.

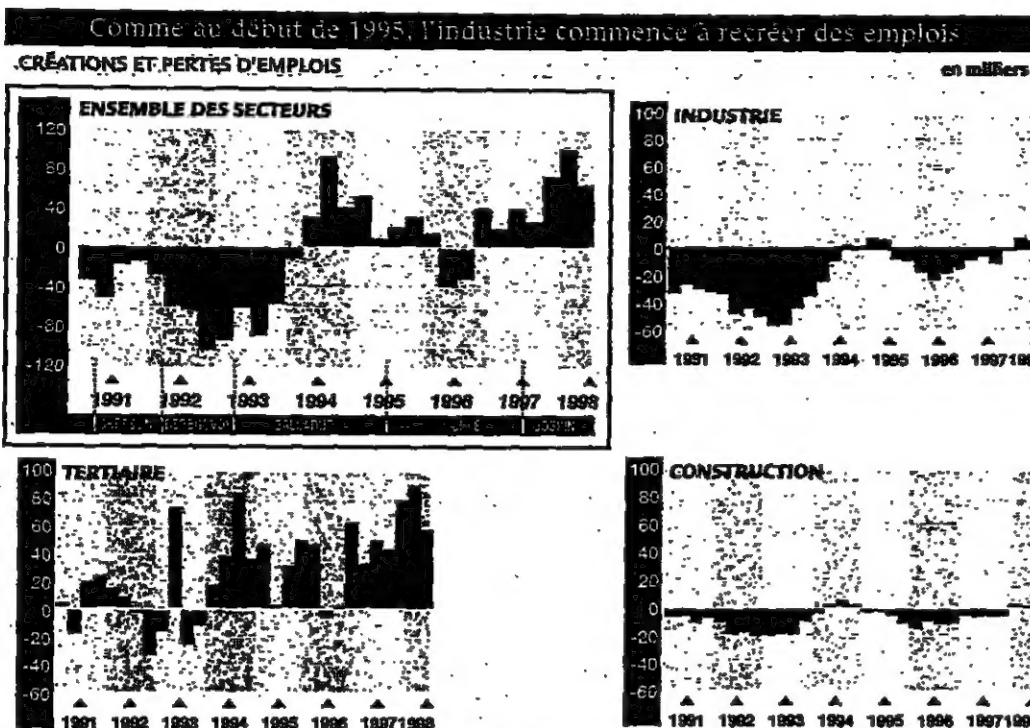
# La croissance économique a fait naître 266 000 emplois en un an

L'emploi salarié a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 1998, à un rythme sensiblement moins soutenu qu'au premier (0,7 %). La reprise pousse chômeurs et salariés à se montrer plus exigeants quant aux emplois qui leur sont proposés et à leur rémunération

APRÈS un premier trimestre exceptionnel, marqué par la création de 93 200 postes supplémentaires (0,7 %), l'emploi salarié a progressé à un rythme un peu moins soutenu (0,5 %) au deuxième trimestre de 1998, un niveau identique à celui des trois derniers mois de 1997, selon les données provisoires publiées, vendredi 14 août, par le ministère de l'emploi et par l'Insee. L'économie a créé 65 000 emplois entre avril et juin, portant la hausse de l'emploi à 2 % sur douze mois. Un conseiller de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, observe qu'avec 13 652 400 salariés dans le secteur marchand, la France compte un nombre d'emplois jamais atteint depuis décembre 1990, qui avait marqué la fin de la période de croissance 1987-1990. Cependant, plusieurs secteurs (informatique, hôtellerie...) ne trouvent pas les salariés qu'ils recherchent (lire ci-dessous).

C'est toujours le tertiaire qui tire les créations d'emplois (0,7 %). Le léger tassement par rapport au trimestre précédent (1 %) est peut-être dû à une moindre progression de l'intérim (comptabilisé dans les services aux entreprises et, donc, le tertiaire) et à un recours accru aux contrats à durée déterminée dans l'industrie. Ce secteur enregistre, pour le deuxième trimestre consécutif, une légère progression de ses effectifs (0,2 %). Cette poussée est cohérente avec le relatif optimisme des industriels, dont les carnets de commandes sont bien remplis pour les mois à venir dans de nombreux secteurs. Quant à la construction, elle n'a pas perdu d'emplois entre avril et juin, ce qui constitue déjà un signe positif pour ce secteur longtemps sinistré.

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 162 000 entre septembre 1997 et juin 1998, et le rythme des créations d'emplois s'est accéléré à partir de la fin de 1997, le gouvernement tablant sur l'émé-



La reprise de l'emploi, qui portait à 266 000 créations nettes en juin 1998, est le résultat de la reprise de l'emploi dans l'industrie, qui a commencé à recréer des emplois à la fin de l'été 1997. L'industrie a créé 13 652 400 emplois en juin 1998, ce qui constitue déjà un signe positif pour ce secteur longtemps sinistré.

gence d'environ 270 000 emplois dans les secteurs concurrentiels en 1998.

A qui profite ce double mouvement ? A chaque retour de la croissance, la même question revient. La direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère de l'emploi et de la solidarité a répondu en analysant « les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de dix salariés et plus du second semestre 1997 » (Premières informations, n° 34.1). L'amélioration de la conjoncture se confirmant, les entreprises ont d'abord consolidé leurs effectifs au troi-

sème trimestre 1997 en stabilisant ou en renouvelant des contrats de courte durée, « avant de procéder à des embauches massives au quatrième trimestre », constatent les experts du ministère du travail.

Les petites entreprises ont été plus réactives que les grandes, et elles ont commencé à embaucher dès la fin de l'été 1997. Globalement, les patrons ont préféré attendre la fin de l'année et, surtout, le début de 1998 pour accroître leurs effectifs de manière significative, notamment les sociétés de taille plus importante. Cela confirme l'analyse d'un responsable de l'ANPE d'Ile-de-France,

qui note une nette reprise des embauches dans les entreprises de 200 à 400 salariés entre janvier et juin (+19 % par rapport à la même période de 1997).

Les salariés ont davantage bougé dans les trois derniers mois de 1997 (sorties accrues), ce qui témoigne, selon la Dares, d'un « net regain de dynamisme du marché de l'emploi ». Les experts relèvent une hausse des démissions, bon indicateur de la confiance des salariés et de la fluidité du marché du travail. Un signe, certes, mais, montre que le rapport de force entre demandeurs d'emploi et entreprises s'est un peu réé-

Le marché du travail n'en reste pas moins sélectif. En période de reprise, le diplôme constitue une sorte de prime à l'embauche d'autant plus forte que ce diplôme est solide. Entre mars 1997 et mars 1998, le risque chômage s'est accru pour les bacheliers et les bac + 2, indiquant l'enquête annuelle de l'Insee. Davantage que le diplôme, c'est la qualification qui compte. Ainsi, employés et ouvriers non qualifiés ont moins profité de la reprise que les ouvriers qualifiés, même si ces derniers restent durement touchés par les licenciements économiques (en baisse sensible depuis un an). Les cadres ont été, selon les experts de la Dares, les premiers bénéficiaires de la reprise. Une telle progression au second semestre 1997 « suggère une amélioration des perspectives d'embauche pour les diplômés sortant du système éducatif », notent-ils.

### L'IMPACT DES EMPLOIS-JEUNES

Le handicap de la non-qualification pose la question du coût des bas salaires. Ce débat a été relancé, début août, par la publication du rapport sur la réforme des charges patronales de Sécurité sociale que le premier ministre avait demandé à l'économiste Edmond Malinvaud, ancien directeur général de l'Insee (Le Monde du 6 août).

La réactivité du marché du travail à la reprise économique s'explique notamment par le très fort développement de l'intérim, estime Jean-Pierre Revoll, directeur général adjoint de l'Unedc. L'assurance-chômage a constaté que, en juin 1998, il y avait 38 % d'intérimaires de plus qu'en juin 1997, soit un total de 549 000 personnes. « La proportion des chefs d'entreprise pour l'intérim est plus forte qu'au moment de la reprise de l'emploi en 1994, ajoute M. Revoll. Cela évite des goulots d'étranglement dans les entreprises ».

Les jeunes de moins de vingt-

cinq ans ont été, en apparence, les premiers bénéficiaires de la reprise, puisque le nombre des inscrits à l'ANPE a baissé de 13 % en un an (520 000). En fait, les emplois-jeunes y sont pour beaucoup. Fin juillet, M<sup>me</sup> Aubry annonçait que 105 000 emplois-jeunes avaient été créés, dont 74 000 embauches déjà réalisées. Sans ces emplois financés par l'Etat entre 80 % et 100 % d'un

### Les perspectives des collectivités locales

Les collectivités locales et les établissements publics locaux pourraient recruter 45 000 personnes, en 1998, dans le cadre du plan emplois-jeunes, selon une enquête du Centre national de la fonction publique territoriale parue dans le premier numéro (juillet) de Note de conjoncture sur l'emploi territorial. Cette estimation s'appuie sur l'état des conventions passées ou en cours de signature avec l'Etat. Elle ne précise pas dans quels secteurs ces jeunes sont embauchés. Les employeurs sont des communes (68,6 %), des établissements publics territoriaux – notamment des structures intercommunales (19,6 %) –, des départements (11,1 %) et des régions (0,7 %). Il faut préciser que certaines communes bénéficient de subventions d'autres collectivités.

SMIC, les résultats seraient moins brillants. Selon l'enquête sur les mouvements de main-d'œuvre, en effet, « en dépit de la reprise, la part des plus jeunes dans les embauches continue à se réduire ». La vie active semble se concentrer, plus que jamais, entre vingt-cinq et cinquante ans.

Jean-Michel Bezat

## Le BTP manque d'ouvriers spécialisés

RECHERCHE soudeurs, menuisiers, plombiers, désespérément... Toutes les agences de travail temporaire font le même constat : le secteur du bâtiment souffre d'un manque de main-d'œuvre. Le BTP est totalement pris de court par une reprise du marché inattendue. Bien que des signes précurseurs fussent apparus fin 1997, la Fédération française du bâtiment était restée pessimiste : elle tablait alors sur une croissance zéro pour l'année 1998. Après sept ans de crise et la suppression de 900 000 emplois, on ne s'attendait pas à un redémarrage, accompagné d'une hausse de 12,4 % des permis de construire, au début de 1998. Du coup, la demande en main-d'œuvre a augmenté, dans les agences d'intérim, de 27 % au premier semestre.

UN VOYAGE CONTRE UNE RECRUE Adecco, Manpower et Vediorbis, les trois grands du travail temporaire, sont confrontés à une pénurie d'ouvriers spécialisés. « Jusqu'à récemment, nous avions trois à quatre candidatures pour un même poste. Aujourd'hui, on peut s'estimer satisfait lorsque l'on en a deux », observe Denis Pennel, chargé de la communication chez Manpower. Electriciens, peintres et maçons se font rares sur le marché du travail temporaire, d'autant plus que les entreprises, quand elles le peuvent, préfèrent recruter elles-mêmes ces professionnels « que l'on s'arrache ».

Même si l'été est traditionnellement une période de forte activité, les chiffres parlent d'eux-mêmes : tandis qu'en 1997 on plaçait 20 000 personnes par jour dans le bâtiment chez Manpower, on en passe aujourd'hui à 26 000. Même constat chez Vediorbis, qui enregistre une hausse de

12 000 personnes. La croissance de ce secteur sur le marché de l'intérim (27 %) reste néanmoins inférieure à la croissance globale du marché du travail temporaire (34 %).

Les agences usent de tous les moyens pour trouver de nouvelles recrues. Vediorbis a mis au point un système de parrainage, destiné à trouver de nouveaux intérimaires par cooptation : en contrepartie du service rendu, le « parrain » peut participer à un tirage au sort au terme duquel des lots sont offerts, dont un voyage en Tunisie. « La réussite de l'opération est telle que nous allons la prolonger durant le mois de septembre », indique Denis Perrot, directeur marketing de Vediorbis. Manpower mise davantage sur sa notoriété et sur son réseau pour faire face à la « fuite » des intérimaires, qui décrochent des contrats à durée indéterminée dans les entreprises.

Malgré de gros efforts dans le domaine de la formation, qui a enregistré une hausse de 50 % des effectifs sur les cinq dernières années, « les mesures restent visiblement insuffisantes », estime Martine Vallet, directrice marketing chez Adecco. C'est en partant de ce constat que le leader du travail temporaire en France a décidé de mettre en place, à la rentrée, l'opération « Découvrir les métiers dans les entreprises », destinée à former des élèves de collèges techniques.

Il est possible qu'une accalmie suive la forte augmentation des derniers mois. « Nous avons jusqu'à maintenant profité de l'effet de la croissance économique », souligne M. Pennel, mais il y a fort à parier que nous allons assister à un tassement dans l'avenir ».

Emmanuel Paquette

## Les secteurs touchés par la pénurie de main-d'œuvre

MANPOWER, numéro deux de l'intérim, a pour la première fois, en mai et juin 1998, analysé les secteurs « en manque ». La société a constaté que pour 100 000 personnes détachées chaque jour par ses soins dans les entreprises, 5 000 offres d'emploi ne sont pas pourvues. Elle a donc lancé l'enquête auprès de cent agences-tests et envisage de généraliser cette démarche auprès de ses 700 agences. Industriels, cabinets de recrutement, de conseil aux entreprises confirment l'effervescence du marché de l'emploi et identifient les secteurs où la pénurie s'annonce.

● Informatique-télécommunication : la pénurie d'informaticiens touche les entreprises du secteur (sociétés de services -SSI-, cabinets de conseil spécialisés) mais également les entreprises industrielles et les banques. En février, le besoin des entreprises était évalué à 10 000 (Le Monde du 19 février). « Les cabinets de conseil informatique comme Cap Gemini, Andersen Consulting nous recrutent directement à la sortie de l'école, confirme un étudiant d'une école de commerce de la région de Poitiers. Ils proposent de nous former pendant quelques mois à l'informatique, car ils manquent cruellement de consultants spécialisés ».

Ernst & Young, cabinet de conseil, prévoit d'embaucher 150 à 200 personnes dans sa branche conseil pour répondre, principalement, aux entreprises qui refondent leurs systèmes d'information avant l'échéance de l'an 2000.

Les cabinets de recrutement soulignent, eux aussi, cette ten-

des groupes étrangers voulant s'installer en France ». « Il y a pénurie », résume-t-il. Selon Charles Chabod, « directeur-organisation » de Michael Page, « le moral des entrepreneurs est au beau fixe ». « Nous nous attendons à une explosion des demandes à la rentrée, dit-il, pour les informaticiens dans le secteur des télécoms. Pour satisfaire la demande, nous devons réfléchir à des partages de temps entre différentes entreprises ».

Même écho chez le leader du travail temporaire Adecco. Pour Martine Vallet, directrice marketing, « nous manquons d'informaticiens face aux demandes des entreprises pour préparer l'anno et l'an 2000 ».

● Consultants : portés par la demande liée au passage aux 35 heures, à l'externalisation croissante des services, les réorganisations entraînées par les fusions-acquisitions, etc., les cabinets de conseil recrutent. Ainsi, Gemini Consulting a prévu l'embauche de 200 personnes, soit 30 % de plus qu'en 1997.

● Bâtiment : les agences de travail temporaire, principales pourvoyeuses de main-d'œuvre du secteur, annoncent la pénurie (lire ci-contre).

● Industrie : c'est le premier manque souligné par l'enquête de l'entreprise de travail temporaire Manpower. Sont recherchés menuisiers, ouvriers spécialisés qualifiés, notamment Adecco souligne le manque de spécialistes mécaniques (chaudronniers, réglageurs...).

● Transports : Manpower et Adecco soulignent la pénurie de chauffeurs-routiers. Pour Tristan d'Avazac, directeur des affaires économiques du SETT (Syndicat des entreprises de travail temporaire), « cette demande est parallèle à la reprise économique ».

« Elle est également accentuée par la politique des distributeurs, qui veulent des stocks minimums dans leurs entrepôts de stockage », précise-t-il.

● Restauration : Hotel Assistance, agence de recrutement de personnel hôtelier, signale une augmentation notable des offres d'emploi, depuis un an, qui confine à la pénurie. Elle concerne en priorité le personnel de brigade de cuisine (chef, second, commis), mais aussi le personnel de salle (serveurs, serveuses, sommeliers).

Laure Belot

**ESPRIT** Août-septembre 1998

Les œillères de la Banque mondiale et du FMI

Renseignements : 01 43 04 06 33 - www.esprit.fr

### DÉPÊCHES

■ PARTI COMMUNISTE : Robert Hue déclare, dans un entretien publié par l'hebdomadaire VSD (daté 13-19 août), qu'à la rentrée on découvrirait un « nouveau Robert Hue (...) plus radical ». « Moi, je suis partisan d'une économie mixte, à dominante sociale. Les socialistes ne peuvent pas dire la même chose », affirme le secrétaire national du PCF, qui prépare un livre pour la rentrée, comme le relève L'Humanité du 14 août.

■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES : Jean-Louis Bourlanges, député européen (UDF), a déclaré, jeudi 13 août, sur RTL, que la tête de liste de la droite pour les élections européennes de 1999 devra avoir « fait clairement, d'emblée, le choix de la monnaie unique, c'est-à-dire [avoir] voté "oui" au référendum sur Maastricht ». Selon M. Bourlanges, la personne qui conduira la liste peut venir « de Force démocrate, de Démocratie libérale ou être issue du RPR, peu importe ».

■ RÉGIONS : Christian Estrosi, président du groupe RPR du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, propose, dans une lettre aux présidents des groupes RPR des cinq autres régions que la gauche dirige avec une majorité relative (Ile-de-France, Centre, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie), une rencontre au mois de septembre. Le député des Alpes-Maritimes souhaite définir avec eux « une stratégie politique commune quant à l'attitude à tenir au sein de ces six assemblées régionales ».

■ ÉLECTIONS SÉNATORIALES : Paul Natali (DVD), ancien président du conseil général de Haute-Corse, a reçu officiellement, mercredi 12 août, le soutien du comité RPR du département pour les élections sénatoriales du 27 septembre. Il « recevra très certainement l'investiture officielle de l'Alliance qui regroupe le RPR, l'UDF et Démocratie libérale », a précisé le RPR.



trouvent pour un long cortège dans les rues de la capitale. ● LES POWOIRS PUBLICS réfléchissent à un statut pour ce nouveau mode de déplacement urbain.

**Christine Garin**

[illegible]



## RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 15 AOÛT 1998

# Le Limousin se dote d'une stratégie pour échapper à la marginalisation

Face aux « mécanismes de métropolisation et de mondialisation », la région, considérée comme une des plus pauvres de France et d'Europe, cherche à inventer sa propre logique de développement à long terme avec l'« opération Limousin-2017 »

**LIMOGES**  
de notre correspondant  
L'intitulé même d'un ordre de mobilisation : « opération Limousin-2017 ». En fait, c'est un travail de prospective territoriale qu'entreprend la région (725 000 habitants) des régions de la France continentale. Il s'agit, selon les termes de Robert Savy (PS), son président, de « prendre en compte de manière approfondie les mutations en cours et les grands enjeux de l'avenir », afin de se donner les moyens de « faire les meilleurs choix stratégiques possibles ». Le chef de projet, Benoît Lajudie, chargé de mission au conseil régional,

illustre le propos par une métaphore maritime : « Il s'agit d'inspecter l'état du bateau, de juger de l'état de la mer et de la météo, et de déduire de ces paramètres une méthode de navigation. »  
« Plusieurs échéances importantes approchent : la préparation du nouveau contrat de plan Etat-région (2000-2006), celle du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire prévu par la loi Voynet en gestation, l'évolution des politiques régionales européennes, dans le double contexte du passage à l'euro et de l'élargissement à l'Est », explique Robert Savy. « Ces

échéances sont évidemment les mêmes pour toutes les régions, mais le Limousin qui, ajoute-t-il, ne concentre pas d'énormes moyens démographiques, industriels, scientifiques (doit les aborder) avec des marges de manœuvre serrées, entre les logiques de métropolisation et de mondialisation. » Il est condamné à « être plus agile et plus réactif que les autres régions ».  
L'opération Limousin-2017 va se concrétiser d'ici la fin de l'année. Un comité de pilotage vient d'être constitué, qui comprend quarante-quatre membres, préfets, conseillers régionaux, fonctionnaires des directions

régionales des principales administrations, présidents des trois conseils généraux, maires et élus municipaux, universitaires, responsables des chambres consulaires, agricoles, patronales et artisanales. Début septembre, douze groupes de travail thématiques seront constitués, avec des spécialistes et des professionnels, à l'exclusion des élus. Ils plancheront sur trois grands thèmes : les activités, avec l'évaluation des ressources productives, scientifiques, technologiques ; la société, c'est-à-dire la démographie, l'appareil de formation, les pratiques sociales et culturelles ; enfin, le registre territorial, la réalité démographique de la région et la répartition de ses acteurs. Il leur est demandé de remettre, fin 1998, des « rapports d'étape du diagnostic prospectif ».

Ensuite, le rapport général « Limousin-2017 » est appelé à devenir la charte commune des décideurs régionaux, administratifs, élus et professionnels.  
Ce n'est pas une première dans la région. La méthode n'y est pas nouvelle. En 1987, avait été lancée une démarche du même type, « Limousin 2007 ». Il s'agissait, à partir d'une analyse globale des faiblesses et des atouts régionaux, d'imaginer une prospective à la fois réaliste et optimiste pour les vingt ans à venir. On avait rodé la même technique de travail en groupe, gérée par le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques, émanation de la Caisse des dépôts et consignations), sous la responsabilité de

Bernard Bobe, professeur à l'École centrale.  
A mi-parcours, le conseil régional a senti la nécessité de faire le point et de dresser un bilan. Le bureau d'études parisien Propective a reçu mission de comparer les prévisions du document de départ et la réalité de l'évolution pendant cette décennie. « Bilan globalement positif », a conclu la sociologue

**« Le fait urbain a été un progrès historique, il ne l'est plus, il y a des inversions possibles à imaginer », estime M. Peyronnet, président (PS) du conseil général de la Haute-Vienne**

Fabienne Goux-Gaudin, qui a dirigé l'enquête. Le Limousin en est sorti plus riche d'énergies communes, plus cohérent, et ses acteurs plus lucides sur les efforts qu'ils ont encore à déployer. Sans doute ont-ils appris à regarder l'avenir autrement. La décennie suivante devra être celle de la transformation, au sens sportif du terme. »

Quelques anticipations faites en 1987 ont été démenties depuis dix ans. Au chapitre des sous-estimations, selon le rapport d'étape, la persistance et la gravité de la baisse démographique et de la déprise agricole, la stagnation de l'emploi tertiaire (qui n'est pas parvenu à compenser les séquences agricoles et industrielles). Ont, à l'inverse, été surestimés : les espoirs de flux migratoires positifs, censés rééquilibrer le déficit de la balance naturelle naissances/décès, la vitesse de développement de l'agroindustrie et des nouveaux secteurs (biotechnologie, nouveaux matériaux, domotique...) sur lesquels la région espérait appuyer son essor. Autant de constats qui ont fait juger nécessaires une réflexion supplémentaire et un nouvel horizon. 2007 est devenu 2017. L'enjeu pour le Limousin est de « se pérenniser en tant que territoire de développement ».

Jacques Fortier

(Publicité)

G. Ch.

### TROIS QUESTIONS À ROBERT SAVY

**1** La comparaison par l'Insee des 196 régions européennes (Le Monde du 14 août) place le Limousin en queue de peloton. Cela surprend-il le président (PS) du conseil régional ?  
Franchement, non. Elle confirme par les chiffres un phénomène que nous vivons depuis longtemps au quotidien. Mais c'est très utile qu'elle apporte cette confirmation. Les gouvernements nationaux ont tendance à occulter une évolution que, pour ma part, je juge très préoccupante : à savoir que les niveaux de développement global des États se rapprochent, mais que les disparités internes à chaque État ne cessent de se creuser. Ce qui signifie que la cohésion territoriale est de plus en plus mise en péril, et que le risque

s'accroît d'aller vers l'hypertrophie de quelques mégapoles - avec tous les coûts sociaux que génère cette hypertrophie -, aux dépens d'une désertification tout aussi socialement ruineuse des zones rurales.

**2** Comment redresser la barre ?  
A mon sens, il faut prendre conscience que la cohésion territoriale est une dimension indissociable de la cohésion économique et sociale de l'Union européenne. C'est l'unité du territoire commun qui est en jeu, à fortiori si l'on se prépare à l'élargir à l'Est. Dans ma fonction de président de la commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée des régions d'Europe, j'ai pu constater qu'il y avait là une exigence générale et une nécessité forte. Le traité d'Amsterdam a commencé à prendre en compte cette idée, et c'est un pas en avant. Il est indispensable que Bruxelles s'interroge en permanence

sur les conséquences territoriales des politiques communautaires, et que la logique des fonds structurels européens soit maintenue et même renforcée.

**3** Dans cette perspective, quelle marge d'initiative reste-t-il aux pouvoirs nationaux ?  
Si l'Europe veut atteindre l'objectif qu'elle revendique, elle doit se fixer des points de convergence. Elle vit actuellement sous le règne du principe de subsidiarité, qui est une auberge espagnole. Pour les régions les plus fortes, ce principe signifie souvent « laissez-nous nous enrichir ». Si l'Europe veut se construire comme un espace homogène et dynamique, elle ne peut y parvenir qu'en veillant à la cohésion de son territoire.

Propos recueillis par Georges Chatain

## Le grand ballon d'Alsace troque sa tour contre une sphère

**STRASBOURG**  
de notre correspondant  
Depuis quelques jours, les engins de démolition se sont attaqués à la tour plantée sur le flanc du grand ballon, le point le plus haut des Vosges (1 424 mètres). Cette bâtisse rectangulaire de 14 mètres de haut, érigée il y a un demi-siècle à 1 250 mètres d'altitude, était en effet un relais hertzien devenu aujourd'hui inutile. Il a été remplacé par un radôme moderne, sur une bonde blanche d'une quinzaine de mètres de diamètre, et plusieurs grandes antennes, construites depuis 1995 et mises en service en juillet.  
La tour quinquagenaire relayait de nombreux services de communication, téléphone, radio et télévision. Pendant longtemps, elle avait été habitée jour et nuit par des gardiens chargés de sa surveillance, comme un phare sur l'océan. Depuis, des appareils automatiques avaient pris leur succession. La construction de

cette tour de béton avait provoqué, à l'époque, l'irritation des amoureux des crêtes vosgiennes. Sa destruction s'est engagée avec beaucoup d'égards : le cahier des charges imposé à l'entreprise de démolition dans cet écosystème fragile des Hautes-Vosges est extrêmement strict.

**DEMOLITION PAR BOULE**  
Le grand ballon est, en effet, inclus dans le périmètre du parc naturel régional des ballons d'Alsace. Il est, par ailleurs, bénéficiaire d'un arrêté de protection des biotopes pris par le préfet du Haut-Rhin en 1990, qui interdit jusqu'aux promenades en dehors des sentiers balisés. A une dizaine de minutes à pied de la route des crêtes, ancienne voie militaire, de la première guerre mondiale, c'est un but classique de randonnées pédestres en été et de ski de fond en hiver.  
A des explosifs, on a préféré la technique ancienne de démolition

par une boule de 800 kilos, avant qu'une pelle mécanique n'attaque les fondations. Les débris sont tous acheminés vers une usine de recyclage, près de Colmar. Le remblaiement du site sera fait à l'aide de la terre et des pierres conservées après la construction du radôme. La zone sera « repâturée » et les chaumes replantés : dans quelques années, on ne devrait pas soupçonner qu'il y avait sur ces étendues herbeuses une tour de béton. Mais la facture de l'opération sera d'environ 1 million de francs.

Le nouvel édifice, qui ne réjouit pas davantage les écologistes, a été conçu par l'architecte Claude Vasconi. Situé au sommet de la montagne, il est surplombé d'un radar d'approche spatiale utilisé pour les mouvements d'avions des aéroports de Strasbourg-Entzheim, Bâle-Mulhouse et la base aérienne d'Avions de chasse de Colmar-Meyenheim. Construit pour la Direction générale de

l'aviation civile (DGAC), il appartient au réseau national des communications radar qui permet la gestion du trafic aérien. A ses côtés, des antennes assurent les autres services de télécommunication. Sa construction a coûté 37 millions de francs, dont près de 4 millions pour les mesures de protection de l'environnement.

Lors des débats qui ont précédé cette implantation, les responsables de la DGAC avaient indiqué que, dans vingt ou trente ans, sa tâche pourrait être assurée par des satellites. Le radôme du grand ballon devrait donc, à son tour, disparaître au siècle prochain.

## Ouveillan, escale du cœur des stars de la chanson

**CARCASSONNE**  
de notre correspondant  
Tous les ans, depuis 1995, une grande star de la chanson française réserve une date, en plein mois d'août, pour le petit village d'Ouveillan (Aude). Jean-Jacques Goldman, le premier, a ouvert la voie, puis ce furent Francis Cabrel, Pascal Obispo et, il y a quelques jours, Patricia Kaas.  
Tous sont venus jouer, gratuitement, sur la place du village, devant la cave coopérative viticole de ce gros bourg de deux mille habitants. Tous sont repartis avec pour seul salaire quelques bouteilles, voire des fûts, et en promettant de revenir, comme l'a fait Pascal Obispo cette année pour un duo avec Patricia Kaas.

**LA VIGNE DES « RESTOS »**  
L'origine de ce concert de charité pas comme les autres est une « belle idée », comme le dit Jean-Jacques Goldman lui-même. Celui-ci était venu dans l'Aude, en 1992, à l'invitation du président du Club de la presse de Narbonne, Jean-Paul Chalut, parolier de chansons à ses heures et ami du compositeur, pour un récital au profit des sinistrés de la haute vallée de l'Aude, ravagée à l'automne 1991 par des crues terribles. « Les responsables de la cave coopérative d'Ouveillan l'avaient rencontré. Ils voulaient faire quelque chose » et projetaient d'offrir une vigne aux Restos du cœur », témoigne le journaliste.  
La « belle idée » a fait son chemin, entretenue par un « coup de foudre réciproque » entre les viticulteurs audois et le chanteur. Dès la saison suivante, ils plantaient ensemble une « vigne du

cœur » puis mettaient sur pied le concert de l'été, précédé d'une vente aux enchères de vin de la cave et accompagné d'une cuvée spéciale au nom du parrain, le bénéfice étant intégralement reversé aux Restos.

Cette année, Ouveillan a accueilli Patricia Kaas, tout juste rentrée d'une tournée au Kazakhstan. Particulièrement décontractée et souriante, la chanteuse s'est mêlée au public pour la vente aux enchères et s'est même livrée à un petit « mano a mano » avec Pascal Obispo pour l'achat d'un fût de merlot pur. Après un concert de plus de deux heures devant trois mille cinq cents personnes massées sur le parvis de la cave, les deux artistes ont dîné avec les viticulteurs, dans la fraîcheur des chais. Sans bousculade, sans déchaînement de foule, et dans une certaine discrétion : « C'est ce qui fait l'esprit de la manifestation », souligne Jean-Paul Chalut, ce qui fait que les chanteurs en parlent entre eux et reviennent. »

Jean-Jacques Goldman, de son côté, cherche déjà le parrain de la prochaine édition des « Vendanges du cœur ». « Peut-être une marraine à nouveau. Peut-être même une très grande chanteuse », murmure-t-on dans les rues d'Ouveillan, où, quelques jours après le concert, les organisateurs, viticulteurs et bénévoles du village n'arrivent pas à reprendre leur vie normale. « Un peu comme quand on a vécu ensemble quelque chose de très fort. »

L'an prochain, les « Vendanges du cœur » vivront un tournant de leur histoire : c'est la vigne des Restos que l'on récoltera.

Laurent Rouquette

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N°: DE/RH-7/98

Le Gouvernement Tunisien a obtenu un prêt de la Banque Mondiale (BIRD) relatif au renforcement des infrastructures des établissements hospitaliers concernés par la réforme de la gestion hospitalière.

Les modalités d'attribution des marchés et règlement des paiements dus sont précisés sur le cahier des prescriptions spéciales.

L'Appel d'Offres porte sur l'acquisition de Matériels Mobiliers Hospitaliers.

Le matériel doit avoir origine de tous pays membre de la Banque Mondiale ainsi que la Suisse, Taiwan et la Chine. Les fournisseurs intéressés par le présent avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la direction de l'équipement du Ministère de la Santé Publique à partir du 22/07/98.

Les soumissions doivent parvenir au siège du Ministère de la Santé Publique Direction de l'Équipement - Place Bab Saadoun - 1006 Tunis, en trois exemplaires ou remises par porteur sous enveloppe cachetée strictement anonyme, hormis la seule mention obligatoire : Appel d'Offres International N° DE/RH-7/98 « Ne pas ouvrir » accompagnées des pièces suivantes :

- 1/ Un cautionnement bancaire provisoire égal à 1 % montant de l'offre valable à 150 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
- 2/ Des éléments de preuve justifiant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le marché.
- 3/ Le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé ainsi que les clauses techniques.
- 4/ Une attestation de non-faillite ou une déclaration sur l'honneur qu'ils ne sont pas en faillite pour les soumissionnaires domiciliés en Tunisie. Par contre, les soumissionnaires étrangers sont tenus à présenter l'original de non-faillite ou concordat préventif accompagné le cas échéant d'une traduction en arabe ou en français, établie par un traducteur assermenté certifié par les autorités compétentes étrangères et authentifiée par les services de représentation diplomatique et consulaire tunisiens à l'étranger.
- 5/ Un certificat d'affiliation à la CNSS.
- 6/ Une attestation de la situation fiscale prévue par la législation en vigueur.

Le dernier délai de réception des plis par le bureau d'ordre central est fixé au 04/09/98.

L'ouverture publique des plis est fixée au 05/09/98 à la direction de l'Équipement à 10 h.



مكتبة من الامم

DISPARITION

■ NINO FERRER, chanteur, s'est donné la mort, jeudi 13 août, dans le Lot où il résidait. Il était âgé de soixante-trois ans (lire page 17).

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 13 août sont publiés :  
● Balladeurs : un arrêté portant application du code de la santé publique relatif aux balladeurs musicaux.  
● Ecole : un arrêté fixant le calendrier des années scolaires 1999-2000 et 2000-2001.

Commandez vos livres par Minitel  
36 15 LEMONDE  
2-23 F la minute

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Suzy et Michael ont donné la vie à  
Tom.  
le 12 août 1998.

Emilie Ngo Njeng, Ben Kleinberg, ses arrière-grands-parents, Cécile Job, Clara et Sarah Kleinberg, ses grands-parents, lui souhaitent plein de bonheur pour cent vingt ans.

Décès

— Ou nous prie d'annoncer le décès de  
M. Georges Henri ALBERT, trésorier principal honoraire, ancien inspecteur principal du Trésor, survenu le 9 août 1998, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part de sa famille et des amis.  
Les obsèques ont eu lieu, jeudi 13 août, dans l'intimité.

— Les familles Amar, Raddad, Bou-Salut, Chent et Titi ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté époux, père, fils, frère et oncle.

le docteur Ahmed Mustapha AMAR, survenu le 12 août 1998, à l'âge de quarante-sept ans, à Paris.

La levée du corps aura lieu le samedi 15 août, au domicile familial, sis au 87, boulevard des Martyrs, à Alger.

« Nous appartenons à Dieu et vers Lui nous retournerons. »

— Gérard et Mireille Amy sont bien tristes de faire part du décès de

Paulette AMY, née BLANCHET, survenu le 5 août 1998.

« L'important dans la vie, c'est d'être heureux. »

Gérard et Mireille Amy, 12, rue de la Figueire, 13090 Aix-en-Provence.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Chevrier, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve CHEVRIER, née Germaine DAVIRON, survenu le 10 août 1998, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, à Linoges.

130, rue d'Assas, 75006 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Fouquet, M. et M<sup>me</sup> Philippe Fouquet, M. et M<sup>me</sup> Francis Fouquet, ses enfants, Prédèce, Hélène, Clémentine, Laurent, Benjamin, François, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Anne-Marie Fouquet, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre FOUQUET, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 10 août 1998, à Versailles, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président Et les membres du conseil d'administration de la Société française d'alcoologie ont la profonde regret d'apprendre le décès de

Pierre FOUQUET, qui fut leur président fondateur.

Ils expriment à sa famille, à titre personnel et au nom de la société, leurs sincères condoléances et leur vive sympathie.

— Suzanne Jacou, son époux, Alain Jacou, Michel Jacou, ses fils, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont le regret de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

Simon JACOU, survenu le 13 août 1998.

Il a fait don de son corps à la science.  
88, avenue Albert-1<sup>er</sup>, 92500 Rueil-Malmaison.

— M. et M<sup>me</sup> Gilbert Rosso, ses enfants,

Et la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert de KALINOWSKI, dit Borel-Rosny, survenu à Carcassonne, le 11 août 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

Le service religieux sera célébré le lundi 17 août, à 14 h 30, en l'église du Tronquay (Calvados), où un registre à signatures sera ouvert.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, avenue Pierre-Grenier, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Le 7 août 1998 disparaissait inopinément,

Jehan MOUSNIER, journaliste, écrivain, maire de la commune libre de Montmarais.

L'inhumation aura lieu le 20 août, à 13 heures, au crématorium du Père-Lachaise à Paris.

Pour un dernier au revoir, Jehan vous attend dans un salon du funérarium des Batignolles, 10, rue Pierre-Ribière, Paris-17<sup>e</sup>.

— Gabriel Pandolfo, son épouse,

Lucien et André Gobin, son frère et sa belle-sœur, ont la douleur d'annoncer le décès de leur regretté

Camille « Mathé » PANDOLFO, née DUPIN, le 11 août 1998.

L'inhumation a eu lieu le 14 août, à Montbéliard.

35, rue du Lac, 02860 Montbéliard.  
(Tél. : 03-23-24-72-73).

Remerciements

— Agnès Matarasso remercie très chaleureusement tous ceux et celles qui ont manifesté leur attachement au souvenir de son père,

Léo MATARASSO, avocat honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, président d'honneur de la Ligue internationale pour le droit et la libération des peuples, défenseur des droits de l'homme, décédé à Paris, le 14 février 1993.

Agnès Matarasso, Les Escarots, 15220 Saint-Mamet-La-Salvetat (Cantal).

Anniversaires de décès

— Depuis le 14 août 1987.

François AUBAY

repose dans le massif des Eozes, et reste présent dans le cœur de ceux qui l'aiment.

Sa famille, Et ses amis vous invitent à vous unir aux messes célébrées ce jour, à Vallouise et à Boulogne-sur-Mer.

— Il y a cinq ans, le

docteur Patrice MICHAUD nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et apprécié.

— A l'occasion du premier anniversaire de la mort de

Maurice SÉRULLAZ, inspecteur général honoraire des musées,

survenu le 14 août 1997, une pensée particulière est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, estimé.

CARNET DU MONDE

Téléphones : 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42  
01-42-17-29-96  
Fax : 01-42-17-21-36

Abonnez vous au Monde

Recevez Le Monde chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes :  
Vous achetez Le Monde chaque jour 7,50<sup>F</sup>, soit au bout d'un an : 2 340<sup>F</sup>.  
Avec l'abonnement vous ne payez que 1 980<sup>F</sup> soit :  
• une économie de 360<sup>F</sup>,  
• un prix au numéro de 6,34<sup>F</sup>.

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1980 F ☐ 3 MOIS - 582 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité : Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA-CANADA

1 AN 2 100 F 2 980 F

3 mois 582 F 760 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à l'étranger, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Butin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93848 Chantilly Cedex

Manière de voir

LE MONDE diplomatique

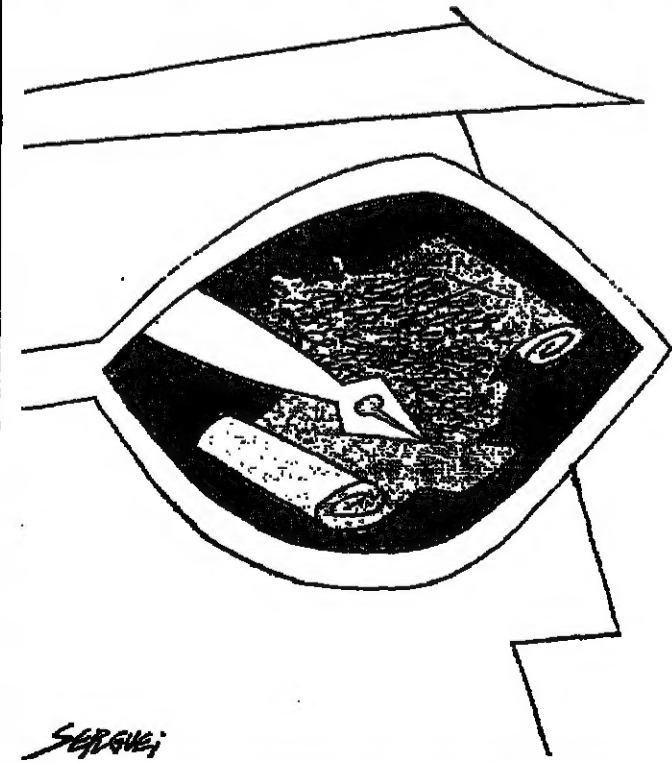
Manière de voir 40

Un enjeu politique

Au sommaire

■ Tricoter passé et présent, par Ignacio Ramonet. ■ Quand le libre-échange s'affaiblissait l'Irlande, par Ibrahim Wardé. ■ Pourquoi l'Union soviétique fascina le monde, par Moshe Lewin. ■ Communisme, les falsifications d'un « Livre noir », par Gilles Perrault. ■ De Lénine à Staline, par Michel Dreyfus. ■ Tapis rouge médiatique, par Serge Halimi. ■ Petites menaces latino-américaines, par Maurice Lemoine. ■ Ces archives qu'on manipule, par Edgar Roskis. ■ Madagascar : chape de silence sur une effroyable répression, par Philippe Leymarie. ■ La France se penche sur sa guerre d'Algérie, par Philippe Videllier. ■ Relectures de l'histoire yougoslave, par Gordana Igric. ■ L'expulsion des Palestiniens revue par des historiens israéliens, par Dominique Vidal. ■ Après l'apartheid, réécrire l'histoire, par Christine Martin. ■ Les dessous du pacte germano-soviétique, par Gabriel Gorodetsky. ■ Madrid 1936-Sarajevo 1996, par Juan Goytisolo. ■ Les bénéficiaires méconnus de la traite des Noirs, par Elikia M'Bokolo. ■ Et l'Elysée encouragea un génocide au Rwanda, par François-Xavier Verschave. ■ « Ingérence humanitaire » des Etats-Unis en Indochine, par T.D. Allman. ■ L'Indonésie, martyre du jeu américain, par Noam Chomsky. ■ Libéralisme égalitaire des Jacobins, par Jean-Pierre Gross. ■ Suffrage universel, invention française, par Alain Garrigou. ■ Parfois, la gauche ose..., par Serge Halimi. ■ La Commune de Longwy, par Pierre Rimbart et Rafael Trapet. ■ Les irréductibles de Longwy, par Ingrid Carlander. ■ Au miroir de décembre, la part de l'utopie, par Edgar Roskis. ■ Cronstadt et ses marins libertaires, par Ignacio Ramonet. ■ Enrico Mattei, corsaire contre le cartel du pétrole, par Fabio Gambaro. ■ Günter Grass, mauvaise conscience de la nation allemande, par Brigitte Pätzold. ■ Contre la désertion intellectuelle, des voix s'élèvent, par Philippe Videllier. ■ Décimées par le FBI : les Panthères noires, par Marie-Agnès Combesque. ■ C'était aussi ça, la gauche américaine ! par Serge Halimi. ■ Ainsi était le « Che », par Ahmed Ben Bella. ■ Henri Curiel, citoyen du tiers-monde, par Gilles Perrault. ■ Le musée de l'ordre, par Serge Halimi.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F



Six écrivains étrangers racontent « leur France »

par Nancy Huston, Mavis Gallant, Eduardo Manet, Norman Spinrad, Gao Xingjian et Abdourahman Waberi

Ils ou elles sont américain, canadien, cubain, chinois ou djiboutien. Tous ont choisi d'écrire leurs livres en France et parfois en français. Reconnaissant, agacé, amoureux, insolite, leur regard sur notre pays nous réserve bien des surprises.

Tous les jours, du lundi 17 août au samedi 22 août dans Le Monde



# HORIZONS

ENQUÊTE

## VOYAGES EN UTOPIES

# L'autre fée électricité

**Plus de 2 milliards d'habitants de la planète ne seront jamais reliés au réseau électrique. Des panneaux solaires pourraient les faire bénéficier de la lumière**

**B**ORIS BERKOVSKI rêve d'apporter la lumière à toute l'humanité. Il y a encore quelques années, ce scientifique russe de très haut niveau était de ceux qui préparaient un cauchemar. Dans le secret des laboratoires de l'Union soviétique, il se livrait à de complexes manipulations de l'atome. L'objectif était d'installer des réacteurs nucléaires miniatures sur des satellites afin d'approvisionner en énergie un réseau de stations spatiales qui auraient permis à l'ex-URSS de dominer l'espace... et le monde.

L'histoire en a décidé autrement, permettant à Boris Berkovski de changer d'univers. La sobriété active, l'œil clair et pétillant, la silhouette courte et le geste volubile, il s'est appliqué à lui-même une percussive brutale : désormais, le physicien spécialiste du comportement de la matière ne cherche plus à imposer la version soviétique du bonheur. Il travaille à ce que les autres puissent disposer librement d'une chance de s'épanouir. « La vie, dit-il, est dialectique ».

Pour changer d'ambition et d'employeur (Boris Berkovski est désormais directeur à la division des sciences de l'Unesco), il s'est trouvé un allié peu commun, le Soleil. Une ressource pacifique, inépuisable et disponible, qu'il entend mettre au service de l'humanité. L'ancien physicien, qui espérait dans sa jeunesse « trouver quelque chose que Newton n'aurait pas compris », veut désormais fournir, grâce au solaire, l'électricité – donc la lumière, l'énergie, la vie – à ceux qui en sont privés. « Le service que l'énergie solaire peut rendre est incroyable : il change la vie ! ».

Combien sont-ils, gens de nulle part, dispersés dans les savanes et les steppes ou agglutinés dans les fâtres sombres des mégapoles asiatiques, sud-américaines et africaines, qui ne connaissent de la lumière que celle du jour ou de la lampe à pétrole ? Entre deux et trois milliards d'hommes et de femmes, selon les statistiques forcément imparfaites, puisqu'elles s'appliquent à des populations qui peinent à se nourrir. Plus d'un habitant sur trois de la planète n'a jamais vu la fée électricité se pencher sur son berceau, cette bonne fée grâce à laquelle les frontières de l'ombre ont reculé en même temps que celles de l'obscurantisme.

Retard de développement ? Ne suffit-il pas d'attendre que la grande aile du progrès recouvre peu à peu l'ensemble de la planète jusqu'en ses replis isolés ? Tout ce que l'univers comporte d'experts en énergie et en développement, ceux des compagnies pétrolières ou électriques, ceux des institutions internationales, des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche, tous font désormais le même diagnostic : il n'y aura jamais de centrale nucléaire à Tombouctou ni de pyrites escaladant les Andes ou l'Himalaya. Qu'elle soit d'origine fossile – pétrole, charbon ou gaz – ou nucléaire, l'électricité ne sera jamais disponible à satiété dans plusieurs dizaines de pays du monde.

Les gouvernements de ces pays, souvent surpeuplés ; après avoir longtemps imaginé que l'énergie issue de centrales et distribuée en réseau leur permettrait à leur tour d'alimenter une production nationale et de décoller économiquement, sont maintenant les premiers à en reconnaître l'absence. Ils installent et à entretenir, très coûteusement, un réseau électrique conçu sur le mode de la production centrale et du réseau distributif est hors de portée. Coûts de production et de transport rendent le produit définitivement réservé à l'autre partie de la planète, le Nord industrialisé, ainsi qu'à quelques îlots de prospérité relative au Sud, centres urbains ou vallées fluviales à proximité des grands barrages. La Chine elle-même, malgré son « grand bond en avant », estime qu'environ 200 millions de ses habitants ne seront jamais reliés à un réseau électrique.

Que reste-t-il alors de l'espérance électrique pour un gros tiers de la planète ? Le Soleil, justement, avec à ses côtés ses petites sœurs des énergies dites renouvelables. Certains croyaient l'utopie écolo du grand astre généreux, apportant la prospérité à l'humanité en lui fournissant une énergie propre, abondante, paisible, décentralisée, autogérée et quasiment gratuite, enfouie au royaume des songes bureaucratiques. Elle revient en force, adoubée jusque par

les nucléocrates d'EDF et les pétroliers de Total, qui développent désormais vis-à-vis du solaire une logique d'entreprise n'ayant plus rien à voir avec une bonne action environnementale. L'utopie n'en est plus vraiment une quand BP ou Shell investissent respectivement 1,2 milliard et 500 millions de dollars (7,2 milliards et 3 milliards de francs) en recherche et développement dans les cellules photovoltaïques. L'utopie acquiert même la vigueur d'une perspective quand les Nations unies décident de lancer un Programme solaire mondial. « Contrairement à toutes les idées reçues, répète Boris Berkovski, le solaire représente la solution la moins utopique. C'est la source d'énergie la plus simple et la plus économique à installer et à entretenir. De toute façon, c'est la seule disponible ».

A condition, évidemment, que ça marche ! Au Mali, l'hôpital de Ouesleboougou a l'apparence démunie et fruste de la plupart des établissements de brousse en Afrique. Un seul médecin – issu de l'université de Bamako –, un infirmier unique et quelques aides-soignants pour pratiquer, chaque mois, outre les consultations, une vingtaine d'interventions chirurgicales et environ quatre-vingts accouchements. « Jour et nuit, précise le médecin, car maintenant nous avons toujours la lumière, ça change tout. Ça change pour nous et pour les malades ». Dans cette région de 15 000 habitants, qu'aucun fil électrique ne relie au reste du monde – nous ne sommes pourtant qu'à 80 kilomètres de la capitale malienne –, la lumière brille tout le temps à l'hôpital depuis que celui-ci est équipé de panneaux solaires. 5 millions de francs CFA (50 000 francs français) d'investissement ont suffi pour permettre l'alimentation permanente de vingt-quatre lampes, d'un grand réfrigérateur pour conserver médicaments et vaccins et de deux chauffe-eau pour laver les nouveau-nés. Le personnel entretient lui-même panneaux et batteries. Rien de plus aisé : il suffit de changer l'eau des batteries et de dépoussiérer les panneaux. Depuis quatre ans, que l'installation fonctionne, l'hôpital n'a pas connu la moindre panne. « C'est simple, ça marche et ça ne coûte rien », résume le médecin en tournant tous les in-

terrupteurs pour faire jaillir la lumière.

Autre exemple au Mali, où le gouvernement d'Omar Konaré, lucide sur les limites du développement de son pays, cherche à mettre en place des technologies adaptées aux moyens de la population. A 200 kilomètres à l'est de Bamako, on atteint le village de Massala par une méchante piste couverte de sable. Ici, avec l'aide d'EDF et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le solaire permet d'alimenter une pompe à eau pour l'irrigation des potagers, quelques réfrigérateurs, un réfrigérateur, une télévision et une vidéo dans la maison

vores des pays développés du Nord, l'opération semble bien modeste, presque dérisoire. Quelques watts lâchés dans l'océan du sous-développement ne paraissent pas devoir changer la tendance à la marginalisation de milliards d'individus. Pourtant, à l'échelle des conditions de vie des populations du Sud, l'énergie solaire permet plus que d'éclairer la nuit. Elle enclenche un cycle vertueux au profit de l'ensemble de la communauté villageoise. Yaya Sidibe, directeur du Centre national de l'énergie solaire du Mali, le décrit ainsi : « D'abord, la source d'énergie solaire permet de développer des activités agricoles, grâce à l'irrigation par

**« Le solaire représente la solution la moins utopique. C'est la source d'énergie la plus simple et la plus économique à installer et à entretenir »**

commune ainsi qu'un téléphone collectif par batterie. Grâce à l'argent envoyé par leurs enfants immigrés en France ou en Italie, sept familles ont même équipé leur pauvre maison en banco de panneaux qui offrent une lumière pâle mais précieuse.

**D**ANS l'imminence de la nuit saharienne, les jeunes se réunissent autour du lampadaire de la place, qui tient lieu d'arbre à palabres. Soudain, deux mots français, inexistants en bambara, surgissent des conversations : ordinateur et Internet. Le monde n'est donc plus totalement inaccessible, même quand on vit à Massala.

Une trentaine de villages – sur treize mille ! – sont ainsi équipés au Mali. La plupart des pays africains, revenus eux aussi des projets déneigrés copiés sur le modèle occidental, essagent de trop de cimetières à « éléphants blancs », empruntent le même chemin. La première tranche du Programme solaire mondial de Boris Berkovski devrait solaires mille villages sur le continent et autant en Amérique du Sud et en Asie, où l'Inde a déjà procédé à des milliers d'installations.

Au regard des habitudes éner-

giques, grâce à la conservation par froid ou par séchage. Cela entraîne au-delà de l'économie de subsistance, nos villages entrent dans une économie d'échange qui procure des revenus ; avec l'éclairage des rues et des maisons, l'accès à la télévision, au téléphone, la communication passe, l'isolement recule, la communauté se renforce ; enfin, les conditions de vie s'améliorent : il y a de l'eau chaude, des réfrigérateurs, de la climatisation pour les écoles et les dispensaires. Au bout du compte, cela aide les gens à rester au village, cela les fixe au pays de leurs ancêtres au lieu qu'ils partent dans les villes, que leur croissance rend ingérables, ou plutôt qu'ils s'enlèvent en Europe, où ils ne sont plus les bienvenus. En se sédentarisant, ils aident aussi à lutter contre la désertification ».

Pour sa part, Assétou Kone, coordinatrice du projet Femmes-Energie, qui forme des « animatrices du solaire » dans les villages, estime que « le solaire peut marcher parce qu'il correspond à la culture des communautés villageoises. La production électrique décentralisée permet l'autonomie de ceux qui la mettent en œuvre. La gestion et l'entretien s'opèrent par les villageois eux-mêmes, en particulier par les femmes, sans intervention extérieure, en évitant les technologies sophistiquées d'importation et les dépendances. Le village s'approprie sa lumière et organise la répartition énergétique selon ses

propres choix économiques et sociaux ».

Cette dynamique qui fait préférer la brousse à la ville, dont la lumière, justement, constitue le premier objet de fascination et d'attraction, Boris Berkovski y croit dur comme fer. Encore faut-il lui donner les moyens de se développer, car les finances des pays concernés sont bien incapables d'assurer les investissements nécessaires (on estime en moyenne leur capacité de participation à 10 % du coût total). « Il n'y a pas de problème d'argent », s'empresse M. Berkovski, « seulement une question de volonté ». Lui qui a été habitué à travailler pendant plus de trente ans avec des crédits illimités se refuse à avancer un chiffre : « C'est de toute façon peanuts, 0,1 à 0,2 % du budget militaire mondial ! ».

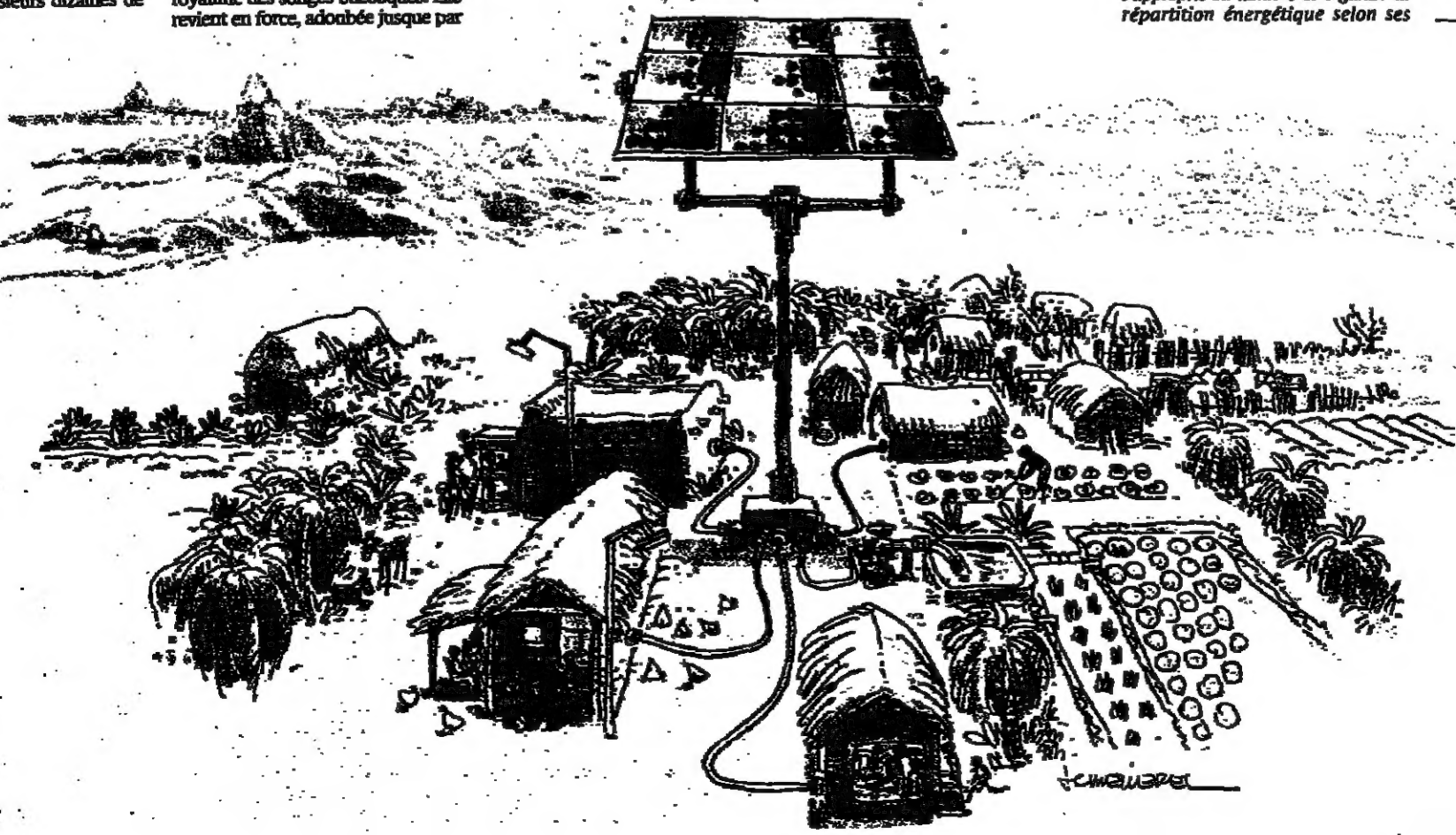
**Q**UAND même... l'énergie solaire est gratuite mais, pour la capter, l'installation se paie. Panneaux photovoltaïques et batteries représentent un coût – autour de 5 000 francs français pour équiper une maisonnette – qui, bien qu'en baisse régulière, reste hors de portée des individus, des communautés et des gouvernements de pays où le revenu par habitant est de l'ordre de 100 à 200 francs français par mois.

A EDF, comme chez Total-Energie, on estime que l'équipement solaire d'un village de 2 000 habitants correspond en moyenne à un investissement de 1 million de francs français. Mille villages coûteraient donc 1 milliard de francs. Si le Programme mondial solaire veut parvenir à ses fins, il lui faut mettre en œuvre chaque année vingt programmes de mille villages – soit 40 millions d'habitants – et cela pendant cinquante ans pour « solariser » 2 milliards de personnes. Coût annuel : 20 milliards de francs. Coût total de l'investissement : 1 000 milliards de francs. Dans l'entourage du secrétaire général du Programme solaire mondial, on avance des sommes avoisinantes : 200 ou 300 milliards de dollars. Soit, selon Bernard Klein, sous-directeur à la direction internationale d'EDF, « à peu près l'équivalent du programme électronucléaire français. Etalé dans le temps, c'est largement à hauteur des possibilités de la solidarité internationale ».

Boris Berkovski n'a de cesse de parcourir le monde, de capitales occidentales en royaumes pétroliers, de fondations privées en ONG, afin de réunir les financements nécessaires. Il use de tous les arguments pour convaincre : devoir de solidarité, investissement nécessaire pour contenir la croissance urbaine des pays en mal de développement, stabilisation des sociétés rurales, remède aux migrations internationales, paix sociale, paix civile, paix tout court. « Je défends l'idée que l'humanité vivra mieux avec le solaire. Contrairement au pétrole, on ne fait pas la guerre pour ou contre le soleil ».

Jean-Paul Besset  
Dessins : Jean-Claude Mézières

**Prochain article :  
Retour vers le futur**



CARNET DU MONDE  
01 42 17 29 96  
01 42 17 21 36

u Monde

ent « leur France »

en, eum...  
eurs...  
solite...  
reprises

Le Monde



مركز من راسل

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

### L'Alliance sous influence

**A**u moment où l'extrême droite rappelle ce qu'elle est en réclamant des « rafles » et des « camps de concentration » pour les immigrés en situation irrégulière – cet article de *National Hebdo* n'a fait l'objet d'aucune critique de la part du Front national –, l'un des trois partis composant la nouvelle Alliance de l'opposition accueille dans son groupe de l'Assemblée nationale Jacques Blanc, réélu président du conseil régional Languedoc-Roussillon, le 20 mars, avec les voix du Front national. A ce jour, si certains responsables de l'UDF ont pris la parole pour dénoncer cette décision de Démocratie libérale, le RPR reste silencieux.

Qualifiée il y a peu de « pétard mouillé » par le giscard-chiracien Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional Poitou-Charentes, rendue plus fragile encore par la guerre intestine qui fait rage, chez les libéraux, entre François Léotard et Alain Madelin, la maison commune de la droite républicaine prend une étrange allure, trois mois après son lancement. Alors que le protocole d'accord qui en établissait les règles fondatrices précisait que chacun des courants qui la composent doit pouvoir s'organiser « en refusant toute compromission avec l'extrémisme », Démocratie libérale accueille en son sein l'un des principaux champions de cette compromission. L'argument selon lequel l'action du conseil régional Languedoc-Roussillon sous la présidence de M. Blanc ne serait aucunement influencée par son alliance avec le Front national relève de la

pure et simple argutie : la gauche ayant, dans cette assemblée, la majorité relative, comment la droite pourrait-elle y faire passer ses projets sans l'accord de l'extrême droite ?

La vérité est que M. Madelin et ses amis ont déjà cédé à la pression qu'un autre président de conseil régional, Charles Millon, exerce sur ce secteur de l'opposition depuis qu'il a créé son mouvement, La Droite. Pour l'éphémère ministre de l'économie d'Alain Juppé, comme pour les députés de Paris que sont Claude Gaspard et Laurent Dominati, la reconquête de l'électorat de droite suppose de rompre avec le combat de la gauche contre le Front national. L'attitude vis-à-vis de ce dernier est bien, à leurs yeux, le discriminant principal de la gauche et de la droite : qui refuse et dénonce l'extrême droite fait le jeu de la gauche au pouvoir ; qui veut la valence doit se montrer accommodant avec ceux qui se reconnaissent dans les thèses du Front national.

A court-terme, il est apparemment inutile de rappeler, une fois encore, que tendre la main à l'extrême droite est le plus sûr moyen de casser en deux l'électorat de l'opposition. Mais ils doivent savoir que si la différence entre la gauche et la droite doit se résumer un jour au refus ou à la banalisation du racisme, de l'exclusion et de la violence politique, alors, la droite française trouvera en face d'elle non seulement la gauche, mais une bonne partie de la droite européenne. A l'heure de l'euro, à la veille de l'an 2000, il est peut-être encore temps, pour eux, d'y réfléchir.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani ; Directeur général adjoint : Noël-Jean Bergeron ; Directeur général adjoint : Noël-Jean Bergeron.

Directeur de la rédaction : Hervé Pélissier  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Lhote, Pierre Georges, Laurence Grimaud, Edouard Lévêque, Michel Pajon, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Boyette  
Rédacteurs en chef technique : Eric Azou  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Mémoires : Thomas Fournier  
Directeur éditorial : Régis Pélissier, directeur adjoint : Anne Chateaubourg  
Conseiller de la rédaction : Alain Robert ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Lemaire (1952-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Publique Reuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissement.  
Le Monde Presse, Le Monde Prévision, Claude Bernard, Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Huxley témoin de son époque

APRÈS avoir presque tout envahi au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le roman se résorbe aujourd'hui au point que plusieurs s'interrogent sur sa disparition. On en fait volontiers une expérience sociale, psychologique, psychanalytique, voire spirituelle : qui donc se contente de raconter une « histoire qui ne dit mot », comme dit Alain, de créer des caractères et de faire vivre des personnages ?

C'est bien la difficulté qu'a rencontrée Aldous Huxley, et dont il a une conscience aiguë : « Je voudrais bien, dit l'une de ses héroïnes, qu'un jour tu écrives une simple petite histoire bien franche sur un jeune homme et sur une jeune fille qui tombent amoureux l'un de l'autre et se marient, et sont aux prises avec des difficultés, mais arrivent à en triompher et finissent par vivre bien tranquillement. » Mais Philip Quarles, porte-pa-

roie de Huxley, avoue son impuissance : « Tu sais, cette petite histoire toute simple, ça ne marcherait pas. Il faudrait que ce soit solide et profond. Tandis que, moi, je suis large, large et liquide. Ce ne serait pas mon genre. »

Aussi n'a-t-on pu soutenir que Huxley n'aurait jamais écrit de vrais romans. Et certes il s'est toujours montré beaucoup plus passionné pour le jeu des idées que pour celui des personnages. Essayiste si l'on veut, ou plutôt satirique, c'est-à-dire moraliste, il est en réalité un extraordinaire témoin de son époque.

De *Contrepoint*, en 1928, à l'étonnante *Paix des profondeurs*, en 1936, pourquoi n'y aurait-il pas eu raccourci toute l'évolution du XX<sup>e</sup> siècle ?

Jean Lacroix  
(15-16 août 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## La France et le français dans la francophonie

par Michel Roussin

**A**u mois de mars, nous avons célébré, comme chaque année, la langue française et la francophonie, et je me demande si la seconde n'occulte pas la première. Le projet francophone mérite d'être défendu dans sa dimension culturelle, politique et économique, car il est bien le dernier rempart contre l'uniformisation en cours, elle-même liée au processus de mondialisation. Mais notre approche est-elle la bonne ? Ne sommes-nous pas en train de dévoyer notre action en inversant les priorités ?

La création récente d'un Secrétariat général de la francophonie est certainement une sage mesure. Toutefois, avant de superposer cette nouvelle structure, n'eût-il pas été opportun préalablement de fédérer la cinquantaine d'institutions intervenant dans le domaine ? Ce contrôle, en amont, était nécessaire, car il m'arrive fréquemment de constater que l'efficacité de notre engagement au vu du nombre d'acteurs, dont l'utilité de certains reste à démontrer, est en fait décevante. Il y a quelques temps, un ami de la francophonie qui me fit découvrir l'ampleur du phénomène : plus de trois cents associations et organismes divers, récemment qualifiés de « budgetaires et vulgaires » par Hervé Bourges, y sont recensés, allant de l'Association générale des intervenants retraités à celle des odontologistes francophones, pour n'en citer que deux, qui ont

sans doute des intentions très louables ! Ce foisonnement témoigne, certes, de notre intense créativité, mais il serait grand temps de « dégraisser » une francophonie ressemblant à un réceptacle pléthorique.

Dans son expression même, la francophonie a tendance à privilégier et multiplier des opérations culturelles et artistiques qui, au bout du compte, n'intéressent qu'une petite élite. Ainsi fleurissent les expositions « francophones » et se multiplient, sans cohérence, les sites Internet et autres produits multimédias, pour le plus grand profit du Gabonais francophone du village de Makokou qui risque d'ailleurs, au train où vont les choses, de ne plus parler ou comprendre le français dans quelques années. Nous savons aussi que la francophonie est « l'unité dans la diversité ». Au nom de ce grand principe, notre langue doit s'enrichir et évoluer grâce aux apports extérieurs, ce qui justifie la vitalité de nos échanges, souvent à sens unique, avec les cultures étrangères les plus éloignées. Je conçois l'intérêt de promouvoir les richesses artistiques du Kirghizistan ou de la République de Namur, mais nombreux sont aussi les pays francophones intéressés par la richesse de notre propre patrimoine. Alors cessons de réduire la francophonie à une démarche intellectuelle, conceptuelle et virtuelle.

L'enjeu fondamental, le ciment de la francophonie, demeure le français, dont le déclin est général,

y compris chez nous, où progresse dramatiquement l'analphabétisme. Notre langue ne sera jamais l'espéranto imaginé par Zamenhof, mais faisons l'effort de développer, ou au moins de maintenir, son enseignement chez tous nos partenaires francophones. La contradiction majeure est de constater la gabegie pratiquée au nom de la francophonie, alors que les crédits alloués à l'éducation sont l'objet de réductions draconiennes.

Quel est l'avenir d'une francophonie dite « vivante » si demain il n'y a plus d'écoles ?

Ma préoccupation est simple : quel est l'avenir d'une francophonie dite « vivante » si demain il n'y a plus d'écoles, notamment en Afrique, où tant d'enseignants ne sont plus payés ? Cet enjeu doit être au premier de notre politique, en sachant que les actions conduites au titre de l'aide au développement, ou dans le cadre de la coopération décentralisée, sont aussi des vecteurs de francophonie. Dans un article récent (*Le Monde* du 6 novembre 1997), le président Henri Konan Bédié s'alarmait, à juste titre, en écrivant : « La condition première d'une francophonie vi-

vante et en expansion est l'existence d'un système éducatif performant (...). Aujourd'hui, les pays francophones sont touchés par une grave crise de l'école. Ce constat vaut aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement. »

Plusieurs solutions existent, qu'il s'agisse d'une réelle volonté, permettraient de pallier ces carences. En complément de l'action gouvernementale, de nombreuses collectivités territoriales pratiquent déjà des échanges scolaires, sous forme de jumelages et de partenariats, avec des pays particulièrement démunis. Ces initiatives méritent d'être encouragées et multipliées, en étroite liaison avec toutes les maires d'arrondissement.

Mais cela n'occulte pas notre problème franco-français, celui d'une école qui ne remplit plus son rôle : ouverte depuis des années sur les tristes réalités sociales extérieures, avec les conséquences que l'on sait, il serait grand temps qu'elle retrouve sa vocation première, celle d'un lieu d'enseignement, d'acquisition du savoir. Au lieu de gaspiller notre énergie, notre temps et notre argent, de colloques en séminaires et autres tables rondes, à tenter de définir le contenu d'une idée générale, construisons enfin une francophonie réelle et concrète !

Michel Roussin est ancien ministre et adjoint au maire de Paris.

## Parrainage sportif et dopage

par Jacques Thépot

**D**ans les commentaires autour de l'affaire Festina, on a mis en cause le rôle de l'argent dans la compétition sportive : il incite au dopage, s'est-on dit. La rentabilité du parrainage passe par des résultats et des podiums, et tout est bon pour y parvenir. Les moyens mis à la disposition du champion lui permettent de se dopage dans des conditions confortables, en bénéficiant d'un suivi médical de qualité. Les sportifs qui ne bénéficient pas de tels avantages – obscurs cyclistes à la ramasse – donnent de la pédale et de la seigneurie à l'arrière des pelotons dans l'espoir de décrocher des contrats.

Cet effet d'entraînement est indéniable, mais un parrainage bien compris pourrait jouer dans l'autre sens, et c'est probablement ce que révèle l'affaire Festina. Voilà en ef-

fet une entreprise qui, par son engagement dans le cyclisme, cherche à associer aux articles qu'elle produit une image positive de célérité et de dépassement de soi. Le fait que des produits de dopage se soient trouvés dans un véhicule portant les couleurs de Festina introduit une dissonance forte entre ce qui est dit et ce qui est fait ; cela ne peut que détourner les clients et inquiéter les actionnaires de la société, d'autant plus que celle-ci développe depuis 1994 une stratégie européenne, sinon mondiale, avec une forte visibilité médiatique.

Si cette affaire se prolongeait, Festina subirait le sort qu'a connu la société Perrier, victime en 1991 d'une semblable dissonance, lorsque des traces de benzène dans un tube à essai californien ont désintégré son image de marque. Un tel scénario catastrophe est plausible, car les

marchés n'aiment pas les dissonances. Ils n'attendent pas les décisions de justice et les communiqués des organisations sportives pour sanctionner. L'intervention de Miguel Rodriguez, président de la société Festina, à l'arrivée de l'équipe de Châteauroux montre combien la direction de cette société est consciente du problème.

Le dopage constitue désormais un risque majeur pour les entreprises de parrainage ; elles ont les moyens de s'en prémunir par des clauses spécifiques des contrats qui les lient aux sportifs. On peut imaginer que ces derniers soient mis dans l'obligation contractuelle de se soumettre aux tests de dépistage les plus perfectionnés. Ainsi serait instaurée une sorte de certification des pratiques sportives, sollicitée par les sponsors eux-mêmes, analogue à ce que les entre-

prises industrielles pratiquent avec les normes de qualité de type ISO. Il y aurait ceux qui acceptent la certification et les autres, les compétitions sportives où cela est imposé et les autres.

Cette évolution aurait également pour effet de stimuler la demande de tests de dépistage et, de ce fait, d'en améliorer les performances pour répondre à l'efficacité croissante des protocoles de dopage, de la même façon que les contrats d'assurance contre le vol ont suscité le développement des systèmes de sécurité. Les sponsors ont les moyens de combattre le dopage. Dans leur intérêt.

Jacques Thépot est professeur de sciences de gestion à l'université Louis-Pasteur à Strasbourg.

## La Suisse apure ses comptes

Suite de la première page

Devant la montée vertigineuse des enchères et une médiatisation anglo-saxonne qui faisait de la Confédération un pari, les milieux d'argent en sont venus à s'apercevoir de la nécessité de descendre à leur tour dans l'arène : leur tour principal, le secret bancaire, se retrouvait en point de mire, alors que la place financière était sérieusement menacée.

Pour parer enfin au plus pressé, dans la hâte et le désordre, une « cellule de crise » est créée en octobre 1996 à Berne. Les commissions dites Bergier et Volker du nom de leur président, s'affairent, la première à projeter des lumières dans la jungle de documents historiques jusqu'alors confinés à des cercles restreints de spécialistes, la seconde, à traquer sur les pistes des fonds en désobéissance que les banques ont été obligées de reconnaître publiquement mais à contrecoeur. Coup sur coup, en février et en mars 1997, le Conseil fédéral annonce la mise sur pied d'un fonds spécial destiné à dédommager les victimes de l'Holocauste, puis une ambitieuse fondation de solidarité dont nul aujourd'hui ne peut assurer qu'ils deviendront réalité.

Ces gestes hautement clairs ne suffisent pas à la sous-secrète d'Etat américaine, Stuart Eizenstat, de se montrer particulièrement dur à l'égard de la Confédération, l'accusant dans un rapport publié en mai 1997

d'avoir soutenu l'effort de guerre allemand en blanchissant de l'or soviétique par les nazis. Le ton monte encore tandis que sont publiées dans la presse à travers le monde des listes de titulaires de comptes dormants. La morgue de certains milieux financiers alimentent la polémique. Un directeur de banque n'avait-il pas été jusqu'à déclarer publiquement que les sommes en jeu équivalaient « à une poignée de cacahuètes » ? Le ton a cependant changé dès que les avocats des victimes ont riposté en réclamant jusqu'à 20 milliards de dollars dans une première plainte collective. Dans le feu des échanges verbaux, le sort des disparus et des rescapés semblait disparaître...

### CONFLIT D'IMAGE

En fait, le malaise helvétique vient du divorce entre l'image traditionnelle que la Suisse s'est forgée d'elle-même et à laquelle elle a fini par s'identifier, et l'autre, nettement moins glorieuse que la recherche historique et l'ouverture de certaines archives ont soudain dégage de sa gangue de complaisance. A l'abri de sa neutralité, la Confédération ne s'est, à sa manière, ni mieux, ni plus mal comporté que d'autres. Elle l'a fait sous le vernis protecteur d'organisations comme la Croix Rouge ou son réseau bancaire, sans jamais perdre de vue ses propres intérêts. Quand ses dirigeants de l'époque ont estimé que « la barque était pleine », ils ont fermé les portes aux réfugiés après en avoir accueilli environ 230 000, dont un dixième de juifs. L'entretien de ces derniers, et d'eux seuls, a été assuré par les associations juives locales et 30 000 de leurs coreligionnaires ont été refoulés. C'est ce passé

dérangeant qui est revenu à la surface dans le sillage de plusieurs requêtes d'apurement des comptes.

Les affaires d'argent théoriquement en voie de règlement, même s'il faut encore convenir des bénéfices immédiats et arrêter les modalités de répartition, il reste un bon bout de chemin à accomplir dans l'inspection et la lucidité devant les faits historiques. Un demi-siècle après, le travail de mémoire se révèle semé d'embûches et le passé apparaît dans une perspective différente. De quoi nourrir encore nombre de réflexions dans un environnement continental où d'autres pays sont amenés, eux aussi, à affronter des questions analogues. Les responsables helvétiques savent aussi qu'ils seront encore appelés à répondre des transactions sur l'or nazi, sans oublier la politique envers les réfugiés : autant de moments douloureux à venir où les gros sous côtoieront une nouvelle fois dangereusement la morale, sinon l'éthique, dans un pays qui se veut toujours un paragon de vertu.

Jean-Claude Buhner

### RECTIFICATIF

#### LE POUVOIR EN VACANCES

Une coupe malencontreuse dans un article intitulé « Le pouvoir en vacances n'est pas la vacance du pouvoir » (*Le Monde* du 13 août) a introduit une confusion entre le problème, évoqué par Valéry Giscard d'Estaing, de l'absence simultanée des deux têtes de l'exécutif, et celui de l'absence d'intérêt du premier ministre, qui n'a jamais été évoqué par l'ancien chef de l'Etat.

### COURRIER

#### LA LANGUE BERBÈRE ET LES AUTRES

C'est avec un très grand intérêt et une non moins grande surprise que j'ai pris connaissance de l'excellent article de Salem Chaker relatif au statut de la langue berbère en Algérie (*Le Monde* du 11 juillet). Ma surprise est surtout de découvrir l'identité de situation juridique et politique de cette langue et des langues minoritaires dites « régionales » de France. En effet, le bédouin, comme le breton, le corse, le catalan, le créole, l'occitan, ne disposent aujourd'hui pour tout statut officiel, à l'instar du berbère en Algérie, que de circulaires sans force de loi qui autorisent quelques écoles associatives en immersion, quelques classes bilingues sans recrutement spécifique d'enseignants, quelques départements universitaires, une présence insignifiante à la télévision (1 heure 20 minutes par semaine pour le breton !). La Constitution de la France, tout comme celle de l'Algérie, ne reconnaît qu'une seule langue officielle et nationale, et cela, il n'est pas inutile de le mentionner, depuis seulement 1992, année de modification de l'article 2. Tout comme en Algérie, la France, pour rester fidèle à ses principes, se doit aujourd'hui de reconnaître les droits culturels et linguistiques des collectivités humaines autochtones concernées, notamment en signant, à l'instar de treize des quinze membres de l'Union politique européenne à ce jour, la charte du conseil de l'Europe. Une question angossante me vient des lors à l'esprit : si l'Algérie était restée française, la langue berbère aurait-elle un statut constitutionnel et une reconnaissance réelle dans la vie publique ?

Jean-Jacques Page  
Sene (Morbihan)

BOEING 747-400

Boeing 747-400





**AÉRONAUTIQUE** Boeing a annoncé que les réductions d'emplois pourraient toucher 28 000 personnes d'ici à la fin 1999 sur les 118 000 employés de la branche commerciale.

● LE CONSTRUCTEUR prépare le retournement du marché, précipité par la crise asiatique. Le constructeur de Seattle prévoit une baisse de sa production de 10 % en l'an 2000, après

un niveau record de production de 620 appareils en 1999. ● LA BAISSE DES COÛTS constitue le principal souci du géant de Seattle, qui a enregistré une baisse de 70 % de son résultat

semestriel. Boeing incrimine « l'intensification de la concurrence » et « le dumping pratiqué par Airbus ». ● LA NÉGOCIATION du contrat de travail pluriannuel, qui doit être

terminée avant septembre 1999, constitue un défi social majeur pour le PDG. Certains s'attendent « à une grève au dernier trimestre et des perturbations au début de l'an 2000 ».

## Boeing ferme ses usines et licencie, sans convaincre Wall Street

Phil Condit, le PDG du géant aéronautique, a annoncé un nouveau train de restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois. La Bourse de New York a accueilli le nouveau plan avec une baisse de l'action de 4,3 %

COMMENT remettre Boeing en piste ? Phil Condit, le PDG du géant aéronautique américain, n'en finit pas de se poser la question depuis que la machine s'est enrayée au milieu de l'année 1997. Un an plus tard, les problèmes restent entiers et Wall Street se lasse. Une fois de plus, M. Condit a annoncé, jeudi 13 août, restructurations, fermetures d'usines et suppressions d'emplois. Une nouvelle fois, la Bourse de New York a affiché son scepticisme : l'action a baissé de 4,3 %.

« Nous sommes en train de réduire les coûts », a pourtant martelé M. Condit. Le groupe aéronautique a décidé de fermer 260 000 mètres carrés qui s'ajoutent au 1,6 million de mètres carrés d'activités industrielles sacrifiées en mars. Surtout, il a annoncé que les réductions d'emplois pourraient toucher 28 000 personnes d'ici à la fin 1999 sur les 118 000 employés de la branche commerciale. Jusqu'à présent, Boeing faisait état de 20 000 emplois touchés dont 8 000 pour l'usine californienne de Long Beach, site de production de la branche civile de l'ex-McDonnell Douglas (MDD), racheté par Boeing en décembre 1996. Pour compenser partiellement l'arrêt de la gamme MDD, Boeing a annoncé, jeudi,

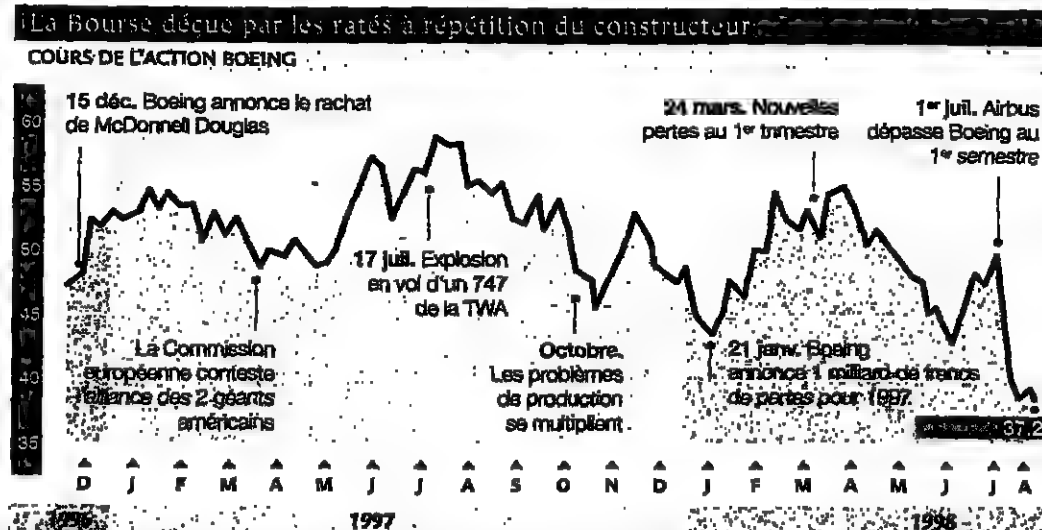
l'ouverture d'une ligne de production de Boeing 737 sur le site californien.

Les autres secteurs du groupe subissent le même traitement de choc. Le nombre de bureaux d'étude sera ramené de 600 à 450 et les centres de fabrication de 110 à 10. Chacune des activités (avions de combat, satellites, transport spatial, information et communication) n'aura plus qu'un site de production principal. Les avions de combat sont transférés à Saint Louis. Boeing y fabrique l'avion de combat du futur, le JSF, si le Pentagone préfère Boeing à son concurrent Lockheed-Martin.

### TRAITEMENT DE CHOC

Elle semble loin l'époque - septembre 1996 - où Boeing embauchait à tour de bras et passait des annonces d'offres d'emplois dans la presse locale européenne pour déboucher des ingénieurs à Toulouse ou à Hambourg, principaux sites de production de son rival européen Airbus. La priorité était alors d'augmenter les cadences de production pour satisfaire la demande d'un marché en pleine expansion. Boeing a mis plusieurs mois pour remettre ses usines en ordre de marche. Les retards se sont accumulés tout au long de 1997 et au début de 1998,

entraînant d'importantes provisions qui ont fait plonger, pour la première fois depuis cinquante ans, les comptes du groupe dans le rouge.



des prix calculés à partir des futurs cycles de production en 1997 et 1998 », avait-il alors confié au Monde. Mais l'appareil de production, déstabilisé par l'envoie des commandes et le début de la fabrication des gros-porteurs 777 et des nouveaux 737, n'a pas suivi. « Nous continuons avec la même équipe », a dit, précisant, dimanche 9 août, Harry Stonecipher, le président du groupe, pour démentir les rumeurs de démission imminente de M. Condit.

Ce dernier n'est pas au bout de ses peines. Il devra affronter un autre défi, de nature sociale. Pour la première fois, la diminution des effectifs pourrait se traduire par des licenciements secs de 11 000 personnes, selon le quotidien USA Today du jeudi 13 août. Pour donner davantage de gages à Wall Street, Boeing a promis « d'autres réductions d'effectifs en l'an 2000 ». Cette fois-ci, les analystes financiers s'interrogent pour la paix sociale chez l'avionneur. La négociation du contrat de travail pluriannuel doit être terminée avant septembre 1999. Byron Callan, analyste à Merrill Lynch, s'attend « à une grève au dernier trimestre et des perturbations au début de l'an 2000 ».

Christophe Jakubyszyn

## Airbus impose ses prix pour les petits porteurs

« C'EST LE MONDE à l'envers », reconnaît un banquier spécialiste du financement aéronautique. « Sur certaines campagnes d'achat, c'est Boeing qui doit vendre ses avions moins cher pour avoir des chances de l'emporter face à Airbus », a-t-il constaté, en Europe et en Amérique du Sud. Pour la première fois dans l'histoire de la jeune compagnie aéronautique européenne - détenue conjointement par la française Aerospatiale, l'allemand Daimler-Benz Aerospace, British Aerospace et l'espagnol Casas -, Airbus est en mesure de donner le la sur le segment porteur des avions à colporter unique.

Arrivé plus tôt sur le marché avec des avions plus modernes (piloteage électronique), le constructeur européen a réussi à s'arroger 52 % de parts de marché sur les cinq dernières années. Sa famille de moyen courrier A-319/A-320/A-321 séduit

d'avantage que la nouvelle génération de Boeing 737, lancée en novembre 1993. L'éventuelle commande par British Airways, bastion européen, involonté de Boeing, d'Airbus A-320 en septembre, constituerait le camouflet ultime.

### DES ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS

« Quand Boeing se plaint de la « guerre des prix », c'est souvent lui qui en est à l'origine », explique un banquier. La preuve : Boeing tente de faire marche arrière en annonçant, le 1<sup>er</sup> juillet, la hausse de ses tarifs de 5 %, voire de 10 % pour les modèles les plus récents de ses 737. Cette annonce a fait sursauter les analystes et les compagnies aériennes. « Le prix catalogue ne veut plus rien dire », explique l'une d'elles.

« Chaque contrat illustre le rapport de force entre une compagnie

aérienne et son fournisseur », détaille un banquier. « Lorsqu'on achète 100 avions, ou 400 comme US Airways, on ne paie pas son avion le même prix qu'une petite compagnie », ajoute-t-il. Les avantages accordés par les constructeurs, comme la formation des pilotes ou la fourniture gratuite de pièces de rechange, sont des éléments déterminants des contrats, d'avantage que le prix.

Heureusement pour les deux constructeurs, le marché leur est favorable en 1998. L'afflux des commandes et la saturation des chaînes de production leur permet d'être plus ferme dans les négociations. Ce répit pourrait être que de courte durée : déjà, le retournement du marché se profile avec l'annulation des commandes de certaines compagnies asiatiques.

C. J.

## Adidas imprime sa marque à l'entreprise Salomon

ANNÉCY de notre envoyé spécial C'est sur leur lieu de vacances, en ouvrant le journal, que les salariés ont appris la nouvelle : Adidas

### REPORTAGE

« Le sponsor de l'équipe de France a attendu l'après-Mondial pour ne pas ternir son image »

reprend en main sa filiale Salomon. Dans un communiqué laconique (Le Monde du 6 août), le numéro deux mondial des articles de sport a annoncé une série de mesures destinées à « accélérer le processus d'intégration de Salomon (racheté en début d'année) et à améliorer ses résultats financiers ».

Au siège du fabricant de skis à Annecy, les salariés présents pen-

dant la trêve estivale ne cachent pas leur inquiétude. Rassemblés près de la machine à café, ils font et refont leurs calculs. Certains prévoient quelques dizaines de suppressions de postes, les pessimistes près de 600 sur un total de 1 800 salariés. Au sous-sol du grand bâtiment moderne rouge et gris, le local du comité d'entreprise ne désemplit pas. Rentrés de vacances précipitamment début août, les représentants du personnel ont rencontré Jean-François Gautier, PDG depuis 1990, qui leur a annoncé son départ. Motif : « Désaccord stratégique avec Adidas ». Ironie du sort : M. Gautier fut l'artisan du mariage et mit tout son poids dans la balance pour convaincre la famille Salomon de la nécessité de s'adosser à un grand groupe.

Depuis, les salariés sont sans nouvelles de la direction. « Adidas a attendu la fermeture annuelle d'août pour annoncer cette restructuration », s'indigne Catherine Dayer, déléguée CFTD. « Chacun se demande s'il va retrouver son bureau à la rentrée », ajoute son collègue Bernard Couderc. Aujourd'hui, tous deux estiment qu'Adidas a chargé la barque. « Le groupe nous impute 1,6 milliard de francs de pertes semestrielles, alors qu'en fait nous devrions dégager 13 millions de bénéfices. C'est une charge exceptionnelle liée à notre rachat par Adidas qui nous plombe », s'insurgent-ils, une liasse de comptes à la main. Ils soupçonnent Adidas d'avoir préparé la reprise en main depuis plusieurs mois. « Le sponsor de l'équipe de France a attendu l'après-Mondial pour ne pas ternir son image », résume Catherine Dayer.

### GUERRE DES PRIX

En septembre dernier, lors de la signature de l'alliance, Robert Louis-Dreyfus, patron et propriétaire d'Adidas, affichait son optimisme. Il acceptait de payer Salomon au prix fort - 8 milliards de francs - et accordait à son PDG, M. Gautier, une grande autonomie de gestion. Aujourd'hui, il affirme avoir été surpris en découvrant les résultats de sa nouvelle filiale. Confrontés à l'érosion du marché mondial - 4,5 millions de paires de skis vendues en 1997-1998 contre 6,6 millions il y a cinq ans -, les fabricants se sont lancés dans une guerre des prix qui lamène leurs marges. La crise asiatique a fait plonger les ventes de matériel de

golf au Japon de la filiale Taylor Made qui assure la moitié du chiffre d'affaires de Salomon (3 milliards de francs). Pour Adidas, qui veut se montrer sous son meilleur jour à quelques mois de son introduction à Wall Street, cela ne pouvait pas durer.

Comment le groupe va-t-il doper Salomon ? Pour l'heure, c'est le mutisme complet. « Nous allons commencer par nous mettre au travail », répond-on chez Adidas. Mais son récent communiqué donne une idée des projets. Tout d'abord, « rationaliser la structure de production et la gamme d'articles de sport d'hiver ». Juste avant son départ, M. Gautier a ouvert le feu en annonçant la réduction de 30 % des gammes de produits et la suppression de 35 postes de cadres. La CFTD se dit prête à aller en justice pour arrêter ce plan. « Adidas risque d'accélérer les délocalisations et de stopper certaines productions bas de gamme », s'alarme Gérard Geoffroy, délégué CGC.

Second motif d'inquiétude : l'intégration des fonctions centrales annoncée par Adidas. « D'ici peu, ce siège social n'existera sans doute plus », s'attriste Jacques Tholin de la direction juridique, en considérant les montagnes par la fenêtre. Pour lui comme pour beaucoup de ses collègues, la reprise en main d'Adidas est un choc culturel. « Les objectifs d'une multinationale comme Adidas n'ont rien à voir avec ceux d'une entreprise familiale comme la nôtre qui développe ses produits sur le long terme sans se préoccuper des cours de Bourse », explique-t-il.

Il y avait aussi peu de points communs entre Jean-François Gautier, le centralien amoureux de la montagne, et Robert Louis-Dreyfus, le richissime homme d'affaires à la réputation de cost killer, qui ne sépare jamais de son maillot de foot et de ses lunettes de soleil. A son actif : le licenciement de 15 % des effectifs lors de son passage par l'agence de publicité Saatchi&Saatchi, suivi d'une vague de délocalisations chez Adidas.

Pour redresser Salomon, Michel Perraudin, un des fidèles lieutenants de M. Louis-Dreyfus, sera dépêché à Annecy dès la rentrée. Il se chargera de négocier avec les syndicats qui comptent sur la réduction du temps de travail pour sauver des emplois.

Hélène Rissier

## Une Cocotte qui n'en finit pas de pondre ses œufs d'or

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Violet, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

TOUT PRÉCURSEUR est-il voué à être méconnu de ses contemporains ? L'histoire de SEB et de son Inusable Cocotte-Minute confirme cette thèse. En 1954, Frédéric Lescure, PDG de SEB et descendant du fondateur de l'entreprise, est fier de sa toute nouvelle invention, alors appelée Super-Cocotte, qu'il a mise au point un an plus tôt au terme de deux ans et demi de recherches. Pour tant, le directeur du Salon des arts ménagers, en ces temps de modernité naissante, lui ferme les portes. Le PDG, qui a l'habitude de démarcher lui-même sa clientèle avec deux valises et un marteau servant à éprouver la solidité de ses produits, ne se démonte pas.

Il compose quelques couplets aux « vers » vengeurs : « Je suis une pauvre Cocotte / Le Salon m'a fermé ses portes / Pourtant je suis sûre et fidèle / Et puis, de beaucoup, la plus belle. » Son manifeste de rébellion ménagère imprimé, il envoie ses propres enfants les distribuer à l'entrée de l'exposition. Le nom de l'organisateur du Salon si peu avisé n'est pas resté dans l'histoire. Mais, quinze ans après cet épisode pittoresque, Frédéric Lescure fête à Selongey (Côte-d'Or), berceau de l'entreprise, la dixième Cocotte sortie de ses chaînes de production : un ustensile fabriqué, pour l'occasion, en or massif. 1998 devrait être l'année de la cinquante millionième. Le temps a beau filer, le

produit vedette de l'ex-Société d'emboutissage de Bourgogne (qui a donné le sigle SEB) reste une Cocotte aux œufs d'or.

De cette époque pionnière, SEB a gardé l'esprit de famille et le sens de l'innovation. Dirigée pendant un siècle et demi par cinq générations successives, la société a aujourd'hui pour PDG Jacques Gairard, lui-même gendre d'un Lescure : « 140 actionnaires familiaux détiennent aujourd'hui 47 % des actions et 63 % des droits de vote », précise-t-il.

Pour M. Gairard, pas de mystère : même sur un marché en apparence banalisé, c'est en restant à la pointe de la technologie qu'on développe ses parts de marché. C'est de tradition dans l'entreprise. Si le célèbre autocuiseur bourguignon s'est imposé dans la France de René Coty, ce n'est pas seulement en raison de l'habileté commerciale de Frédéric Lescure. Le succès est d'abord technique. Une vingtaine de concurrents avaient, avant SEB, prétendu s'imposer sur les gazinières de France et

de Navarre : Bel Cocotte, Bonne Femme, Caroline et Cocotte-Midi étaient, elles aussi, filles de Denis Papin mais, quelque peu primesautières, il leur arrivait d'exploser. Seule SEB, certifiée un descendant de l'illustre inventeur, a su concevoir l'héritier parfaitement sûr de son « digesteur d'aliments », créé en 1975. Ses rivales disparaurent.

Comment apprivoiser la vapeur de la Cocotte ? La première innovation de Frédéric Lescure a consisté à mettre au point un système d'emboutissage de la cuve, là où ses concurrents

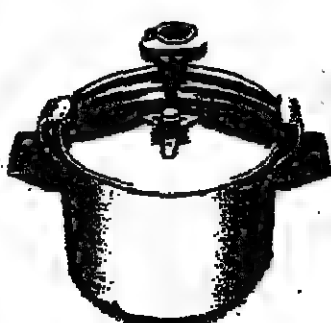
ne savaient que souder le fond, d'où le risque d'explosion. Pour le reste, la recette est consignée dans le premier brevet déposé par SEB en 1952 : prenez un couvercle muni d'une soupape amovible permettant d'éjecter la vapeur, doublée d'une soupape de sécurité se posant sur le corps du faitout. Ayez soin au préalable de dorer de deux oreilles dont l'utilité apparaîtra fort rapidement. Sur le couvercle, fixez un évier. Faites tourner le couvercle de telle sorte que l'évier vienne se placer sous les deux oreilles, serrez le couvercle sur le corps avec le bouton de serrage. Utilisez de préférence de l'aluminium ou de l'inox.

En s'installant, en 1857, à Selongey, Antoine Lescure, rétamateur auvergnat fixé en Bourgogne, n'imaginait sans doute pas que ses saux, arrosoirs et bidons à lait de fer-blanc auraient un jour une si prolifique lignée. Matières et couleurs de la Cocotte se sont diversifiées, ses systèmes de fermeture se sont sophistiqués : le dernier brevet en date porte sur un verrouillage par clip. Elle a changé de forme, son arrondi devenant parfois ovale, et, pour séduire les consommateurs japonais, on l'a coiffée d'un hublot.

Malgré ces efforts, la Cocotte-Minute est loin d'être un produit universel : l'Allemagne et les États-Unis la boudent ostensiblement. Mais elle continue d'assurer des revenus confortables à un groupe qui possède d'autres spécialités, sous les marques SEB, Calor, Tefal ou Rowenta. Combien rapporte-t-elle ? Combien en produit-on chaque jour à Selongey, son unique centre de fabrication ? SEB en garde le secret : « La Cocotte-Minute, comme Tefal, fait partie des coffres-forts que nous n'ouvrons pas facilement. »

Anne-Marie Rocco

PROCHAIN ARTICLE : Les boules Quies





## France 2 veut profiter de son déménagement pour se moderniser

A partir du samedi 15 août, les journaux télévisés de la chaîne publique seront diffusés depuis le nouveau siège situé dans le quinzième arrondissement. La rédaction de France 3 négocie le report de son déménagement

**NOUVEAUX LOCAUX**, nouvelles technologies : France 2 achève son déménagement. Samedi 15 août, le journal de 13 heures sera diffusé, pour la première fois, depuis le nouveau siège de France-Télévision ; lundi 17 août, Claude Sédillon, qui remplace Daniel Bilal, présentera son premier « 20 heures ».

En réalité, cela fait deux semaines que lui et d'autres journalistes se rodent et rodent ce nouveau système. Si, à l'écran, pour le téléspectateur, rien n'aura l'air d'avoir changé, la fabrication du journal télévisé va être profondément bouleversée. En changeant un matériel proche de l'obsolescence, la chaîne publique en profite pour passer au numérique. Pour la postproduction et la diffusion des sujets d'information, un serveur informatique, spécialement conçu pour France 2, va faire disparaître les magnétoscopes traditionnels. Le système devrait y gagner en souplesse et en rapidité.

Avec deux studios et trois plateaux, les moyens d'enregistrement ne sont pas plus importants qu'à l'avenue Montaigne. En revanche, les quatre salles de montage et les deux salles de mixage permettent que trente personnes travaillent simultanément à la préparation du journal. Grâce à ce système, les 300 journalistes auront directement accès à l'écran de leurs ordinateurs aux images des journaux précédents et à celles des agences. Auparavant, ils devaient consulter ce type de documents sur des cassettes.

Mais ce déménagement n'est pas seulement une opération technique. Il est aussi l'occasion pour Pierre-Henri Amstutz, directeur de l'information, de peaufiner l'orga-

nisation de la rédaction, à la tête de laquelle il a été nommé en juin. Il en a profité pour rapprocher physiquement les services de la rédaction qui devront davantage travailler ensemble comme politique et économie, informations générales et société. Il a aussi complété son organigramme, notamment avec la nomination comme rédacteur en chef du « 20 heures » de Pascal Guimier, quarante-deux ans, une manière de rajouter la hiérarchie. Il devrait annoncer dans les prochains jours sa décision pour le remplacement de Patrick Chêne, appelé à la direction des sports de France Télévision, pour le 13 heures.

Les prochaines semaines diront

si, en déménageant, France 2 a laissé avenue Montaigne ses états d'âme, sa médiocrité d'audience et ses crises à répétition. « Il faut d'abord réinstaurer un climat de confiance et de travail », estime Pierre-Henri Amstutz, qui ne veut pas se laisser illusionner par la moyenne de 25 % d'audience atteinte, cet été, par le « 20 heures ».

Pour les programmes, Patrice Duhamel, nouveau directeur général chargé de l'antenne, devra miser la petite marge de manœuvre dont il dispose pour modifier la grille, concoctée par Jean-Pierre Cottet. Quelques cases encore libres le week-end et des contrats d'animateurs qui s'achèvent à la fin de l'année sont les rares manettes

dont il dispose pour faire remonter l'audience. Par ailleurs, Ariette Chabot et Alain Duhamel, Albert du Roy et Paul Amar planchent, chacun de leur côté, sur un projet de grande émission d'information.

**CHAÎNE RÉACTIVE**

Durant l'été, France 2 s'est essayée à la fabrication d'émissions spéciales consacrées à un événement. Le 29 juillet et le 2 août, les deux débats sur le Tour de France, réalisés dans la prolongation du « 20 heures », ont enregistré de bons scores autour de 7 millions de téléspectateurs. « L'audace a payé, d'autant que la programmation de ces émissions, notamment celle du dimanche 2 août, n'a pas pénalisé

l'audience du film qui suivait », commente Pierre-Henri Amstutz. Pour la chaîne, ces résultats sont d'autant plus précieux que ce genre d'émissions fait partie de ses nouveaux objectifs. Dans le plan stratégique en cours d'élaboration, France 2 prévoit, en effet, d'être « une chaîne réactive, c'est-à-dire mieux coller à l'actualité et aux grands moments qui animent la vie quotidienne de nos sociétés ».

Une des plus grandes difficultés qui attend Xavier Gouyou-Beauchamps, président de France-Télévision, est de réussir la cohabitation entre les personnels des deux chaînes qu'il préside. Pour la première fois, France 2 et France 3 se retrouvent dans un même in-

meuble. Le complexe de supériorité des premiers sera directement confronté au bon score d'audience des seconds. Et, en attendant que la négociation sur ce point arrive à son terme, la différence des salaires des journalistes des deux chaînes sera une occasion de réconciliation.

Déjà, la rédaction nationale de France 3 fait la manœuvre et réclame que son déménagement, prévu le 27 août, soit reporté au 10 octobre. La CFDT a déposé un préavis de grève pour le 25 août et a traduit ce malaise en revendications quantitatives. « France 2 déménage dans des conditions fabuleuses. Ils ont pu faire des essais, alors que chez nous rien n'a été vraiment préparé. En plus le fait que la régie ne sera pas en place pour notre arrivée oblige à la location d'un car- rière dont le coût est de 1,5 million de francs », accuse un responsable syndical. La direction et les syndi- cats devaient se rencontrer, ven- dredi 14 août, pour discuter des points en litige, de la demande d'embauche de trois motards de presse et de la création de quatre postes de techniciens de reportage.

Pour Xavier Gouyou-Beauchamps, l'installation dans le nouveau siège est une des épreuves où il doit réaliser un sans-faute, s'il veut obtenir une reconduction de son mandat l'année prochaine. Dans cette perspective, il vient d'ailleurs de mettre une nouvelle carte dans son jeu. Nommé le 10 juillet à la présidence de l'Association des employeurs du service public de l'audiovisuel, il va être en première ligne pour la renégocia- tion de la convention collective des personnels. Ce peut être un formidable atout ou la pire des canes.

Nadia Lemaire

Franoise Chirot

## Les personnels de France 3 Lille entre projets et amertume

de notre correspondante

Quelques-uns des trois cents collaborateurs de la station régionale Nord-Pas-de-Calais-Picardie de France 3 s'affairaient à la préparation de leur magazine hebdomadaire de vingt-six minutes. En effet, à partir du 20 septembre, chaque région diffusera une nouvelle émission le dimanche soir à 18 h 15.

Pour ce décrochage, qui est une conséquence de la grève de l'hiver dernier, la station du Nord a choisi de programmer « Faces cachées », une nouvelle formule, plus axée sur l'actualité, de l'émission « Des héros très discrets ». Jusqu'ici présentée le samedi après-midi et qui réalisait une bonne audience. A la place de celle-ci, les téléspectateurs pourront voir « Initiatives », un nouveau magazine d'informations et de services consacré à l'emploi, à la formation et à toutes les formes de solidarité. « Il était regrettable que ces thèmes, bien traités sur Canal Plus, ne fussent pas l'objet d'une émission régulière sur une grande chaîne de service public. Notre choix a été différent de celui d'autres stations, dont l'idée est

de faire une émission d'informations charnière entre la semaine écoulée et la semaine à venir », explique Luc Mousseau, responsable de l'antenne régionale Nord-Picardie.

**FAIBLE ÉMISSION**

Cette émission s'ajoutera aux quelque deux cent quarante heures de programme, informations régionales et locales, mais aussi émissions de service, de divertissement et de découverte de la région — qui sont diffusées chaque année par cette station, à l'adresse de 6 millions d'habitants. Avec deux rédactions régionales situées à Lille et Amiens, des bureaux décentralisés dans les départements du Pas-de-Calais, de l'Aisne et de la Somme, des locaux qui couvrent l'actualité de la métropole lilloise, des villes belges voisines et celles du littoral et son arrière-pays qui réalisent chaque jour un journal d'informations d'images six jours sur sept ainsi qu'un magazine le samedi, France 3 Nord-Pas-de-Calais-Picardie est l'une des plus importantes stations régionales implantées sur le territoire.

Le projet de nouveau magazine semble plutôt

bien accueilli par l'ensemble des journalistes et techniciens, même si certains se montrent sceptiques devant le faible budget dont il va disposer ; d'autres, notamment du côté d'Amiens, sont déçus de ne pas bénéficier de leur propre créneau. Mais le fait que onze jours de grève ont abouti à la création d'une émission consacrée à ces thèmes en réjouit plusieurs. « Reste à voir concrètement comment les différentes rédactions, notamment les deux locales, seront associées à la réalisation du magazine puisqu'elles n'ont pas été consultées lors de sa conception », commente le délégué SNJ.

Par ailleurs, les stigmates de la grève de décembre ne sont pas tous effacés. « On ne sait toujours pas quelle stratégie la direction veut mettre en place, résume Olivier Michel, journaliste à la locale lilloise et délégué SNJ. Sept mois après la signature du protocole, on n'a toujours pas obtenu grand-chose, d'où un sentiment d'amertume assez largement partagé par l'ensemble des salariés ».

### TABEAU DE BORD

#### ÉCONOMIE

#### Le FMI juge sévèrement l'économie japonaise

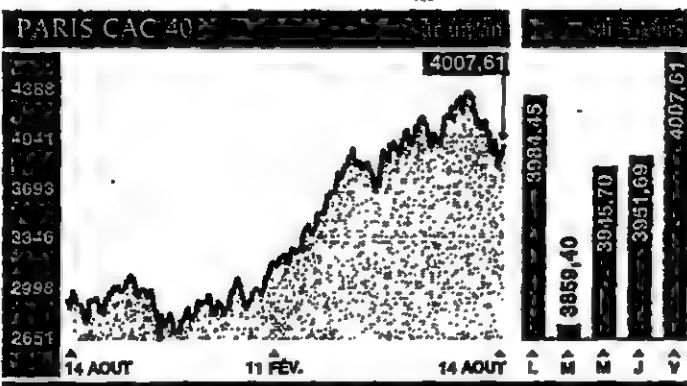
DANS SON RAPPORT ANNUEL sur le Japon, publié jeudi 13 août, le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré plus pessimiste que le gouvernement japonais sur l'économie de l'archipel. Il prévoit une contraction de 1,7 % du produit intérieur brut en 1998. La production industrielle pourrait plonger de 5,3 %, la consommation reculer de 0,9 % et le chômage grimper à 4,1 %. L'organisation internationale incite le Japon à « prendre des mesures rapides et décisives » pour enrayer la détérioration de son économie.

Le ministère des finances japonais a publié, jeudi 13 août, le solde des opérations courantes au premier semestre. Il a progressé de 32,9 % à 7 573 milliards de yens, traduisant la forte chute des importations. La balance des capitaux a démontré que les sorties de capitaux ont atteint 85 milliards de dollars sur six mois.

ÉTATS-UNIS : les ventes de détail ont baissé de 0,4 % en juillet. Toutefois, si l'on exclut l'impact de la grève de General Motors, elles ont progressé de 0,5 %. La frénésie de consommation des Américains continue : sur douze mois, les ventes de détail ont augmenté de 5,9 %.

EUROPE : le marché automobile européen a progressé de 8,8 % en juillet, avec l'immatriculation de 1,25 million de véhicules particuliers. Les pays les plus dynamiques sont l'Espagne (+15,9 %) et la France (+12,9 %).

ESPAGNE : les prix à la consommation ont progressé de 0,4 % en juillet, portant le taux d'inflation sur les douze derniers mois à 2,2 %. Cette accélération de l'inflation irrite le gouvernement espagnol qui conserve sa prévision d'une hausse des prix limitée à 2,1 % pour 1998.



#### Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08	Baisse	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08
DAMART	1490	+4,86	+5,10	BIC	550,70	-5,21	-20,16
CANAL	1205	+4,30	+7,77	CHRISTIAN DIO	912	-4,27	-0,81
CROQUE GYM	510	+3,85	+1,25	HOKON (NO)	42	-4,04	+3,78
LAFARGE	342	+3,30	+4,06	SHIEL	428,43	-4,02	+0,36
GAZ ET EAUX	218	+3,27	+27,50	HANAS ADVERT	1036	-3,30	+40,83
BOUYGUES	1019	+3,20	+88,35	LYNN MOET HEN	1030	-3,28	+13,10
FINETEX	120	+3	+11,82	SPS	610	-3,57	+14,26
ESSILOR INTL	930	+2,96	+16,95	PECHENY ACT	215	-3,15	-0,81
INGENICO	175	+2,84	+48,88	CUTENY CASCO	220	-3,21	+18,35

#### Cours de change

14/08 12h30	Cours	12/08	11/08	14/08 12h30	Cours	12/08	11/08
FRANCE	6,90	6,81	6,73	FRANCE	6,90	6,81	6,73
DM	7,79	7,87	7,81	DM	7,79	7,87	7,81
LIRE (100)	178,65	184,31	289,85	LIRE (100)	178,65	184,31	289,85
YEN (100)	148,01	159,74	235,84	YEN (100)	148,01	159,74	235,84
FLORIN	2,82	2,22	2,29	FLORIN	2,82	2,22	2,29
FRS	1,48	1,84	2,42	FRS	1,48	1,84	2,42
LIVRE	0,82	0,88	0,41	LIVRE	0,82	0,88	0,41
ECU	0,91	1,48	0,81	ECU	0,91	1,48	0,81
DOLLAR	1,10	1,53	0,87	DOLLAR	1,10	1,53	0,87

#### Taux d'intérêt (%)

Taux 12/08	Taux 11/08	Taux 10/08	Taux 09/08	Taux 12/08	Taux 11/08	Taux 10/08	Taux 09/08
FRANCE	3,37	3,43	4,80	FRANCE	3,37	3,43	4,80
ALLEMAGNE	3,30	3,41	4,48	ALLEMAGNE	3,30	3,41	4,48
GRÈCE-BRETAGNE	7,07	7,59	8,55	GRÈCE-BRETAGNE	7,07	7,59	8,55
ITALIE	6,08	6,29	4,78	ITALIE	6,08	6,29	4,78
JAPON	0,48	0,40	1,48	JAPON	0,48	0,40	1,48
ÉTATS-UNIS	5,94	6,05	5,43	ÉTATS-UNIS	5,94	6,05	5,43
SUISSE	4,44	4,81	2,87	SUISSE	4,44	4,81	2,87
PAYS-BAS	6,23	5,52	4,81	PAYS-BAS	6,23	5,52	4,81

#### Matif

COURS 12h30	Volume 14/08	dernier prix	premier prix
Nationales 55	12399	108,37	108,48
Pibor 3 mois	1084	98,42	98,43
SEPTEMBRE 98			

#### Marché des changes

Devise 17/08	Cours 12/08	11/08	10/08	Devise 17/08	Cours 12/08	11/08	10/08
ALLEMAGNE (100)	335,24	332	348	ALLEMAGNE (100)	335,24	332	348
AUTRICHE (100)	47,64	46,15	49,25	AUTRICHE (100)	47,64	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	15,25	14,68	16,78	BELGIQUE (100)	15,25	14,68	16,78
CANADA	5,55	5,85	4,25	CANADA	5,55	5,85	4,25
DANEMARK (100)	66,04	63	93	DANEMARK (100)	66,04	63	93
ESPAGNE (100)	3,93	3,87	4,27	ESPAGNE (100)	3,93	3,87	4,27
ÉTATS-UNIS	9,90	8,89	10,18	ÉTATS-UNIS	9,90	8,89	10,18
FINLANDE (100)	100,00	100	118	FINLANDE (100)	100,00	100	118
GROÈCE-BRETAGNE	9,13	8,23	10,18	GROÈCE-BRETAGNE	9,13	8,23	10,18
GRÈCE (100)	1,39	1,78	2,28	GRÈCE (100)	1,39	1,78	2,28
IRLANDE	4,41	4,31	8,85	IRLANDE	4,41	4,31	8,85
ITALIE (100)	39	31,8	3,88	ITALIE (100)	39	31,8	3,88
JAPON (100)	4,11	3,71	4,25	JAPON (100)	4,11	3,71	4,25
NORVÈGE (100)	8,74	7,50	83,50	NORVÈGE (100)	8,74	7,50	83,50
PAYS-BAS (100)	287,21	287	2,85	PAYS-BAS (100)	287,21	287	2,85
PORTUGAL (100)	2,27	2,25	8,85	PORTUGAL (100)	2,27	2,25	8,85
SUÈDE (100)	13,72	89,89	78,50	SUÈDE (100)	13,72	89,89	78,50
SUISSE (100)	402,30	380	419	SUISSE (100)	402,30	380	419

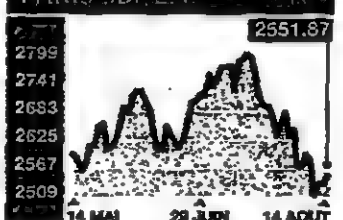
Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde ».

www.lemonde.fr

#### Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 14/08	Var. 13/08	Var. 11/08	Monde	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08
PARIS CAC 40	4007,61	+1,41	33,84	NEW YORK DJ	8459,50	-1,09	8,97
SBF 120	2799	+1,38	31,71	SP 500	2974,94	-0,86	10,77
SBF 250	2683	+0,72	31,21	NASDAQ	1622,64	-1,28	14,78
SECOND MAB	2229,94	-0,33	24,48	BUENOS AIRES M	1450,70	-0,82	-30,07
AMIDAC	1743,28	0,26	22,40	JOHANNESBURG	1708,98	-0,77	-2,15
LONGUEUR ETIO	4641,4	0,80	8,18	MEXICO BOLSA	2119,95	-0,28	-36,82
AMSTERDAM AEX	1158,14	1,10	26,78	SANTO SPIRITO	51,39	-0,58	-27,97
BRUXELLES BEL	3428,16	0,74	41,87	SÃO PAULO BOVL	2711,77	3,48	-14,57
FRANCFORT DAX	5483,24	2	38,58	TOKYO NIKKEI	15123,93	0,28	-38,54
HONG KONG HSE	9048,12	1,20	37,77	ASX 100	1490	18,86	37,72
MILAN MIB30	2535,77	2,16	41,20	BANGKOK SET	811,25	5,18	-37,45
STOCK 50	1370,49	1,58	22,42	HONGKONG H	1824,88	8,47	-32,82
STOCK 66	2011,09	1,48	—	SEOUL	26,83	0,43	-17,88
EURO STOXX 30	1299,04	1,47	—	SINGAPOUR ST	1167,85	0,28	-38,54
STOCK 50	1370,49	1,58	—	SYDNEY ALL O	2689	1,89	-1,82
EURO STOXX 50	1299,04	1,47	—	TOKYO NIKKEI	15123,93	-1,08	-0,88

#### PARIS SBF 250



#### Matières premières

En dollars	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08	En dollars	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08
MÉTALUX (LONDRES)	1629	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
CUIVRE 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
ALUMINIUM 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
PLOMB 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
ETAIN 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
ZINC 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
NICKEL 3 MOIS	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
MÉTALUX (NEW YORK)	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
ARGENT A TERME	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
PLATINE A TERME	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
SOJA CRUVE (CHIC)	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—
SOJA TOURTEAU (CHIC)	1521	0,49	—	SOUSSEAU	1182,9	-0,37	—

#### Pétrole

En dollars	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08	En dollars	Cours 13/08	Var. 12/08	Var. 11/08
BRENT (LONDRES)	15,59	—	—	BRENT (LONDRES)	15,59	—	—
WTI (NEW YORK)	15,29	—	—	WTI (NEW YORK)	15,29	—	—
LIGHT SWEET CRUDE	15,44	2,83	—	LIGHT SWEET CRUDE	15,44	2,83	—

#### Or

OR FINE BARRE	1529.37	-		TOKYO	15123.93
WTI (NEW YORK)	18.26	1.14			
LIGHT SWEET CRUDE	18.44	2.53			

Or

151458	
151345	
151292	



مكذاه من راحل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 15 AOUT 1998 / 13

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDEDI 14 AOUT  
Liquidation : 24 août  
Taux de report : 5,63  
Cours relevés à 12h30



CAC 40  
+1,44 %  
4008,47

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
B.N.P. (T.P.)	1015	1015	-0,07	1015
C.L. Lyonnais (T.P.)	966	966	+1,05	966
Renault (T.P.)	3078	3078	-0,22	3078
Saint-Gobain (T.P.)	1280	1280	-0,08	1280
Thomson S.A. (T.P.)	966,50	966,50	+1,04	966,50
Accor	1536	1536	+0,48	1536
ADP	351	351	+0,68	351
Air Liquide	619	619	+0,48	619
Alcatel Alsthom	1143	1143	-1,15	1143
Alstom	173,10	173,10	+0,60	173,10
Altran Techno.	1312	1312	+0,60	1312
Altran C.A.	1406	1406	+0,60	1406
Amis	740	740	+0,60	740
Amis Invest.	810	810	+0,60	810
Banque Paribas	10310	10310	+0,60	10310
Banque de France	330,70	330,70	+0,60	330,70
BIC	610	610	+0,60	610
B.N.P.	457	457	+0,60	457
Bouygues	1135	1135	+0,60	1135
Bouygues Tech.	3045	3045	+0,60	3045
Bouygues	1095	1095	+0,60	1095
Bouygues Off.	234,40	234,40	+0,60	234,40
Bull	71	71	+0,60	71
Carrefour	1266	1266	+0,60	1266
Carrefour Lorraine	397	397	+0,60	397
Carrefour	3506	3506	+0,60	3506
Cassini Gold	492	492	+0,60	492
Cassini Gold	335,50	335,50	+0,60	335,50
Cassini Gold (L)	1054	1054	+0,60	1054
C.C.F.	501	501	+0,60	501
Capit (L)	1048	1048	+0,60	1048
Carrefour	40,85	40,85	+0,60	40,85
Carrefour	627	627	+0,60	627
CGP	3061	3061	+0,60	3061
Chargers	407	407	+0,60	407
Christian Dior	668	668	+0,60	668
Christian Dior	612	612	+0,60	612
CIC - ACTIONS "A"	576	576	+0,60	576
Ciments Français	537	537	+0,60	537
Clarins	526	526	+0,60	526
Chloé Méditerranée	526	526	+0,60	526
Colson	553	553	+0,60	553
Colson	1266	1266	+0,60	1266

Comptoir Europ.	14,80	14,80	+3,84	14,80
Comptoir Europ.	3140	3140	+1,05	3140
Comptoir Europ.	461	461	+0,60	461
Comptoir Europ.	91,50	91,50	+0,60	91,50
Comptoir Europ.	940	940	+1,11	940
Comptoir Europ.	480	480	+2,21	480
Comptoir Europ.	1675	1675	+0,60	1675
Comptoir Europ.	1760	1760	+0,60	1760
Comptoir Europ.	235,50	235,50	+3,91	235,50
Comptoir Europ.	330,20	330,20	+2,96	330,20
Comptoir Europ.	980	980	+0,60	980
Comptoir Europ.	65	65	+3,17	65
Comptoir Europ.	225	225	+2,18	225
Comptoir Europ.	118	118	+1,10	118
Comptoir Europ.	205,50	205,50	+4,50	205,50
Comptoir Europ.	487	487	+1,36	487
Comptoir Europ.	701	701	+1,14	701
Comptoir Europ.	205,10	205,10	+0,59	205,10
Comptoir Europ.	2205	2205	+0,60	2205
Comptoir Europ.	1980	1980	+1,51	1980
Comptoir Europ.	505	505	+0,59	505
Comptoir Europ.	3300	3300	+1,21	3300
Comptoir Europ.	1045	1045	+1,16	1045
Comptoir Europ.	1540	1540	+2,59	1540
Comptoir Europ.	675	675	+0,74	675
Comptoir Europ.	740	740	+1,30	740
Comptoir Europ.	120	120	+1,00	120
Comptoir Europ.	461,20	461,20	+1,04	461,20
Comptoir Europ.	420	420	+2,28	420
Comptoir Europ.	530	530	+1,25	530
Comptoir Europ.	530	530	+1,25	530
Comptoir Europ.	552	552	+0,18	552
Comptoir Europ.	430	430	+0,60	430
Comptoir Europ.	315	315	+0,60	315
Comptoir Europ.	612	612	+2,77	612
Comptoir Europ.	185	185	+0,54	185
Comptoir Europ.	634	634	+0,60	634
Comptoir Europ.	615	615	+0,60	615
Comptoir Europ.	139,10	139,10	+0,71	139,10
Comptoir Europ.	860	860	+1,16	860
Comptoir Europ.	2220	2220	+1,28	2220
Comptoir Europ.	340,90	340,90	+0,60	340,90
Comptoir Europ.	1085	1085	+4,05	1085
Comptoir Europ.	715	715	+0,55	715
Comptoir Europ.	460	460	+0,60	460
Comptoir Europ.	175	175	+1,08	175
Comptoir Europ.	157	157	+2,54	157
Comptoir Europ.	2050	2050	+1,95	2050
Comptoir Europ.	460	460	+3,51	460
Comptoir Europ.	1121	1121	+0,80	1121
Comptoir Europ.	1760	1760	+1,30	1760
Comptoir Europ.	362	362	+1,60	362
Comptoir Europ.	439	439	+1,59	439
Comptoir Europ.	240	240	+1,59	240

Legrand	1465	1465	+0,34	1465
Legrand	920	920	+0,97	920
Legrand	268,20	268,20	+0,18	268,20
Legrand	784	784	+0,76	784
Legrand	3327	3327	+0,87	3327
Legrand	1050	1050	+0,87	1050
Legrand	1670	1670	+1,77	1670
Legrand	43,05	43,05	+2,20	43,05
Legrand	394,30	394,30	+2,13	394,30
Legrand	291	291	+1,13	291
Legrand	130	130	+0,46	130
Legrand	370	370	+0,82	370
Legrand	289	289	+0,12	289
Legrand	121,30	121,30	+1,06	121,30
Legrand	427	427	+1,17	427
Legrand	1185	1185	+0,50	1185
Legrand	40,70	40,70	+0,10	40,70
Legrand	577	577	+2,59	577
Legrand	1118	1118	+1,35	1118
Legrand	215	215	+2,19	215
Legrand	403,90	403,90	+0,22	403,90
Legrand	1111	1111	+0,54	1111
Legrand	980	980	+0,71	980
Legrand	102,10	102,10	+0,10	102,10
Legrand	496	496	+0,20	496
Legrand	3995	3995	+0,97	3995
Legrand	910	910	+1,09	910
Legrand	105,30	105,30	+0,10	105,30
Legrand	354	354	+0,72	354
Legrand	144,60	144,60	+0,06	144,60
Legrand	380	380	+0,06	380
Legrand	664	664	+0,60	664
Legrand	318,50	318,50	+1,80	318,50
Legrand	380	380	+1,38	380
Legrand	239	239	+0,79	239
Legrand	4900	4900	+0,79	4900
Legrand	1005	1005	+0,79	1005
Legrand	320	320	+0,96	320
Legrand	677	677	+2,31	677
Legrand	523	523	+0,76	523
Legrand	375	375	+2,50	375
Legrand	397,70	397,70	+0,52	397,70
Legrand	290	290	+1,38	290
Legrand	402	402	+1,19	402
Legrand	280	280	+2,59	280
Legrand	75,90	75,90	+1,12	75,90
Legrand	1140	1140	+1,75	1140
Legrand	1378	1378	+2,32	1378
Legrand	103	103	+0,87	103
Legrand	890	890	+1,12	890
Legrand	1288	1288	+1,40	1288
Legrand	414	414	+0,72	414
Legrand	288,80	288,80	+0,45	288,80

Sopha	256	256	+0,39	256
Sopha	421,20	421,20	+0,64	421,20
Sopha	495	495	+0,60	495
Sopha	1004	1004	+0,60	1004
Sopha	581	581	+2,27	581
Sopha	381	381	+1,54	381
Sopha	217	217	+2,76	217
Sopha	639	639	+0,60	639
Sopha	435,10	435,10	+0,60	435,10
Sopha	730	730	+1,09	730
Sopha	856	856	+0,70	856
Sopha	71	71	+0,60	71
Sopha	511	511	+0,60	511
Sopha	349	349	+0,60	349
Sopha	165,50	165,50	+0,30	165,50
Sopha	1261	1261	+1,68	1261
Sopha	102,10	102,10	+0,09	102,10
Sopha	1880	1880	+1,78	1880
Sopha	907	907	+0,77	907

General Elect.	531	531	+0,39	531
General Elect.	417,50	417,50	+0,60	417,50
General Elect.	695	695	+0,71	695
General Elect.	23,05	23,05	+1,30	23,05
General Elect.	54,10	54,10	+1,75	54,10
General Elect.	251	251	+1,59	251
General Elect.	761	761	+0,26	761
General Elect.	69	69	+1,06	69
General Elect.	263	263	+0,67	263
General Elect.	44,70	44,70	+0,60	44,70
General Elect.	85	85	+0,60	85
General Elect.	398	398	+2,30	398
General Elect.	746	746	+2,54	746
General Elect.	33,60	33,60	+1,04	33,60
General Elect.	410	410	+1,34	410
General Elect.	712	712	+5,52	712
General Elect.	11850	11850	+0,53	11850
General Elect.	48,40	48,40	+0,60	48,40
General Elect.	476,90	476,90	+1,06	476,90
General Elect.	230,10	230,10	+2,12	230,10
General Elect.	2238	2238	+0,53	2238
General Elect.	347,10	347,10	+0,60	347,10
General Elect.	455	455	+2,21	455
General Elect.	60,90	60,90	+1,25	60,90
General Elect.	478,10	478,10	+0,60	478,10
General Elect.	333	333	+0,60	333
General Elect.	10,10	10,10	+0,60	10,10
General Elect.	62,25	62,25	+0,60	62,25
General Elect.	208,60	208,60	+0,60	208,60
General Elect.	94,60	94,60	+1,47	94,60
General Elect.	333,90	333,90	+0,60	333,90
General Elect.	34,50	34,50	+0,60	34,50
General Elect.	308,20	308,20	+0,60	308,20
General Elect.	474,40	474,40	+0,60	474,40
General Elect.	363,60	363,60	+3,41	363,60
General Elect.	46,90	46,90	+1,74	46,90
General Elect.	415	415	+1,66	415
General Elect.	289,80	289,80	+1,00	289,80
General Elect.	73,20	73,20	+1,20	73,20
General Elect.	402	402	+1,28	402
General Elect.	333	333	+0,60	333
General Elect.	465	465	+0,60	465
General Elect.	116,80	116,80	+0,60	116,80
General Elect.	12,10	12,10	+0,60	12,10

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
VENDEDI 14 AOUT

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat. 8,75-91-02	117,35	117,35
CEPHE 8,75-91-02	105,07	105,07
CEPHE 8,75-91-02	121,73	121,73
CEPHE 8,75-91-02	122,94	122,94
CEPHE 8,75-91-02	107,01	107,01
CEPHE 8,75-91-02	114,24	114,24
CEPHE 8,75-91-02	108,08	108,08
CEPHE 8,75-91-02	129,42	129,42
CEPHE 8,75-91-02	117,12	117,12
CEPHE 8,75-91-02	102,45	102,45
CEPHE 8,75-91-02	106,42	106,42
CEPHE 8,75-91-02	125,62	125,62
CEPHE 8,75-91-02	114	114
CEPHE 8,75-91-02	100,01	100,01

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	34,10	34,10
Bacard	880	880
Bacard	810	810
Bacard	250	250
Bacard	110	110
Bacard	19,50	19,50
Bacard	3010	3010
Bacard	100	100
Bacard	520	520
Bacard	841	841
Bacard	2330	2330
Bacard	181	181
Bacard	743	743
Bacard	1610	1610
Bacard	50,70	50,70
Bacard	25,10	25,10
Bacard	236	236
Bacard	940	940
Bacard	596	596
Bacard	111,02	111,02
Bacard	1031	1031
Bacard	1919	1919
Bacard	116	116
Bacard	214,50	214,50

Cours précéd.		Derniers cours	
80	80	80	Interchange
94,10	94,10	94,10	Luchs
80	80	80	Memoria
810	810	810	MILPC International
250	250	250	Metal Deploy
153	153	153	Metal
13,52	13,52	13,52	MILPC (Ly)
8018	8018	8018	Navigation (Nle)
751	751	751	ONA 100 DH
50	50	50	Sotaro
840	840	840	Pos.Clarefoot(ry)
200	200	200	Paris Orleans
189	189	189	Promodis (CH)
100	100	100	PS Industriels
1610	1610	1610	Ragnol Roques SA
52,70	52,70	52,70	Rongier S
200	200	200	S&P
250,10	250,10	250,10	S&P.H
256	256	256	Softlog
340	340	340	Taltinger
908	908	908	Tour Eiffel
301	301	301	Vernandinos Sucr.
1011	1011	1011	Vicini
199	199	199	Canal Recepteur
1165	1165	1165	Eyn
214,30	214,30	214,30	Finixa



**SPORTS** Pour expliquer le peu d'efficacité de sa lutte contre le dopage, l'Union cycliste internationale (UCI) invoque le plus souvent le manque de fiabilité des moyens de contrôle et la

sophistication des produits utilisés. ● UNE ENQUÊTE DU « MONDE » démontre qu'il est actuellement possible de détecter - par prélèvement d'urine, de sang et d'air expiré - la plupart des

substances illicites. ● SEUL L'EMPLOI des hormones de croissance pose encore problème aux chercheurs. ● LE DIRECTEUR du Laboratoire national de dépistage du dopage, le professeur

Jacques de Caerz, dénonce « le terrorisme intellectuel des opposants aux contrôles qui pèse sur les fédérations sportives ». ● APRÈS LES AFFAIRES du Tour de France 1998, l'UCI a dévoilé,

jeudi 13 août, une série de mesures (suivi médical des coureurs, limitation des jours de course, etc.) qui devraient, selon elle, rendre la tâche des tri- cheurs plus délicate.

## Les nouveaux et multiples défis lancés à la science par le dopage

La course-poursuite entre les toxicologues et tous ceux qui détournent, chez les sportifs, les médicaments à des fins illicites n'a jamais été aussi intense. Les affaires du Tour de France permettent de dresser un état des lieux de cette « pharmacopée de l'ombre »

**LE COUP DE TONNERRE** qu'aura constitué, grâce au Tour de France 1998, la découverte de l'ampleur du dopage dans les milieux du cyclisme professionnel constituera sans doute une étape dans la lutte contre les procédés contraires à l'éthique sportive autant qu'à la morale médicale. L'usage de substances prohibées dans les milieux sportifs en général, le cyclisme en particulier, n'est certes pas nouveau. Jamais, pourtant, les consommations de produits illicites n'avaient atteint de tels niveaux.

Tout se passe comme si les progrès thérapeutiques issus de l'endocrinologie, de la biologie moléculaire et du génie génétique avaient, depuis moins de dix ans, élargi dans des proportions considérables cette « pharmacopée de l'ombre », provenant de filières plus ou moins connues et prescrites par des médecins marionnettes, avec l'aide de laboratoires complices. Et jamais la course-poursuite entre les toxicologues spécialisés dans la lutte contre ces procédés et les « sol-généralistes » des sportifs, qui participent au dopage de leurs poumons, n'a été aussi intense. Quel est, dans ce domaine, l'état des lieux ?

### LES BRONCHO-DILATEURS

Utilisés dans le traitement des crises d'asthme, ils sont recherchés, à des fins dopantes, pour l'augmentation rapide des capacités pulmo-

naires (et donc musculaires) qu'ils induisent. Les toxicologues savent identifier leur présence à partir d'échantillons urinaires. La difficulté est ici d'un autre ordre, dans la mesure où, à l'instar notamment des anesthésiques locaux, ces substances peuvent être utilisées par des sportifs professionnels dès lors que ces derniers disposent d'une ordonnance médicale les prescrivant. C'est ainsi que l'on observe une proportion croissante de sportifs de haut niveau souffrant, officiellement, d'« asthme d'effort », une entité pathologique aux contours qui mériteraient d'être précisés.

### ● L'ÉRYTHROPOÏÉTINE (EPO)

Personne, parmi les spécialistes de la lutte contre le dopage, n'aurait osé imaginer, avant les affaires du Tour, l'ampleur de la consommation de cette hormone naturellement synthétisée par l'organisme humain et qui a pour propriété d'augmenter la production de globules rouges, c'est-à-dire les volumes de transport sanguin d'oxygène et, *in fine*, la puissance musculaire. Mais comment auraient-ils pu en avoir une vision précise ? La concession majeure faite l'an dernier par l'Union cycliste internationale (UCI) autorisant les prélèvements sanguins n'a nullement permis, en pratique, de retrouver les traces des apports dopants en EPO. Bien au contraire. De manière quelque peu perverse, ces

prélèvements sanguins ont pu en- courager les consommations, en permettant une manipulation préalable des données hématologiques chez les cyclistes dopés (Le Monde du 8 août).

Or il n'y a ici aucune fatalité. En dépit des similitudes structurelles existant entre l'EPO naturelle et celle issue des techniques de manipulation génétique - utilisée à des fins thérapeutiques, chez les insuffisants rénaux sous rein artificiel notamment -, il est techniquement possible de faire la différence à partir de l'identification de certaines variations fines de structure (isoformes). Ce constat peut être fait grâce à de simples prélèvements urinaires. Une limite existe : la toxicologie la plus sophistiquée ne peut identifier la consommation de l'EPO que dans les vingt-quatre heures qui suivent la prise. Pour établir l'existence de consommations plus anciennes, les toxicologues ont toutes- fois déjà identifié d'autres pistes.

L'une des plus prometteuses ré- sultats des travaux du professeur Michel Audran (faculté de pharmacie de Montpellier). Elle fait actuellement l'objet d'étalonnages dans différents laboratoires en Norvège, au Canada et en Australie. Cette ap- proche consiste à calculer les concentrations de certaines molécules récepteurs (les récepteurs à la transferrine) qui augmentent en cas de prise d'EPO à des fins dopantes. Cette méthode indirecte permettrait d'identifier des consommations remontant à une semaine ou plus.

D'autres symptômes biologiques et physiologiques pourraient égale-

ment être pris en compte, comme l'existence d'une consommation anormalement élevée en fer, substance indispensable à l'action de l'EPO. La lutte contre l'utilisation de cette substance illustre la nécessité de dépasser le contrôle effectué à un seul moment de la prise de produit prohibé ; elle dispose désormais d'une série de paramètres mesurés à échéances régulières qui permettront d'établir de manière plus objective l'apparition ou l'ex- tinction d'une anomalie.

### ● LES « SANGS ARTIFICIELS »

On désigne sous ce terme les substances mises au point pour, en traumatologie et en chirurgie hémato- logique, faire l'économie de trans- fusions sanguines massives. La prin- cipale d'entre elles, administrée par voie intraveineuse, est le PFC (ou perfluorocarbonate), molécule de synthèse qui permet de fixer l'oxy- gène dans le sang sans augmenter le taux de globules rouges (ou héma- tocrité). Cette molécule, qui devrait bientôt obtenir une autorisation de mise sur le marché, a déjà fait son entrée dans des milieux sportifs professionnels. Elle peut être dé- tectée soit dans le sang, soit - ce qui est plus facile - dans l'air expiré, où elle peut être retrouvée dix à quinze jours après son administration initiale. Présenté comme dénué de risques dès lors qu'il est issu d'une production pharmaceutique de qualité (permettant une stabilité des émissions), le PFC a déjà été à l'or- dinaire d'accidents graves chez des sportifs, son utilisation mal contrô- lée pouvant notamment entraîner des embolies gazeuses.

### ● LES STÉROÏDES

Cette famille de substances hor- monales aux propriétés anabolis- santes, dont l'usage est répandu dans les milieux sportifs, pose elle aussi un problème fondamental en toxicologie : faire la part entre les molécules qui sont naturellement synthétisées par l'organisme hu- main et celles qui sont d'origine exogène. Compte tenu des nom- breuses combinaisons mises en œuvre aujourd'hui, associant des substances « masquantes » aux molécules actives, la lutte contre le dopage a dû multiplier les ap- proches en utilisant notamment des rapports entre les taux de cer- taines hormones naturelles (comme la testostérone) et ceux de leurs métabolites. En dépit des progrès, les méthodes actuelles ne constituent pas une panacée.

Les recherches en cours se basent sur des méthodes isoto- piques développées dans le do- maine des fraudes. La principale difficulté réside dans les volumes limités des échantillons urinaires disponibles : ils imposent une adaptation des techniques de ma- nière à ce qu'il soit possible, à partir de quelques millilitres d'urine, d'identifier la présence de diffé- rents stéroïdes d'origine exogène pouvant être utilisés à des fins dopantes, au premier rang desquels la nandrolone. Compte tenu de l'hétérogénéité des législations et des réglementations dans ce do- maine (les stéroïdes peuvent être utilisés ponctuellement par voie locale), l'espoir est dans une ap- proche globale qui chercherait à mesurer le catabolisme protéique.

du sportif (les réactions bio- chimiques par lesquelles l'orga- nisme produit ses déchets) : des anomalies observées à ce niveau traduisent des prises répétées sans aucune justification thérapeutique.

### ● L'HORMONE DE CROISSANCE

C'est sans aucun doute, avec l'EPO, la substance aujourd'hui la plus utilisée à des fins dopantes. Prescrite en médecine pour lutter contre les graves retards de crois- sance dus à des déficits endocrino- logiques d'origine cérébrale, elle peut, chez l'athlète, augmenter no- tamment, sinon le volume du moins la puissance musculaire. Les spécialistes de la lutte antidopage estiment que la consommation de cette hormone (administrée par voie intramusculaire) est au- jourd'hui de plus en plus associée à celle des stéroïdes anabolisants. La synergie entre ces deux sub- stances fournit des résultats specta- culaires dans la mesure où elle per- met de réduire les doses tout en augmentant les effets. Or il est au- jourd'hui impossible de dépister une pratique dopante par hor- mone de croissance à partir de la seule mesure du taux de cette substance dans le sang ou, *a fortiori*, l'urine. Les recherches visent à identifier des signes indirects ap- paraissant notamment au niveau du métabolisme osseux, l'usage il- licite de cette hormone provo- quant des anomalies dans l'équi- libre entre la construction et la destruction du tissu osseux de l'athlète.

J.-Y. N.

### TROIS QUESTIONS À...

JACQUES DE CAERZ

**1** Des spécialistes mettent en cause la lutte contre le dopage en arguant de sa grande inefficacité. Quelle est l'opinion du directeur du laboratoire national de dépistage du dopage ?

Cette remise en cause résulte de divers facteurs et, notamment, des lacunes concernant les recherches de prises d'EPO chez les cyclistes professionnels. Les méthodes ac- tuelles ne constituent ici qu'un garde-fou dont on découvre les li- mites et qu'il faudra améliorer puisque c'est techniquement pos- sible. Il existe aujourd'hui un terro- risme intellectuel des opposants aux contrôles qui pèse sur les fédé- rations sportives, et particulièrement sur l'Union cycliste internationale. Ce terrorisme se fonde sur le fait que l'on risque de déclarer pos- sifs des sportifs qui ne se sont pas dopés et conduit qu'il vaudrait mieux ne rien faire. Cela est redou- table, compte tenu des dangers majeurs auxquels on exposerait les athlètes si tous les efforts antido- page étaient réduits à néant.

**2** Comment, dès lors, peut-on parvenir à améliorer l'efficacité de la lutte contre le dopage ?

Il faut, pour minimiser les risques de faux positifs, obtenir des surveil- lances personnalisées et longitudi- nales des sportifs au lieu de se bor-

ner, comme c'est le cas aujourd'hui, à des examens ponctuels, aux ré- sultats plus ou moins aléatoires et qui peuvent toujours être contestés. Il nous faudra parvenir à ne pas ré- fléchir dans l'absolu, mais à travailler dans le relatif, à faire de l'individu sportif son propre témoin. Il faut mettre en place un encadrement médical individualisé plutôt que de se borner à des constats ponctuels exclusivement chimiques.

**3** Comment parviendra-t-on à une harmonisation dans ce do- maine ?

Cette harmonisation est indis- pensable. Elle ne résultera que d'une volonté clairement exprimée au plus haut niveau, celui du Comi- té international olympique et des grandes fédérations internationales. Mais l'espoir peut aussi venir de l'Europe. Les recommandations du Conseil de l'Europe, calquées sur celles du CO, pourraient très vite être transformées en directives eu- ropéennes déclinées ensuite à l'échelon de chaque pays. Dans l'Union européenne, seuls des pays comme la France ou l'Espagne dis- posent de directives législatives na- tionales. On ne parviendra à rien sans harmonisation, tant que chaque pays pourra craindre de pé- naliser ses sportifs ou son économie sportive au détriment des pays voi- sins.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

## L'analyse toxicologique des cheveux connaît encore des limites

### LAUSANNE

de notre envoyé spécial  
Spécialiste depuis près de dix ans des recherches en toxicologie conduites à partir du cheveu, le professeur Patrice Mangin, qui, après avoir œuvré à Strasbourg, di- recteur depuis deux ans l'Institut de médecine légale de Lausanne, se refuse à extrapoler quant à l'appli- cation de cette technique dans le champ du dopage. Pour le directeur de cet institut, accrédité par le Comité international olympique (CIO) et qui travaille pour de nom- breuses fédérations internationales (tennis, cyclisme et football, entre autres), il convient de faire la part entre le théorique envisageable et ce qui peut être mis en œuvre avec de raisonnables chances de succès.

Jadis limitée à quelques re- cherches anecdotiques (comme celle de l'arsenic), l'analyse toxicolo- gique du cheveu humain a commencé à prendre son essor il y a une dizaine d'années grâce au dé- veloppement de techniques mises en œuvre en médecine légale. Le cheveu, à la différence du sang et de l'urine, a la propriété de fixer, au fur et à mesure de sa croissance, les

substances étrangères à l'orga- nisme qui peuvent être présentes au sein de ce dernier. Cette fixation (qui résulte à la fois de l'alimentation sanguine du cheveu et de son imprégnation par la sueur) peut dès lors constituer le reflet d'une exposition chronique alors que les recherches sur le sang et les urines ne permettent de retrouver que des administrations à la fois récentes et aiguës.

C'est ainsi que l'analyse du che- veu ouvre de larges perspectives médico-légales, sa croissance moyenne (un centimètre par mois) permettant de remonter dans le temps jusqu'à environ un semestre. « Nous savons aujourd'hui retrouver sans difficultés majeures les traces de consommations chroniques de stu- péfiants, qu'il s'agisse d'opiacés, de cocaïne ou d'amphétamines », ex- plique Patrice Mangin. Ces analyses permettent, par exemple, de confirmer les dires qui, dans l'es- poir de voir réduire leur peine, ex- pliquent qu'ils sont également consommateurs. Mais en matière de dopage proprement dit, tout ou presque reste à faire. Et si, en théo- rie, l'analyse du cheveu est intéres-

sante, de nombreuses questions demeurent pour l'heure sans ré- penses.

L'une des principales limites tient au fait qu'il n'existe pas de procédures permettant de détecter dans le cheveu les substances hor- monales de nature protéique, au premier rang desquelles l'érythro- poïétine (EPO) et l'hormone de croissance. La recherche des ana- bolisants ne s'est, en outre, pour l'heure, conclue de manière positi- ve que chez certains adeptes du body-building : ils utilisaient ces produits à des doses telles que leur apparence physique permettait de conclure de visu à cette consom- mation.

### ÉPIDÉMIE DE CRÂNES RASÉS

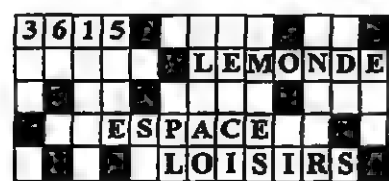
L'adaptation des pratiques do- pantes visant à déjouer les contrôles urinaires complique un peu plus encore les recherches toxicologiques sur le cheveu. « Le fait que des substances comme les corticostéroïdes puissent être inter- dites lors des compétitions mais au- torisées en dehors de ces périodes nous impose de valider pleinement ces techniques afin de fournir toutes

les garanties scientifiques face aux critiques et contestations qui, compte tenu des intérêts en jeu, ne man- quent pas », souligne le professeur Patrice Mangin. Si l'on retrouvait les traces, sur les cheveux prélevés chez certains coureurs du Tour de France, de prises répétées de cor- ticostéroïdes, il faudrait ainsi, pour conclure, démontrer que ces consommations coïncident avec une période de compétition ; une démonstration d'autant plus délicate que la croissance capillaire peut varier d'une personne à une autre.

Dans l'attente, les rumeurs concernant les possibilités de cette nouvelle approche antidopage ne sont sans doute pas étrangères à l'épidémie de crânes rasés et de tatouages exotiques observée depuis quelque temps dans diffé- rentes spécialités sportives. Conscients qu'il peut s'agir là de tentatives de dissimulation, les toxicologues font valoir que de telles analyses peuvent également être réalisées sur les poils axillaires et pu- biers.

J.-Y. N.

Un moment de détente...  
Consultez votre Minitel



et  
commandez (livres, CD et CD-Rom, vidéos)  
sortez (restaurants, expositions, spectacles)  
jouez (jeux primés)  
voyagez (séjours, billets d'avion,...)  
**3615 LEMONDE**

2,23 l/min

## Le plan de lutte de l'Union cycliste internationale

APRÈS avoir organisé trois réu- nions avec les représentants des or- ganisateurs de courses, des groupes sportifs et de coureurs profes- sionnels, l'Union cycliste internationale (UCI) a annoncé, jeudi 13 août, des mesures destinées à lutter contre le dopage. Si le phénomène était connu depuis longtemps, son am- pleur, révélé par les « affaires » du Tour de France, a semblé sur- prendre les dirigeants internatio- naux.

« L'objectif de ces réunions n'était pas de changer nos systèmes de contrôle, a prévenu l'UCI, devan- çant l'éventuelle déception des dé- fenseurs de la lutte antidopage. On ne peut guère aller plus loin que ce qui se fait : des contrôles à grande échelle pour les produits décelables, des tests sanguins permettant de maîtriser le problème de l'érythro- poïétine (EPO) et de conclure que

l'objectif santé, par la limitation de l'abus d'EPO, a été atteint ».

L'UCI a annoncé deux séries de mesures, pour lutter contre le do- page et pour agir sur les facteurs pouvant inciter à sa pratique. Dans la première série, figurent le suivi médical mis en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999 - « Tous les parties, et notamment les coureurs, doivent leur soumettre à ce plan », a affir- mé l'UCI, oubliant que l'entrée en vigueur immédiate de cette mesure avait provoqué la mauvaise hu- meur du peloton le 25 juillet lors de la 12<sup>e</sup> étape du Tour.

Il est également fait mention d'un programme de recherche pour déterminer le taux d'EPO endogène (naturel) d'un coureur cycliste. « Cela devrait permettre, à partir du milieu de l'année prochaine, de dé- terminer s'il y a des manipulations d'EPO exogène », a ajouté l'UCI. Ce-

la devrait aussi permettre d'en finir avec le seuil hématoxite (taux de globules rouges) de 50 % fixé arbi- trairement qui, de fait, encourage le dopage.

Enfin, le rôle des médecins d'équipe, sera renforcé à l'avenir. Les formations seront « assistées par des médecins diplômés en mé- decine du sport qui seront, en plus, tenus pour responsables du respect du règlement, de l'éthique du sport et de la santé de leurs coureurs ».

Dans la seconde série de me- sures, l'UCI a décidé une limitation d'activité des coureurs : « Le pro- blème réel n'est pas un calendrier surchargé mais plutôt celui du nombre de jours de course pour les coureurs, surtout pour les grandes équipes et les vedettes. » Pour y remédier, l'idée d'une limitation du nombre de jours de course entre 90 et 120 par an a été retenue. Pour-

tant, rares sont actuellement les coureurs qui présentent des scores aussi élevés.

Afin de démontrer que les orga- nismes et les directeurs sportifs ne sont pas des « esclavagistes », l'UCI a décidé d'entreprendre des études physiologiques pour démon- trer la compatibilité des obli- gations professionnelles des ath- lètes et de leurs possibilités physiques. Elle a annoncé une re- forme du système de cotation des épreuves et un nouveau système de calcul du classement des équipes, « dans le but de diminuer les contraintes des coureurs ». (Avec l'AFP)

■ Les organisateurs du Tour d'Espagne 1998 ont affirmé, jeudi 13 août, que l'épreuve (5-27 sep- tembre) ne passerait pas par la France comme prévu.



مركزاً من راحل

AUJOURD'HUI-STYLES

LE MONDE / SAMEDI 15 AOÛT 1998 / 15

sage urbain



Richard Sapper, en juillet, à l'Ecole des beaux-arts de Stuttgart.

est solide, puissante et bombée comme un casque prussien, et ses trois stries de cuivre évoquent une machine à vapeur, sorte de locomotive de compagnie toujours prête à offrir son énergie. Si une machine à café ne sert pas seulement à faire un expresso, et si elle est aussi l'accueil du petit matin, la lampe existe pour la surface de travail qu'elle va susciter et encourager. Et même le modernisme pur et dur qui se présentait comme une loi divine et universelle - la fonction crée la forme - a subi lui aussi le jeu de l'interprétation, devenant symbole de franchise et d'efficacité.

« La laideur aussi se vend très bien. Le design n'a rien à voir avec l'argent qu'on y met »

Le rôle du designer, seul ou en équipe, c'est peut-être de réinventer une synthèse du geste et de l'œil qui, au temps de l'artisan, existait spontanément car la main qui inventait l'outil était aussi celle qui allait s'en servir. Aujourd'hui, les intermédiaires et les étapes techniques sont si nombreuses, les solutions machinistes tellement variées, que l'on pourrait au cours du processus industriel perdre de vue la commodité, le sensuel et l'amicalité pour l'utilisateur. « L'ingénieur apprend à réfléchir selon le point de vue du constructeur, à produire plus facilement et moins cher. Le designer, lui, imagine et exprime le point de vue de l'utilisateur », rappelle Richard Sapper.

DESIGNERS DANS LE SIÈCLE

## Richard Sapper, ces objets qui nous veulent du bien

Formé à l'école allemande, un esprit européen se tourne vers l'Italie pour inventer une signalétique optimiste de la vie quotidienne

Après « Charlotte Perriand, une femme dans le fauteuil des hommes » (Le Monde du 1<sup>er</sup> août) et « Pierre Paulin, les années de la remise en formes » (Le Monde du 8 août), rencontrons avec Richard Sapper.

VIA BERETTA, à Milan, au numéro 3, la porte cochère est lourde, et la serrure répond avec le cliquement huile d'une arme qu'on enclenche. Clac, clac. « Beretta comme le pistolet », avait dit la voix au téléphone. Coups de fil à Los Angeles, entre deux missions au Japon, repérage à Stuttgart. Et rencontre dans son bureau-atelier de la cité lombarde avec celui qu'un de ses amis décrit comme « l'agent 007 » du design international. Auteur discret d'objets plus connus que lui, Richard Sapper inscrit son nom dans l'ombre d'une lampe, la Tizio, et, depuis les années 60 et 70, de plusieurs créations remarquables et remarquables.

Clac, clac. On allait entendre le même son métallique, précis et ajusté, quand se referme, en démonstration à la fin de l'entretien, la dernière invention d'un chercheur préoccupé d'urbanité qui veut aider ses contemporains à se déplacer en ville : un vélo pliant, léger et rapide, 8 kilos à 30 km/heure, qui emprunte ses matériaux à l'aéronautique et se range au format d'une paire de skis. La Zoom Bike, éditée à Milan, sera commercialisée prochainement. Projeté sur l'écran d'un ordinateur, un petit scénario de course-poursuite met en scène les vertus de l'engin. Et rabattant le couvercle de l'appareil, le designer-consultant pour IBM depuis vingt ans nous présente un exemplaire de la plus récente génération de Think pad, ou bloc-notes, micro-ordinateur portable, noir, net et ultramince par rapport aux premiers modèles lancés au début des années 90.

Les outils qui nous entourent, ces bureaux sur lesquels nous travaillons - ici même, dans notre journal -, ces écrans, ces petits dômes, ces radios qui nous amusent, ces postes de télé qui nous sidèrent, ces robots ménagers colorés, certains de nos contemporains nous les ont dessinés. Ces instruments noirs ou acérés que nous offrons comme on offrirait des bijoux et que nous affichons comme des grigris, tous ces accessoires qui ne semblent plus superflus, caractérisent notre environnement quotidien. Jusqu'à exprimer ce que nous voulons représenter de nous-mêmes.

Ainsi de la lampe Tizio, oiseau

noir hant sur pattes, mathématiquement équilibrée et contre-balançée quel que soit le mouvement qu'on lui donne, l'une des toutes premières à utiliser l'ampoule halogène. En l'imaginant en 1972 pour Ernesto Gismondi, patron de Artech à Milan, Richard Sapper venait de réécrire un classique, la lampe dite d'architecte.

On connaissait le premier modèle à contrepoids dessiné par un Français, Busquet, en 1927, vite suivi par l'Angloise, anglaise, de Cawardine en 1932, avec ressorts et pinces de table. En quelques traits, bras conducteurs, contrepoids pour assurer la diversité des positionnements, cylindre du socle pour caser le transformateur, Sapper traçait une économie des formes entièrement renouvelée. Exprimer une modernité sans heurt pour une génération tout juste arrivée à la reconnaissance de ces mécaniques nouvelles et à une certaine aisance financière.

Il y a des designers qui découvrent et protègent leurs créations dans le cocon des commentaires. Et ceux qui laissent parler leurs objets. Pourquoi la lampe Tizio est-elle devenue un classique ? Richard Sapper préfère répondre qu'il ne sait pas. A propos des ordinateurs, il dira seulement qu'il est attentif à ce que « les choses n'entravent pas son champ de vision et de réflexion ». « Quand j'ai besoin de l'ordinateur, je peux l'ouvrir, quand il est fermé, je veux qu'il ne soit pas plus présent qu'une boîte à cigares. » Même la couleur pourrait devenir encombrante : d'où cette disparition par le noir ou bien la neutralité des gris et des beiges chez d'autres constructeurs. En sachant que c'est aussi pour un meilleur contrôle des stocks que les fabricants préfèrent l'uniformité. Ils n'ont pas oublié la pro-

messe d'Henry Ford : « Les clients pourront choisir la teinte de leur voiture, à condition qu'ils la préfèrent noire. »

Pour la lampe, Sapper avait étudié d'abord son propre cas. Un

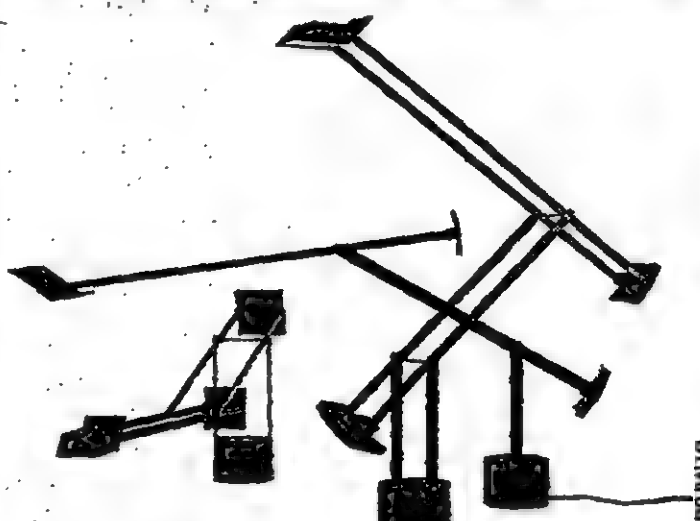
design puriste sensible, par exemple, dans les produits de la marque Braun, sa réponse est claire : « En 1954, j'ai rencontré Max Bill, le futur directeur. Heureusement peut-être, cette école n'était pas encore ouverte, et je suis parti en Italie. On a dit qu'ils appliquaient les principes du Bauhaus ; il me semble qu'ils ont appliqué plutôt les résultats du Bauhaus. Car le plus important, à Weimar et à Dessau, dans les années 30, sous l'impulsion de Gropius, avait été la diversité des enseignants, la force de leurs personnalités. Si l'école d'Ulm avait agi de même, elle aurait pu faire venir quelqu'un comme Sotass justement... »

Mais si le mouvement postmoderne s'amuse à bousculer les principes du Bauhaus, il suggère aussi un nouveau regard sur les formes que l'on a pris l'habitude de tenir pour belles et harmonieuses. Les objets fonctionnalistes eux-mêmes adoptent une touche d'ironie. C'est l'histoire de cette bouilloire à sifflet dessinée par Sapper en 1983 - best-seller à ce jour que l'on trouve jusque dans les boutiques d'aéroport, comme les carrés de soie. « Les Italiens n'utilisent pas de bouilloire, et c'est le distributeur d'Alessi pour l'Allemagne qui m'avait demandé d'y penser. Elle a été conçue pour le public allemand et c'est vrai que je l'ai imaginée comme une réponse au « persiflage » [en français dans le propos] des postmodernes. » En compétition avec l'oiseau bleu posé sur le bec de l'ustensile par l'Américain Michael Graves, la « Bouilloire » de Sapper pour Alessi

dans les sociétés développées. Rôle commercial, sociologique, esthétique, ludique, ou simplement pratique. Bien inspiré, le jeune Sapper, qui avait étudié un peu de commerce pour rassurer un père artiste-peintre puis, choisissant le design, s'était aguerri deux ans chez Mercedes à Stuttgart, répond à une attraction naturelle vers l'Italie.

A Milan, en 1955, il travaille d'abord chez l'architecte Gio Ponti, époque florissante, puis débute une collaboration de quinze années avec celui qu'il appelle son mentor, Marco Zanuso. Avec lui, il co-signera une chaise légère, une radio-cube pliante, des télévisions profilées, des meubles en plastique empilables ; travail plein d'optimisme. La vivacité de la moyenne industrie lombarde et de patrons prompts à l'enthousiasme aubainait alors un milieu cosmopolite où, selon Richard Sapper, « l'on n'attendait jamais longtemps pour placer une bonne idée ».

Rigueur germanique, inventivité italienne, les produits issus de l'alliance Zanuso-Sapper tiennent leur rang dans le climat créatif des années 60. Quand la contestation postmoderne prendra forme du côté du groupe Memphis animé par Ettore Sottsass, Sapper fera alors figure de fonctionnaliste classique. Mais quand on l'interroge aujourd'hui sur l'école d'Ulm, d'où émergea, dans les années 50-60, une certaine forme de

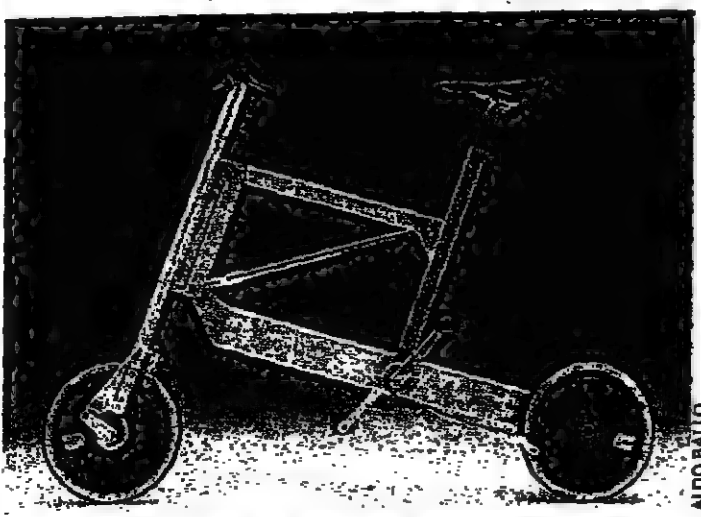


Lampes Tizio pour Artech, 1972.

bureau couvert de papiers, de projets, peu de place pour poser un luminaire, le besoin de pouvoir d'un doigt léger modifier l'orientation, une lumière égale, une hauteur à volonté. Et pour les halogènes, des ampoules pour automobiles dans les premiers modèles.

Chez lui, repaire et laboratoire à la fois, où les prototypes de cafetière voisinent avec les cerf-volants chinois et une vue du port de Hambourg peinte par son père, émergent toujours sur les tables encombrées plusieurs Tizio, signes anciens et toujours précurseurs de travaux en cours.

Avant d'être américain, le design industriel est né en Europe, discipline anglo-saxonne que pre-



Bicyclette pliante, la Zoom Bike. Sortie prévue en octobre.

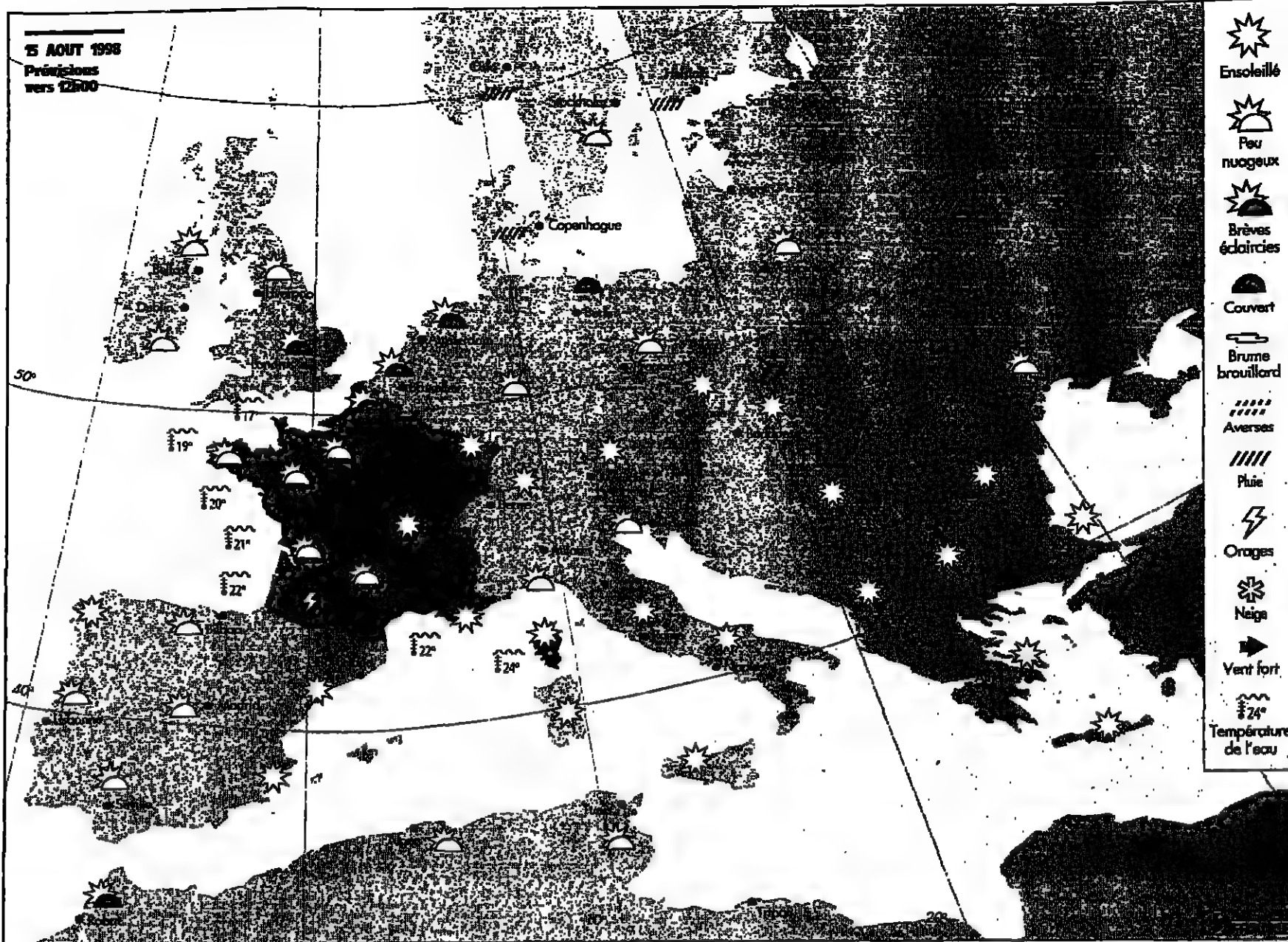


Bouilloire musicale pour Alessi, 1983.

Michèle Champenois



مركزا من لاهل



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**JERSEY.** Le réseau cyclable continue de se développer. Il devrait couvrir l'ensemble de l'île Anglo-Normande d'ici à l'an 2000. Une carte routière, en vente à l'Office du tourisme de Saint-Hélier, donne l'état des lieux de ces *Green Lanes*. Le transport des bicyclettes est gratuit sur tous les navires de la compagnie Condor Ferries, qui offre trois allers-retours quotidiens jusqu'au 15 septembre, sauf le dimanche, entre Saint-Malo et Saint-Hélier. Prix : 435 F, tarif adulte longue durée. Réservation au téléphonant au 02-99-200-300. Minitel 3615 Jersey.

**AUTRICHE.** Selon un rapport de la Commission européenne, l'Autriche serait, au sein de l'Union, le pays qui possède les lacs de baignade les plus propres des pays d'Europe. Sur 268 sites recensés par les enquêteurs qui ont effectué l'étude, la qualité de l'eau est déclarée remarquablement bonne dans 85,1 % des cas, et acceptable pour 96,6 % des relevés effectués.

**FRANCE.** Les détenteurs de la carte Adésio (carte bancaire de La Poste récompensant la fidélité de ses adhérents) peuvent désormais bénéficier de 100 F de réduction sur chaque location d'un véhicule de la société Budget (troisième loueur mondial) ou d'un surclassement sur les forfaits « Go Budget week-end » en échange de 100 points Adésio et sur présentation du coupon de réduction disponible à La Poste. Pour profiter de cette offre, il faut réserver quarante-huit heures à l'avance en téléphonant au 0800-10-00-01, le numéro vert de la centrale Budget.

## Quelques orages au sud

**SAMEDI**, la dépression située au large de l'Islande génère une perturbation qui concernera la moitié nord du pays. Mais dans un champ de pressions encore élevé son activité sera faible et elle ne donnera que peu de nuages. En revanche les remontées nuageuses d'Espagne affecteront la moitié sud et seront parfois accompagnées de quelques coups de tonnerre.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Sur Bretagne et Basse-Normandie la matinée sera couverte avec quelques gouttes, l'après-midi des éclaircies se développeront. Sur les pays de Loire le soleil dominera. Les températures voisines de 20 degrés près des côtes atteindront 25 ou 26 degrés dans l'intérieur.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Sur le Centre le soleil brillera toute la journée. Sur les autres régions les passages nuageux seront plus nombreux. Les températures seront comprises entre 20 et 27 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.**

Ces régions bénéficieront d'un temps agréable avec un ciel bien dégagé et des températures proches de 27 ou 28 degrés.

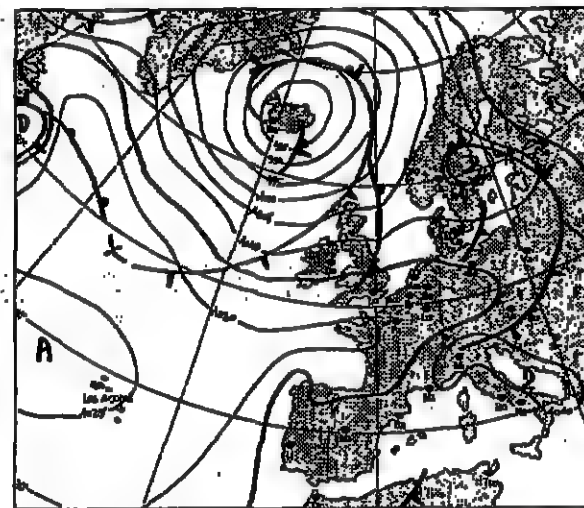
**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Le matin des nuages envahiront l'Aquitaine, l'après-midi ils gagneront Midi-Pyrénées. Des foyers orageux se développeront, en particulier sur le relief. Sur Poitou-Charentes la journée sera ensoleillée. Il fera de 27 à 33 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** La matinée sera ensoleillée sur l'ensemble des régions. L'après-midi les nuages seront plus nombreux sur le sud de l'Auvergne et de Rhône-Alpes et quelques orages éclateront. Il fera de 28 à 33 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Côte-d'Azur, Corse.** Sur Languedoc-Roussillon le ciel sera dégagé le matin, l'après-midi des nuages parfois orageux gagneront la région. Sur Provence Alpes Côte-d'Azur et Corse le soleil sera au rendez-vous. Les températures souvent proches de 30 degrés pourront atteindre 35 degrés dans l'intérieur.

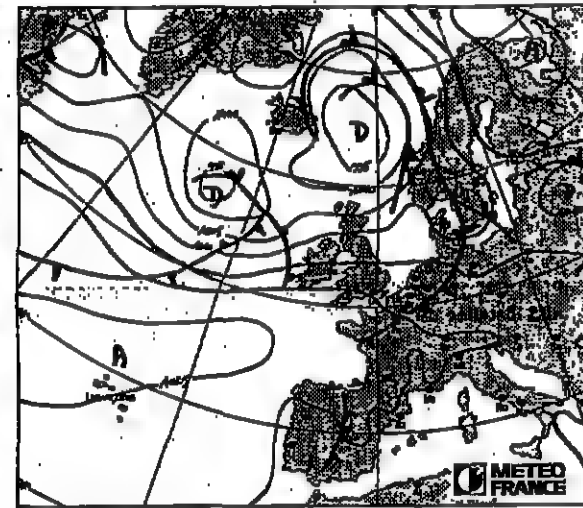
**PRÉVISIONS POUR LE 15 AOÛT 1998**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.  
S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; \* : neige.

FRANCE métropole	18/20 S
AYACCO	18/23 N
BIARRITZ	13/27 S
BORDEAUX	12/27 S
BOURGES	13/21 S
BREST	14/19 S
CAEN	12/21 S
CHERBOURG	13/29 S
CLERMONT-F.	13/27 S
DJON	14/29 S
CHENOBLE	12/23 N
LILLE	14/26 S
LYONS	13/29 S
MARSEILLE	20/31 S
NANCY	11/25 S
NANTES	12/27 S
NICE	21/29 S
PARIS	13/26 S
PAU	16/26 N
PERPIGNAN	19/29 S
RENNES	11/24 S
STRASBOURG	12/26 S
TOULOUSE	16/29 S
TOURS	11/26 S
FRANCE outre-mer	
CHARENTAISE	23/29 P
FORT-DE-FR.	26/31 N



Prévisions pour le 14 août à 0 heure TU

2024 C	17/33 S	MILAN	15/29 S
22/27 S	15/29 S	MOSCOW	13/20 P
25/31 N	10/16 S	MUNICH	16/30 S
20/25 S	10/16 S	OSLO	16/27 S
13/22 N	11/16 P	PALMA DE M.	16/27 S
25/31 N	11/16 P	PRAGUE	16/27 S
25/31 N	11/16 P	ROME	16/27 S
10/16 S	18/27 S	SEVILLE	16/27 S
14/31 S	12/19 S	ST-PETERSB.	16/27 S
17/28 C	15/22 N	STOCKHOLM	16/27 S
14/27 S	16/27 S	TENESSE	16/27 S
14/25 N	21/34 S	VARSOVIE	16/27 S



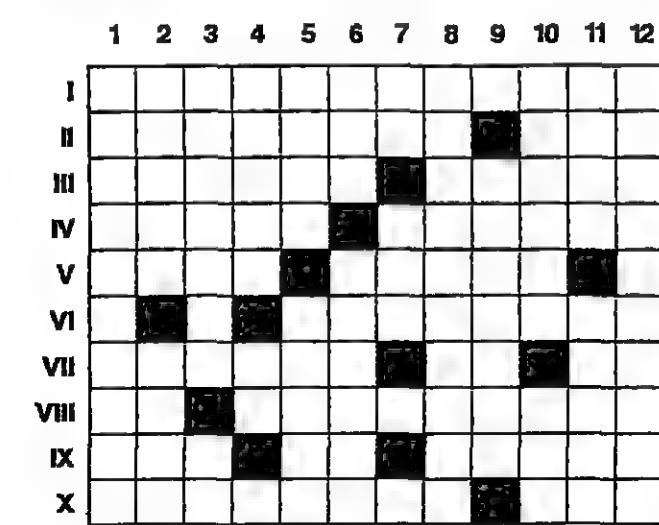
Prévisions pour le 15 août à 0 heure TU

22/28 N	VENISE	22/29 S	SANTIAGO DE C.	21/27 N	ASE-OCEANIE
10/20 P	VIENNE	16/28 S	TOKYO	17/27 N	BANGKOK
12/28 S	AMSTERDAM	22/32 S	WASHINGTON	18/31 S	BOMBAY
12/18 P	BRASILIA	15/29 S	ABRUQUE	23/30 S	DUBAI
19/31 S	BRUSSELS	3/16 C	ALGER	23/30 S	HANOI
14/26 N	CARACAS	22/31 P	DAR	27/30 N	HONGKONG
22/31 S	CHICAGO	19/26 S	KINSHASA	20/29 N	JERUSALEM
20/31 S	LIMA	16/19 C	LECAIRE	24/34 S	NEW DELHI
17/31 S	LOS ANGELES	19/24 N	MARRAKECH	18/33 S	PEKIN
12/15 P	MEXICO	14/21 P	MAIROBI	15/25 S	SEOUL
12/19 S	MONTREAL	20/25 P	PRETORIA	5/21 S	SINGAPOUR
14/25 S	NEW YORK	21/26 S	RABAT	17/24 N	SYDNEY
12/20 S	SAN FRANCISCO	14/22 S	TUNIS	26/30 N	TOKYO

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98194

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

I. Apportera donc du tonus. - II. Préciser point par point. Un spécialiste dans son secteur. - III. Mettre un point final. Roulement, avec les caisses et les bagnoles. - IV. Assurera la fin. Rendue nulle par défaut. - V. Évite les répétitions. Plus ils sont serrés, plus ils sont forts. - VI. Un risque quand les vitamines B1 viennent à manquer. - VII. Glace en tombant. Démonstratif. Directions opposées. - VIII. Dans la gamme. Sur les traces de Baden-Powell. -

### VERTICALEMENT

I. Deux couleurs qui font une vilaine couche. - 2. Jamais entendu. Autre capitale du jeu et de la séparation. - 3. Pour voir passer les sons. Sans floriture. - 4. Un raccourci pour celui qui part sans rien. Personnel. - 5. Mettra en œuvre. Rée en forêt. - 6. Grogne d'hier. Démonstratif. - 7. Bout de limace. Coule en Pro-

vence. - 8. Fait tout pêter un beau soir de juillet. - 9. Très présent mais n'a pas le beau rôle dans un film à succès. - 10. Bien accroché. Ame bouleversée. - 11. Déchet à évacuer. Sert à manœuvrer de lourdes charges. - 12. Réserves naturelles au bord de l'eau.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 98193

#### HORIZONTALEMENT

I. Antagonismes. - II. Réalité. Fila. - III. Rutillant. Tau. - IV. Ite. Enervant. - V. Errât. Tierce. - VI. Râ. Uti. Tender. - VII. Elude. Est. Ee. - VIII. Bineras. El. - IX. Atèles. Deuil. - X. Ne. Assassine.

#### VERTICALEMENT

I. Arrière-ban. - 2. Neutralité. - 3. Tâter. Une. - 4. All. Au-delà. - 5. Ciliatères. - 6. OTAN. Ass. - 7. Nénettes. - 8. Trés. DS. - 9. SF. Ventées. - 10. Mitard. Lui. - 11. Elancée. In. - 12. Sauterelle.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0385-2237

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Guisbong  
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## PHILATÉLIE

### Stéphane Mallarmé

À L'OCCASION du centenaire de la disparition du poète Stéphane Mallarmé (1842-1898), La Poste mettra en vente générale, lundi 7 septembre, un timbre à 4,40 F. L'auteur d'*Héroïde* et... de plus d'une centaine de quatrains d'adresses, rédigés sur les enveloppes de courriers destinés à ses proches - « Sans t'endormir dans l'herbe verte/Naïf distributeur, mets-y/ Du tien : cours chez Madame Berthe/Manet, par Meulan, à Mézy » (lettre adressée à Berthe Morisot, belle-sœur du peintre Edouard Manet) -, rejoint Verlaine, Gide, Valéry, entre autres, au Panthéon philatélique.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Jean-Paul Vélard-Lemarié, gravé par Pierre Albuissou, est imprimé en taille-douce et offert en feuilles de cinquante exemplaires.

P. J.

\* Vente anticipée les 5 et 6 septembre à Vulaines-sur-Seine (Seine-et-Marne), au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée Mallarmé, 4, quai Stéphane-Mallarmé ; à Sens (Yonne), au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour » ouvert au palais synodal, place de la République. \* Souvenirs philatéliques :



carte, enveloppe, 15 F plus port, auprès de M. Mouret, 49, rue Maurice-Prou, 93100 Sens.

### EN FILIGRANE

■ Henri Garcia président des négociants en philatélie. Après avoir vécu quelques mois d'instabilité, la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP) a élu Henri Garcia à sa présidence. Candidat de consensus, Henri Garcia, né le 11 janvier 1949 à Paris, succède à Roger Calves. Il a commencé sa carrière, en 1975, au Carré-Marigny, à Paris. Se spécialisant dans le commerce de gros, il tient d'abord un magasin rue Drouot, avec son frère Jumeau, avant d'ouvrir boutique, en 1979, passage des Panoramas. Et ses enfants ont repris la Bourse du collectionneur, rue Saint-Marc. Longtemps trésorier de la CNEP et responsable de la commission des litiges, Henri Garcia a dû, pour élargir son mandat, résoudre, avec succès, un litige sur le prix des stands à la prochaine exposition philatélique mondiale, PhilaFrance 99.

■ Ventes. Résultats de la vente sur offres Baudot (Paris, tél. : 01-42-96-51-12) du 20 juin, six enchères ont dépassé 50 000 F, dont un ensemble de marques postales de France et d'Europe mis à prix à 120 000 F et adjugé 147 000 F. Au catalogue de la vente à prix nets Rivoli-Philatélie (146, rue de Rivoli, 75001 Paris), on notera en vedette le Peynet, émis en 1985 accidentellement sans valeur faciale, à 79 000 F.



# CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 15 AOÛT 1998

**CHANSON** Le chanteur et compositeur Nino Ferrer s'est donné la mort, jeudi 13 août, d'un coup de fusil de chasse, non loin de son domicile de Saint-Cyprien (Lot). Il allait

avoir 64 ans le 15 août. ● DEPUIS LES ANNÉES 60, il a été l'auteur de nombreux succès, parmi lesquels *Les Cornichons*, *Le Téléphone*, *Mirza*, *Le Sud*... Il avait créé un style très

personnel, une rage de jouer inspirée par le blues, l'absurde et la dérision. ● MUSICIEN DE JAZZ à l'origine, Nino Ferrer se sentait toutefois enfoncé dans ces tubes,

où il ne se reconnaissait pas tout à fait. Refusant de se plier aux règles d'un show business qui, en Italie, était allé jusqu'à le transformer en star publicitaire, il souhaitait qu'on

écoute la « face B » de son œuvre. ● DANS LE LOT, où il avait choisi d'habiter, il vivait entouré de ses proches, et se consacrait à la peinture. Sa mère était morte il y a peu.

## Nino Ferrer, le chanteur qui voulait échapper à ses succès

L'auteur de « Mirza » et du « Téléphone » s'est donné la mort. Il vivait dans le Quercy, où il peignait. Grand escogriffe inquiet, tournant le dos à la politique mais pas à ses convictions, notamment écologistes, il voulait se libérer du carcan de ses tubes, que des générations de Français n'ont cessé de fredonner

UN SOUPÇON trop jeune pour être patriarcal (de son vrai nom Agostino Ferrar, né à Gênes, Italie, le 15 août 1934), l'auteur du *Sud* aimait ce Lot, ce Sud-Ouest français, « où le fait d'absorber autant de palmipèdes gras, des oies et des canards, prolonge la vie ». C'est là qu'il a décidé de se donner la mort d'un coup de fusil de chasse, à trois kilomètres de Montcuq.

Nino Ferrer a traversé trente ans de chanson et de rock français avec l'aplomb d'un hard-rockeur qui serait tombé dans un bain de musique country à tendance latine. Santiags devant, regards de velours derrière. Dans le salon de la Tallade, sa bâtisse carrée du XV<sup>e</sup> siècle, à Saint-Cyprien, trônent des tableaux, les siens. Il peignait car, comme d'autres chanteurs, il considérait la chanson comme un « art mineur » (Gainsbourg), « art mineur de fond » (Nougaro).

Et, pourtant, Nino Ferrer a fait beaucoup pour notre bonheur chanté. Avec sa voix rauque, ses accès de guitare venus comme des colères, il a balancé des bouffées d'humour gratuit — énumérations anodines et tordantes, « des cornichons, de la moutarde, du pain, du beurre, des petits oignons, des confitures, et des œufs durs » ou litames exaltés, « Vieux-tu venir ici, je ne le répéterai pas, Vieux-tu venir ici... » — et s'appuyant sur l'aspect du blues et sur les drames quotidiens de l'homme sapiens de base. Passionné, soupe au lait, latin, méditerranéen, Nino Ferrer revendiquait ses origines : « Péninsulaire par son père, Français par sa mère, issu d'une famille italienne et néo-italienne-Catalane avec « un côté gascon, un côté normand ».

C'est en 1963 qu'il entre dans le jeu, avec un heureux 45 tours. Pour oublier qu'on s'est aimé. Deux ans plus tard, la France entière chante *Mirza*, *Ho, hé, hé, bon !* et le *Téléphone*. Les *Cornichons*, un standard que trois générations de potaches révisent chaque année dans les cours de récré, continuent de nourrir à l'étranger l'idée d'un esprit français, moqueur, légèrement distant, bien enlevé.

Ferrer fut d'abord contrebasiste. Il est passé par l'école du jazz, compagnon de Bill Coleman pendant deux ans, puis par celle de la soul américaine (il tenait la basse Fender auprès de Nancy Hollower). Dans les années cinquante, il joue avec un groupe de Dixieland, Richard Benet et les Dixie Cats, et se convertit au rock. « Je suis passé de la musique ternaire à la musique binaire, nous disait-il chez lui, l'été 1995. Le rock est un état d'esprit : la vérité, la sincérité, l'énergie.

**« Avec des mots qui font sourire, on fait passer toutes les pilules »**

L'été 95, Véronique Mortaigne avait longuement rencontré Nino Ferrer dans sa propriété du Quercy, au centre d'un triangle formé par Castelnau-Montrater, Montcuq et Lauzerte.

Sur la vanité du succès : « Le succès, au début, c'était génial. Jusqu'à la fin des années 60, ce fut un enchaînement de découvertes, de plaisirs. Au bout de trois ans, j'ai commencé à être en totale révolte (...) Je n'ai rien contre les amateurs publics, les comiques, les cracheurs de feu, mais chanteur de variétés, non. »

Sur le show-business : « Je n'ai pas voulu rentrer dans un moule, et ça c'est impardonnable pour les gens du show-biz. Eux ne savent pas faire autre chose que d'exploiter un filon qu'ils ont eux-mêmes créé. »

Sur l'engagement : « Parler du sida ou de Tchernobyl de façon pompeuse, c'est lourd. Mais avec des mots qui font sourire, on fait passer toutes les pilules. C'est comme ça que je suis. Pas de croûte. »



Chez lui, dans le Lot, en 1991. « Je suis un solitaire avec un clan, je suis une bulle dans laquelle vit mon monde. »

Avant, je ne comprenais pas ça, ces grosses guitares saturées, le bruit. Aujourd'hui, j'aime le rock binaire, lourd, fracassant, mais qui swingue. »

Nino Ferrer, c'était une longue suite d'incompréhensions. Le chanteur avait une idée précise de lui-même : un mélange de prince russe (comme celui qu'il avait inspiré à Hugo Pratt dans un album de Corto Maltese), de paysan-proprétaire, de ténor désabusé et de musicien intelligemment écoloclique. Amuseur public, jamais. Ce décalage l'irritait : d'un côté, la masse de son public, celui des *Cornichons*, appuyé par le show-business ; de l'autre, lui-même. Le Ferrer n°1 était un collectionneur de tubes, heureux de sa gloire. Le Ferrer n°2 voulait qu'on écoute la face B de son œuvre : l'album-concept *Métamorphose* (1972), ou encore *C'est irréparable* (un an d'amour), un de ses succès majeurs, piraté, chanté en italien par la grande Mina, puis en français par Dalida, avant d'être tiré sous la forme de *Un an d'amour* dans *Tolons aiguilles*, le film de Pedro Almodovar.

Quoi qu'il fasse, chacun de ses albums, qu'il imaginait, lui, dans leur entier, était inévitablement masqué par un tube : *La Maison près de la fontaine*, tiré de *Métamorphose* ; *Le Sud*, extrait de *Nino and Radiah* (1974)...

Et pourtant n'est-ce pas une belle histoire que celle de Mirza et du *Téléphone*, qui traversent les générations ? Non. Pour lui, c'était un étouffement. « Ces chansons traversent les années parce qu'elles ont été matraquées en radio. Le show-biz a fait ce qu'il fallait pour les faire entrer dans la tête des gens. Mirza, c'est un blues en mineur sur tempo rapide, rien de plus. Le *Téléphone*, c'est un texte rigolo qui aurait sûrement fait rire Max Jacob ou Alfred Jarry. Mais leur réalisation musicale et technique était épouvantable. »

Le succès l'oppressait comme une camisole de force. Comment se tirer des pattes des « dragons du show-biz », qui le prenaient pour un « outil malléable » ? La question le hantait. Contrats léonins, manipulations, utilisations... Il refusait d'être catalogué à vie « chanteur français » : « Personne ne s'est jamais aperçu que j'avais toujours essayé de faire des groupes de rock. Je me sens plus proche de Jacques Higelin, de Nini Desir que de Sargol ou Dorothée. » La preuve ? La reprise par les Three Young And Fresh Fellows, un groupe grunge de Seattle, d'un de ses titres, *NF in Trouble*, composé en 1968.

En 1964, séduit par le succès en Italie de *Je veux être noir* (Pelle Nera en italien), une chanson qu'il estimait davantage conforme à son image, Ferrer émigre. « J'ai cru qu'en Italie je pourrais sortir de cette image d'auteur de chansons rigolotes qui me collait à la peau. » Ce sera pire. Les Italiens lui font présenter une émission de variétés mastoc à la télévision, qui le lance sur l'apocalyptique *Contagio*, le Tour d'Italie en chansons. Ferrer

**« Ces chansons traversent les années parce qu'elles ont été matraquées en radio. Le show-biz a fait ce qu'il fallait pour les faire entrer dans la tête des gens »**

devient, grâce aux fromages Kraft, une star de la publicité. Un « album-concept » enterré, *Rats and Roli*, par sa maison de disque italienne, et encore une fois, Ferrer part en claquant la porte. Son escapade italienne avait duré trois ans. En 1972, il rencontre l'ex-guitariste de T-Rex, Micky Finn, et son groupe, les Heavy Metal Kids. « Ce fut, disait-il, une rencontre puissante et foudroyante », d'où sort un album brut, *Nino Ferrer and Legs*, en attendant *Blanc*, œuvre à rallonges commencée en 1976, « une création collective » terminée en 1979, et qui l'amena dans le Lot.

**Claude Nougaro : « Il avait le sang bleu de l'âme »**

CLAUDE NOUGARO a salué le « grand écrivain du rythme » que fut Nino Ferrer. « C'était un esthète, selon le chanteur, interrogé sur France Inter. Il avait un côté aristocratique de la beauté, de l'art. Il était pur. Et cela ne m'étonne pas qu'il se suicide parce qu'il avait son drame. (...) Entre nous, il y avait quand même une sorte de filiation profonde au point de vue du rythme. C'était un passionné de rythme. (...) Je suis vraiment ému par cette mort, et ce suicide en plus. C'était un noble profond. Il avait le sang bleu de l'âme. Je trinquai avec une larme. »

Le premier ministre Lionel Jospin a exprimé sa « tristesse ». « Nino Ferrer s'était frayé une place à part dans la vague "yéyé" des années 60, en mariant l'humour et le

Il possède alors une solide réputation de flambeur, d'insolent, de mégalo-mane. Quand il s'installe à la Tallade, on a vu des mouvements d'hélicoptères, des ballets de Ferrar, un train de vie de châtelaïn à gadgets. « J'ai acheté de belles voitures, oui, mais d'occasion. Quant à l'hélicoptère, rien de plus faux, j'ai horreur des objets volants. Je suis un solitaire avec un clan, je suis une bulle dans laquelle vit mon monde, les gens que j'aime. » Pas facile de

Un jour d'hiver 1979, il part en guerre contre... l'armée française, qui avait pris sans prévenir son domaine comme terrain de manœuvres. « Je conçois qu'on fasse des manœuvres pour la sécurité du territoire, mais pas chez moi et sans avertissement. J'ai eu un coup de sang. Ils m'ont cassé la tête à coups de pierres, mis une grenade dans ma voiture. J'ai porté plainte, j'ai obtenu

second degré. Il avait su rester présent dans la discrétion et nous étonner, notamment avec *Le Sud*, écrit-il dans un communiqué. Il a décidé de nous quitter. Sa voix nous manquera. »

De son côté, la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a également rendu hommage à l'auteur du *Téléphone* : « Sa voix si particulière restera dans les cœurs comme le symbole d'un merveilleux talent, à elle déclaré. Sa fantaisie, son humour, la poésie des mélodies et des paroles de ses chansons ont marqué le monde de la musique : le public ne s'y est pas trompé, qui a réservé à chacune de ses créations un immense succès et à l'auteur de Mirza et Le Sud une sympathie jamais démentie. »

1 franc de dommages et intérêts et une lettre de regret. Depuis, j'ai clôturé toute la propriété. Mais je n'aurais pas envie que ma vie devienne une croisade antimilitariste. Cet accès de fureur était une comédie. Il ne faut pas entrer dans un jeu viril comme celui-là. Si on est raisonnable, on attend qu'ils aient fini de jouer... »

Dans son Quercy, Nino Ferrer pouvait compter sur la fidélité d'adicionados qui ont aimé dans le même élan chaleureux l'énergie de *Véritables Variétés verdannes* (1977), *Ex Libris* (1982), *Rock and Roll Cowboy* (1983), ou le Dieu-le-père qui lisait *Le Monde* sous chapiteau, environné d'animaux, pour l'Arche de Noé, une pièce montée avec le Théâtre de l'Unité. Les mêmes ont rattrapé les wagons six ans plus tard : *Désabusion*, album au charme entier, qui commence par une énumération, à l'ancienne : « Tchekov, Tchernobyl, Pravda », aussi désarticulée que l'ex-URSS. Nino Ferrer a souvent tourné le

dos à la politique, il ne s'est pas mêlé de mai 68, pas davantage du socialisme ou du chiraquisme. Il disait regarder tout cela depuis la planète Mars. « Je ne suis pas heureux de l'évolution du monde. Dieu sait que j'ai été contre l'Eglise, j'en ai souffert dans mon enfance, j'ai été dans des pensionnats religieux en France et en Italie, mais où est passé le sens moral ? »

Ferrer entraînait en guerre intérieure quand on touchait à la nature. « On dirait le Sud, le temps dure longtemps et la vie stremement, plus d'un million d'années, et toujours en été » (*Le Sud*, 1974) : ces bastions de bien-être, truffés de foie gras, de vins épais, de fromages de chèvre et d'huile de noix devaient, selon lui, opposer une résistance naturelle à la bêtise militaro-productiviste. Oui, mais il y avait les technocrates, versant nord du show-biz. « Dangereux. Dans la Danse de la pluie [extrait de *La Désabusion*], je parle de ça, du baron de Zeppelin (il était comte), de la ligne Maginot et du Titanic, je parle des technocrates avec leurs airs angéliques : « Nous avons tout en main, nous maîtrisons ». Mais ce sont les directeurs des centrales nucléaires qui sont les héritiers de ceux qui ont construit l'insubmersible Titanic. » Il disait sa sympathie pour l'association écologiste Robin des Bois, s'inquiétait des « immenses stocks de matière nucléaire ».

Nino Ferrer s'emportait vite, sur un air de blues, la mèche sur le devant, grand escogriffe inquiet en marchant à grands pas dans la cour de la Tallade. « Voyez le remembrement. Il était évident que c'était une connerie monumentale. Finis les haies, les oiseaux, et vive les pesticides, les gros tracteurs qui vont dans le sens de la pente, les sillons, les rizières dans la nappe phréatique, les inondations, tout se tient. » A une dizaine de kilomètres de Montcuq, village perché que les touristes visitent en été à cause de son nom (et des cartes postales : « Bon souvenir de... »), Nino Ferrer peignait de drôles de personnages à guêpe de voiture, des femmes-bouquets, des jeunes garçons en santiags. Et quand il montait sur scène, on lui redemandait *Les Cornichons*...

Véronique Mortaigne

★ L'Indispensable (coffret de 6 CD), enregistrements 1966-1986, Barclay/Polygram, 1991. La Désabusion, FNAC Music, 1993.

**Marie-Thérèse Porchet, née Bertholet**



**La truie est en moi**



**COMÉDIE CAUMARTIN**

23 rue Caumartin - 75009 PARIS  
8<sup>e</sup> étage - Caumartin  
DU MARDI AU SAMEDI  
à 21 h  
Lundi : en location  
et par téléphone au 01 42 42 42 41  
FAX : 01 42 42 42 41  
Télés : 01 42 42 42 41  
01 42 42 42 41  
Réservations : 01 42 42 42 41



# Du Gers à Johannesburg, la photographie comme inventaire du monde

L'été photographique de Lectoure s'appuie sur des œuvres fortes, dont celles de Jean-François Joly

Qu'il photographie les habitants d'un petit village gersois ou les SDF du Caire et de Johannesburg, Jean-François Joly ne saisit pas un groupe, mais

des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes et ne se réduisent pas à une définition sociologique. Ses deux expositions - « Gens d'Avezan »

et « Naufragés de la ville » - dominent l'été photographique de Lectoure, qui présente également les œuvres intrigantes de Fatma Bélaïd.

**L'ÉTÉ PHOTOGRAPHIQUE.** Centre de photographie, 5, rue Sainte-Claire, 32700 Lectoure. Tél. : 05-62-68-83-72. Du lundi au samedi, de 14 heures à 19 heures ; le dimanche, de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

**LECTOURE**  
de notre envoyé spécial

On peut venir à Lectoure pour son panorama, la fraîcheur de sa cathédrale. Pour des photos aussi, les travaux récents de quelques photographes actuels. L'une des expositions traite du problème sans fauxsemblant, de front. Jean-François Joly a reçu commande de la part du ministère de l'Agriculture d'une mission photographique dans un village gersois, Avezan. A charge pour lui de réunir les portraits des habitants de la commune. Les agriculteurs sont la majorité, hommes et femmes. Il y a aussi quelques employés, quelques enfants, le médecin et un rasta. Joly les photographie de face, en plein air ou dans une cuisine, à mi-corps ou en pied. La plupart regardent droit vers l'objectif. A première vue, rien de plus simple, une galerie de figures, l'inventaire d'une population peu

nouvelle. Pour donner à sentir la qualité de l'œuvre, le mieux est de dire ce qu'elle n'est pas : ni racoleuse, ni démagogique, ni misérabiliste, ni systématique. Joly n'a pas photographié un groupe mais des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes et ne se réduisent pas à une définition sociologique élémentaire. Il a saisi des doutes, des tristesses, des malaises, des soupçons, des envies, des souvenirs, des plaisirs, des rêves. Accessoirement, il a réussi quelques compositions exemplaires, le vieil homme aux deux petits chiens, celui qui vient de lâcher sa brochette, la jeune femme qui s'inquiète de l'air qu'elle aura sur l'image.

Joly présente par ailleurs un ensemble réuni entre 1993 et 1997, « Naufragés de la ville », qu'il a montré à Paris l'hiver dernier. A Moscou, Johannesburg, Le Caire, Zurich et Paris, il a visité des centres de soins ou de rétention pour SDF, des bidonvilles, des mouroirs, les lieux de la pire détresse. Là aussi, il a refusé les commodités de l'expressivisme, mais la violence du sujet est si forte qu'elle laisse peu de place aux nuances de caractère qui font l'intérêt des « Gens d'Avezan ».

Ces deux ensembles dominent

L'été photographique en affirmant la conviction de leur auteur : son art est un mode de connaissance des sociétés. Par comparaison, tout usage de la référence, tout effet formel appuyé, semble presque abusif, si habile soit-il. Les citations littéraires, picturales, photographiques et cinématographiques de Telemach Wiesinger - Hopper, Wenders, Turner entre autres - ne démontrent que la longue culture de leur auteur, qui a voyagé de Gibraltar à l'Inde sans parvenir à s'en délier. Autre invité à Lectoure, Antoine d'Agata a la mémoire non moins abondante - Lowry, les séries B, Cartier-Bresson dans les bords méditerranéens - mais l'œil plus rapide. Dans la dynamique de l'image brouillée par le mouvement, il lui arrive de fixer plus qu'un bel artifice dramatique.

**PORTRAIT FRAGMENTÉ**

Hien Lam Duc, Mahmud et Shehzad Noorani, le premier né au Laos d'une famille vietnamienne, les deux autres bangladais, ne construisent pas de tels labyrinthes de miroirs. Hien Lam Duc compose par les images l'histoire de sa famille, dispersée par la guerre et les migrations entre l'Asie, les États-Unis et la France. Il cherchait des

traces. Il retrouve de vieilles parentes et de jeunes cousins inconnus. Il recompose tant bien que mal généalogies et chroniques familiales, éléments d'une autobiographie évidemment lacunaire, de Vientiane à Orlando et à Toulouse. Le propos retient par sa cohérence, en dépit de l'inégalité des photos, où la narration se fait souvent très littéraire. Pour Mahmud et Noorani, les motifs sont là encore ceux de leur quotidien : Dacca, les toits, les quartiers de la prostitution, les belles caillasses contre argent et celles qui saignent, vaincues par la loi du souteur.

Reste l'exposition la plus intrigante, celle de Fatma Bélaïd, Tunisienne jeune et inconnue. Son travail est construit autour de la figure d'une vieille dame seule, Noélie, d'une visite de son appartement, de ses attitudes dans la chambre et dans la cuisine. Un portrait ? Sans doute, mais par fragments, indices dispersés, métonymies, allusions, détails dont le cadrage et la lumière accentuent l'importance. L'acuité du regard est remarquable, autant que l'effacement de la photographie en présence de l'autre - l'autre qui intéresse bien plus que soi-même.

Philippe Dagen

## Les demandes d'audit sur la Sacem se multiplient

LA QUESTION d'une plus grande transparence des sociétés de gestion collective est posée. Hormis le cas de l'Adami (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes), aucun audit n'a été effectué sur les sociétés qui permettent aux musiciens, auteurs, compositeurs, éditeurs de musique, etc., de percevoir des droits. Estimant que ces sociétés de gestion collective ont reçu « une délégation de service public » pour collecter les droits auprès des redevables, Pascal Nègre, président de PolyGram Musique, a demandé qu'un audit confié à la Cour des comptes soit réalisé auprès de la SCA (société civile qui regroupe les producteurs phonographiques), la Spedidam (Société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes), l'Adami et la Sacem (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) (Le Monde du 8 août 1998).

Pour sa part, l'Association Protection des Auteurs droit, qui regroupe 150 compositeurs et chanteurs, dont Jeanne Moreau, Yves Robert ou Alain Chamois, a demandé dans un communiqué, mardi 4 août, « au ministre de la culture Catherine Trautmann de commander un audit général de la gestion des droits d'auteur et des droits voisins ». Cette association, présidée par Serge Vincent, a par ailleurs demandé par courrier au ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, « d'user de son droit de réquisition des registres et des pièces comptables de l'as-

sociation CDMC, Centre de documentation de la musique contemporaine ». Cette association par administrative domiciliée à la Cité de la Musique, à Paris, se trouve selon cette lettre, « en infraction avec la loi du 10 juillet 1991 relative aux associations ». Serge Vincent affirme que le CDMC, cofinancé par le ministère de la culture et la Sacem, exerce une activité commerciale de vente de disques compacts pour le compte du GIE-Sacem.

**DE MULTIPLES ANOMALIES DÉNONCÉES**

M. Vincent explique que le CDMC « perçoit depuis plusieurs années des subventions importantes de la Sacem et du ministère de la culture, c'est-à-dire des fonds privés et des fonds publics. En 1998, la Sacem, dont le gérant est Jean-Loup Tournier, a prévu de verser 1,05 million de francs au CDMC dont le trésorier est Jean-Loup Tournier ». Le courrier précise que cette somme est prélevée sur les fonds régis par le code de la propriété intellectuelle, dont l'utilisation « ne concerne en aucun cas les activités du CDMC ». Il affirme également que le CDMC a versé à la Sacem, en 1997, 1,4 million de francs. « Il semblerait qu'une partie des subventions attribuées à l'association par la Sacem et le ministère de la culture soit en définitive récupérée par la Sacem pour couvrir ses propres charges d'exploitation ». Ce versement confirme, selon Serge Vincent, « le caractère flou de l'association ».

Enfin, il souligne le fait que le CDMC est pré-

sidé par un haut fonctionnaire en exercice. « Le mandataire social et président du CDMC a toujours été le directeur de la danse et de la musique du ministère de la culture », écrit-il. Toute activité commerciale étant prohibée pour un agent de la fonction publique, Serge Vincent dénonce le fait que « le président du CDMC se trouve en situation de prise illégale d'intérêt puisqu'il administre un organisme de droit privé qui est sous son contrôle en tant qu'agent public ».

Serge Vincent souligne une autre anomalie. Depuis le 19 janvier 1994, les changements successifs de présidents du CDMC n'ont pas été déclarés à la préfecture de police de Paris, alors que la loi sanctionne pénalement le défaut de déclaration des dirigeants. Stéphane Martin avait été nommé président le 22 décembre 1993 en l'absence des membres titulaires du conseil d'administration et du bureau du CDMC. La présidente qui lui a succédé, Anne Chiffert, n'a pas été déclarée à la préfecture. M. Dominique Wallon, directeur du théâtre, de la musique et de la danse au ministère de la culture, l'a nommé président.

La Sacem n'a pas souhaité réagir, mais le ministère a affirmé qu'il souhaitait, dans un souci de séparation des genres, se retirer du bureau des associations qu'il subventionne. Il compte donc se retirer de celui du CDMC, tout en restant au conseil d'administration.

Nicole Vulser

## LES NOUVEAUX FILMS

**DR. DOLITTLE**

■ Richard Fleischer avait déjà tourné, en 1967, une version de *Dr. Dolittle* avec Rex Harrison dans le rôle du médecin fantasque qui savait parler aux animaux. Le film se révélait l'un des plus mauvais de Fleischer, mais faisait preuve d'une ambition visuelle dont est dépourvu ce remake avec Eddie Murphy. Ce dernier avait commencé brillamment sa carrière en marchant sur les traces de Richard Pryor, et développé un comique verbal fondé sur une description très dure et cynique des rapports entre Blancs et Noirs. Après une suite d'échecs au box-office, Eddie Murphy s'est reconverti dans un emploi de père de famille, comparable à Bill Cosby, représentant d'une classe moyenne noire (il est le chirurgien vedette de sa clinique) qui lui a permis de regagner cet été les faveurs du public. Son interprétation du Dr. Dolittle est dépourvue de toute excentricité, elle se résume à quelques cris de castrats, et à des regards bêtes devant des animaux doués de parole. La réalisation de Betty Thomas est comparable à celle d'une dramatique télévisée. Son sens du vaudeville n'atteint même pas celui du pire théâtre de boulevard. Elle a transformé un sujet poétique en une comédie insignifiante, souvent vulgaire, et d'une terrible laideur. Samuel Blumenfeld

Film américain de Betty Thomas, avec Eddie Murphy, Ossie Davis, Oliver Platt, Peter Boyle. (1 h 25.)

**LA PROPOSITION**

■ Drame mondain dans le Boston des années 30. Parce que sa femme désire à tout prix connaître l'expérience de la maternité, un riche homme d'affaires, Arthur Barreth, embauche un jeune homme afin qu'il lui fasse un enfant. Les choses se compliquent lorsque celui-ci tombe amoureux de l'épouse. *La Proposition* dépeint avant tout, avec une minutie soignée, une société partagée entre la volonté d'émancipation de certains de ses membres (Eleanor Barreth est une femme écrivain féministe avant la lettre) et un conservatisme profond. Le point de départ du scénario sert surtout de prétexte à ironiser sur le puritanisme bostonien. Après la mort du jeune homme, le récit embrase sur la formation d'une idylle entre la femme de Barreth et un jeune prêtre, incarné par Kenneth Branagh, très vite présenté comme pouvant être le géniteur introuvable. Sur le modèle, que l'on pensait enterré, d'une histoire d'amour vécue par deux êtres « qui n'ont pas le droit de s'aimer », *La Proposition* ressemble à la dé-

funte qualité française des années 50 : du cinéma défilant fustigeant bourgeoisement la société bourgeoise.

Jean-François Rauger  
Film américain de Lesli Linka Glatter, avec William Hurt, Madeleine Stowe et Kenneth Branagh. (1 h 47.)

**RÉACTIONS EN CHAÎNE**

■ Réactions en chaîne est une œuvre non dénuée d'ambition, puisqu'il s'agit d'une chronique sociologique, d'un constat sur le comportement de l'homme civilisé, sur la paranoïa quotidienne, qui engendre divers réflexes sécuritaires. Alors qu'une panne générale de courant désorganise progressivement les États-Unis, un jeune banlieusard, après avoir éprouvé l'absence de solidarité de ses voisins, entreprend de fuir la ville avec sa famille pour la campagne. Pour donner corps à la vision désabusée de l'auteur, le scénario accumule plusieurs incidents, des faits microscopiques et des répliques sur-signifiant de façon univoque l'égoïsme, la lâcheté et l'agressivité rentrée de nos contemporains. Un tel parti pris apparaît très vite pour ce qu'il est : une construction artificielle susceptible d'être retournée d'un coup de pince, comme le démontrera la fin du film. *Réactions en chaîne* donne, paradoxalement, le temps de réfléchir sur la notion de personnage au cinéma, sur la façon dont se met en place très vite une rhétorique plus ou moins dis-

crète qui rend sympathiques ou antipathiques, inquiétants ou rassurants les individus. Les grossiers stratagèmes de David Koepf (qui fut scénariste de Spielberg et de De Palma) sont, après tout, une manière comme une autre de tester ses propres réactions de spectateur.

L.-E.R.  
Film américain de David Koepf, avec Elisabeth Shue, Dermot Mulroney et Kyle MacLachlan. (1 h 34.)

**LOVED**

■ Une femme accepte de témoigner au procès d'un homme avec qui elle a eu autrefois une relation amoureuse. L'avocat veut l'amener à reconnaître que sa relation avec l'accusé repose sur un déséquilibre et que ce dernier abusait complètement d'elle. *Loved* repose sur l'interprétation formidable de son actrice principale, Robin Wright Penn, qui illumine chaque plan d'un film ému par un face-à-face bavard et plat entre elle et William Hurt. On a l'impression d'être le témoin gênant d'une séance de psychanalyse à laquelle on n'aurait jamais dû être convié. Sean Penn (également producteur du film) apparaît au début du film dans une scène très réussie, mais trop brève, face à Robin Wright. La complicité entre ces deux acteurs à l'écran est étonnante, elle ne constitue malheureusement pas le cœur de ce film. S.B.  
Film américain d'Erin Dignam, avec William Hurt, Robin Wright Penn, Amy Madigan. (1 h 42.)

## SORTIR

**PARIS**

Philippe Catherine Quartet  
Philippe Catherine est le guitariste belge qui a joué aux côtés de Didier Lockwood, Chet Baker, Dexter Gordon et Stéphane Grappelli. Il associe, comme peu de guitaristes, mélodie, accords et ligne de basse. On le retrouve en quartet auprès des néophars du Parc floral de Paris, accompagné de Bert Van Den Bruck (piano), Hein Van de Geyn (contrebasse), Hans Van Oosterhout (batterie). Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris 12.  
M<sup>e</sup> Château-de-Vincennes. Le 15, à 16 h 30. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.

**SAINT-NAZAIRE**  
(Loire-Atlantique)

Les Escapes  
A la fois fête populaire et rencontre musicale, les Escapes proposent cette année une immersion dans les ambiances (on pourra y manger du moro et cristiano - riz aux haricots noirs -, assister à la fabrication de cigares...) et les rythmes de Cuba. Au programme de ce voyage vers une destination dans l'air du

temps, près de deux cents artistes, dont Los Jovenes Classics del Son, Orlando « Maraca » Valle, Tipico Oriental, Clave Y Guanguanco, Orquesta Aragon, Alfredo Rodriguez et des artistes qui viennent pour la première fois en France comme Los Naranjos ou le Duo Evocacion.  
Les 14 et 15 août. Port de Saint-Nazaire. Tél. : 02-51-10-00-00. 35 F et 45 F la journée, 55 F et 70 F les deux jours.

**BOURGES**

Festival Ziva !  
Organisé par l'association Emuromet, le 4<sup>e</sup> festival Ziva ! est dédié au chanteur kabyle Lounès Matoub, auquel, entre autres, son compatriote Idir rendra hommage (le 22). Sont également annoncés : l'Antillais Guy Konket, la Compagnie de danse hip-hop Aktuel Force (le 16) ; le Bengali Paul Bishwa, l'Algérien Sahraoui (le 22) ; un spectacle intitulé *Open Mind Mixure*, associant cinéma, art graffiti, DJ et clips (DJ Goatari et Olivier Mégaton, le 19). Du 15 au 22 août. Tél. : 02-48-50-38-61. Entrée libre.

## GUIDE

**FILMS NOUVEAUX**

Big Hit  
de Kirk Wong (États-Unis, 1 h 33). Ça ne se refuse pas.  
de Eric Worth (France-Belgique, 1 h 30). Cursus Fatal (\*)  
de Dan Rosen (États-Unis, 1 h 40). De Doltide  
de Betty Thomas (États-Unis, 1 h 25). Elles  
de Luis Gallo Teles (France-Belgique-Luxembourg, 1 h 35). Loved  
d'Erin Dignam (États-Unis, 1 h 42). On va n'importe où et c'est très bien  
de Jean-Claude Jean (France, 1 h 35). La Proposition  
de Lesli Linka Glatter (États-Unis, 1 h 47). Réactions en chaîne  
de David Koepf (États-Unis, 1 h 34). Le Voleur de nuit (\*)  
d'Olaf Bornedal (Danemark, 1 h 45). (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

**TROUVER SON FILM**

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

**REPRISES**

Les Anges du boulevard  
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).  
Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65). Broadway Bill  
de Frank Capra. Américain, 1934, noir et blanc (1 h 20).  
Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30). Les Contes de la lune vague  
après la pluie  
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 57).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (01-43-26-19-09). Les Démoniaques de Rochefort  
de Jacques Demy. Français, 1967 (2 h). Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (01-46-33-97-77). Souffrir pour trois abelles  
de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1966 (2 h 25). Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-29-79-89). Honkytonk Man  
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02). MK2 Océan, dolby, 6<sup>e</sup> ; MK2 Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> ; MK2 Quai-de-Seine, 19<sup>e</sup>. Madame Bovary  
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h). Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65). Manhattan  
de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35). Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-29-79-89). Peau d'âne  
de Jacques Demy. Français, 1970 (1 h 30). Épis de Bois, 5<sup>e</sup>.

**FESTIVALS**

Au fil de l'eau  
Alpes de James Cameron : le 14, à 22 h. Parc de la Villette, Prairie du triangle, 19<sup>e</sup> (01-40-03-76-92). John Chassevires  
Minnie and Moskowitz : le 14, à 16 h 30, 19 h, 21 h 30. Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beaugregat, 6<sup>e</sup> (01-42-22-87-23). Marguerite Duras  
Son nom de Venise dans Calcutta de-

sert : le 14, à 17 h 15, 19 h 30, 21 h 45. La République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33). Jean-Luc Godard  
Le Mépris : le 15, à 12 h 05. Reflet Médias III, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34). Alfred Hitchcock  
Une femme disparaît : le 14, à 16 h, 18 h, 20 h. Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60). Inédits d'Amérique  
The Second Civil War de Joe Dante : le 14, à 22 h ; Crumb de Terry Zwigoff : le 14, à 18 h. Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30). Gene Kelly  
Un Américain à Paris de Vincente Minnelli : le 14, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Bystes Lincoln, 8<sup>e</sup> (01-43-59-36-14). Max Ophüls  
Le Plaisir : le 14, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. L'Ariéquin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80). Satyajit Ray  
Le Dieu éphémère : le 14, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 45. Les Trois Luxembourg, 6<sup>e</sup> (01-46-33-97-77). Orson Welles  
Faisant : le 14, à 15 h 45, 19 h 50. Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).

**ENTRÉES IMMÉDIATES**

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Comment le dire ?  
D'après douze entretiens entre Daniel Emilfork et Frédéric Leidgens. Théâtre Gérard-Philipe, 53, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-48-19-70-00. 30 F. Trio Leonore  
Œuvres de Beethoven et Haydn. Ciofre de Port-Royal, 123, boulevard de Port-Royal, Paris 14<sup>e</sup>. RER Port-Royal. Le 14, à 18 heures et 20 h 30. Entrée libre. Angel et le Caribbe Machine  
(Hervé) New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 21 h 30, le 14. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F. Al Samba Tribe (afro-jazz)  
Cave Cava Café, 9, rue Moret, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Métro-Montmartre. Le 14, à 22 heures. Tél. : 01-43-53-18-84.

**RESERVATIONS**

The Artist (ex-Prince)  
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Le 21 août à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. De 248 F à 385 F. Pâte feuilletée  
d'Alejo Stern, mise en scène de Didier Long, avec Bernard Fresson, Claude Ewald, Frédéric Quirion. Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9<sup>e</sup>. A partir du 26 août. Tél. : 01-42-80-01-81. 180 F et 230 F.

**DERNIERS JOURS**

22 août : V<sup>e</sup> Prix européen d'architecture  
Pavillon Miles Van der Rohe Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

## Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

... sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)







